

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

L'influence stratégique et militaire américaine en la Corée du Sud depuis la fin des années 2000.

Pourquoi les politiques étrangères des États-Unis en Corée du Sud, en particulier en ce qui concerne les ventes d'armements, les exercices militaires conjoints et les efforts pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne, sont-elles façonnées par l'interaction complexe des variables systémiques, intermédiaires et internes depuis la fin des années 2000 ?

Auteur : Parrain Amélie
Promoteur(s) : Atanassova Cornelis Elena
Lecteur(s) : Ait-Chaalal Amine
Année académique 2023-2024
Master en Relations Internationales

La déclaration de déontologie

Je soussignée Amélie Parrain, déclare sur l'honneur que ce mémoire est le fruit d'un travail personnel, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

En ce qui concerne l'utilisation de l'Intelligence Artificielle (IA), je déclare sur l'honneur l'avoir utilisée conformément aux directives du document « *Utilisation des intelligences artificielles génératives : note à l'attention des étudiantes et étudiants de l'UCLouvain* » rédigé par Philippe Hiligsmann. L'IA n'a en aucun cas été utilisé à des fins d'appropriation textuelle.

Signature

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Parrain', with a large circular flourish at the beginning.

Remerciements

Dans cette section consacrée aux remerciements, je souhaiterais remercier l'ensemble des personnes qui m'ont soutenue durant l'écriture de ce mémoire et tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce travail, de quelque manière que ce soit

Je tiens à remercier l'équipe pédagogique en général qui permet d'instaurer un environnement propice à l'épanouissement académique et à ma promotrice Elena Atanassova-Cornelis, pour avoir accepté de superviser ce travail et pour m'avoir accompagné avec ses conseils tout au long du processus d'écriture.

Un merci particulier à mes parents, ma sœur et ma meilleure amie Clara, qui m'ont soutenue tout au long de ma scolarité. J'aimerais également remercier mes ami(e)s Serena, Daphné, Lucie, Alissia, Abir, Hugo, Samy et Basile qui ont été à mes côtés durant l'écriture de ce mémoire et tout au long de ce master. Merci à Serena et à Hugo pour la relecture de mon travail.

Table des matières

Glossaire	10
Introduction	10
Chapitre 1. L'état de l'art du mémoire	14
Section 1. La méthodologie choisie dans ce mémoire	14
Section 2. Le cadre conceptuel du mémoire	16
I. L'angle réaliste classique comme fondement théorique traditionnel	17
1.1. L'anarchie : l'état de nature du système international	18
1.1.1. L'anarchie et le risque de guerre	18
1.1.2. La souveraineté des États et l'auto assistance, le résultat de l'anarchie	19
1.2. Les États-nation : acteurs centraux de l'approche réaliste	20
1.3. L'intérêt national comme composante principale des préoccupations de l'État	20
1.3.1. La détermination du pouvoir	21
1.3.2. Les intérêts et les objectifs des États	21
1.4. La politique extérieure d'un État vu par les réalistes classiques	22
1.4.1 La définition de la politique extérieure chez les réalistes	22
1.4.2. Le risque inhérent de guerre	23

1.4.3. L'équilibre des puissances	24
1.5. Les limites de l'approche réaliste classique	25
II. Le réalisme structurel, un angle d'analyse adéquat pour décrypter les dynamiques de puissance ?	26
2.1. L'anarchie du système international	26
2.2. L'équilibre des puissances comme résultat de l'anarchie	27
2.3. L'alignement des puissances, alternative à l'équilibre des puissances	28
2.4. La structure internationale comme cause d'effets économiques et militaires sur les États	29
2.5. Les limites de l'approche néoréaliste	30
III. L'approche réaliste néoclassique : pertinence quand à l'analyse des variations de la politique étrangère américaine	31
3.1. Le bagage réaliste conservé par le réalisme néoclassique	31
3.2. Les apports du réalisme néoclassique	33
3.2.1. Une variable systémique : la puissance matérielle relative d'un État dans le système international	33
3.2.2. Une variable intermédiaire : la perception des dirigeants	35
3.2.3. Des variables internes étatiques	36
3.3. Conclusion de Chapitre	38
Section 3. La revue de la littérature	40

1. La présidence de Barack Obama	40
2. La présidence de Donald Trump	43
3. La présidence de Joe Biden	44
Section 4. Méthodologie	47
Chapitre 2. La présidence de Barack Obama	47
Section 1. La variable systémique, entre menace nord-coréenne et montée en puissance chinoise	48
I. La menace nord-coréenne	49
II. La question de la montée en puissance chinoise	50
III. Rivalité stratégique entre la Chine et les États-Unis : ventes d'armes et exercices militaires conjoints	52
Section 2. L'héritage de Bush et le leadership d'Obama : la variable intermédiaire dans la transformation de la politique étrangère	54
I. L'héritage de l'administration Bush	54
II. Le leadership de Barack Obama	55
2.1. Le libéralisme pragmatique d'Obama	56
2.2. La perception de Barack Obama des enjeux asiatiques et la stratégie de pivot	57
Section 3. Comprendre les politiques américaines : l'impact des variables internes	59
I. L'opinion publique : entre soutien et préoccupations éthiques	59

II. Les institutions étatiques, acteur décisionnel majeur	60
III. La nature du régime américain et sa culture stratégique sous Barack Obama	61
Section 4. Leurs interactions pour donner lieu à la politique	62
I. L'alliance des différentes variables	63
II. Les effets de la politique d'Obama	64
2.1. Le renforcement des relations bilatérales sous l'administration Obama	65
2.2. La réponse à la menace grandissante nord-coréenne	66
2.3. Le paradoxe de la question chinoise	68
Chapitre 3. La présidence de Donald Trump	69
Section 1. La variable systémique : la compétition des grandes puissances et les menaces internationales	70
I. La Corée du Nord, une menace grandissante	70
II. La montée en puissance de la Chine, rythmé par les pressions économiques américaines	72
III. La mise en comparaison des politiques extérieure chinoise et américaine	73
Section 2. Variable intermédiaire : le leadership de Donald Trump	74
Section 3. Les variables internes, cœur du champ décisionnel	76
I. L'Influence de l'opinion publique sur les politiques américaines	77

II. Le rôle des institutions étatiques dans la formulation des politiques américaines

77

III. La culture stratégique américaine sous le président Trump

79

Section 4. La synergie des variables

80

II. Les effets de la politique trumpienne

82

2.1. La mise en place de la politiques de « pression maximale »

82

2.2. La dégradation des relations américano-sud-coréennes

83

2.2. Un renouveau dans la relation bilatérale

84

Chapitre 4. La présidence de Joe Biden

86

Section 1. La variable systémique, source de la politique extérieure

86

I. La Corée du Nord ou la « diplomatie du missile »

86

II. La Chine ou la « diplomatie de résultat »

88

III. Comparaison Chine - États-Unis : rivalité et réajustement stratégique

89

Section 2. Variable intermédiaire : la perception et le leadership de Joe Biden

90

Section 3. Les variables internes : influence de l'opinion publique, des institutions étatiques et de la culture stratégique sur les politiques des États-Unis

92

I. Influence de l'opinion publique sur les politiques de vente d'armes et les exercices militaires sous l'administration Biden

92

II. Le rôle des institutions étatiques dans la politique de vente d'armes et les exercices militaires sous l'administration Biden

III. Culture stratégique des États-Unis sous l'administration Biden : priorités et approches en politique étrangère

95

Section 4. Interactions entre variable systémique, intermédiaire et internes : une analyse intégrée des politiques des États-Unis

96

I. L'alliance des variables du réalisme néoclassique

96

II. Le retour à une politique de renforcement des relations interétatiques

98

2.1. La politique de renforcement

98

2.2. Le soutien à l'accroissement des capacités de défense sud- coréenne

99

III. L'héritage de l'administration Trump dans la politique étrangère de Biden

100

3.1. Les tensions sur la question du partage des coûts

100

3.2. Le maintien de la pression sur la Corée du Nord

101

Conclusion

102

Bibliographie

105

1. Monographies

105

2. Chapitres de livre

107

3. Articles scientifiques

109

4. Mémoire

124

5. Interview	124
6. Articles de press	125
7. Sites internet	127
8. Vidéos d'archive	129
9. Citations	129
10. Tableaux statistiques	129
Résumé	130
Annexe 1:	131
Annexe 2 :	131

Glossaire

AIEA : Agence internationale de l'énergie atomique

ASEAN : Association des nations de l'Asie du Sud-Est

BRI : *Belt and Road Initiative*

ICBM : missiles balistiques intercontinentaux

MTCR : *Missile Technology Control Regime*

OCS : Organisation de coopération de Shanghai

OMAG : Opérations militaires autre que la guerre

SMA : *Special Measure Agreement*

THAAD : *Terminal High Altitude Area Defense*

TNP : Traité de non-prolifération des armes nucléaires

Introduction

« La diplomatie est l'art de comprendre les forces en présence, les intérêts en jeu, et les contraintes dans lesquelles on doit évoluer. La politique étrangère est souvent le produit d'une interaction complexe entre les ambitions nationales, les pressions internationales, et les réalités internes. » Henry Kissinger, *Diplomacy* (1994).

Cette citation met en lumière l'importance des contraintes dans la formulation des politiques étrangères, ce qui résonne avec l'analyse des variables systémiques, intermédiaires et internes dans la politique étrangère des États-Unis en Corée du Sud.

Depuis la fin des années 2000, la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de la Corée du Sud a été façonnée par une combinaison de dynamiques complexes et de fortes pressions internationales. Ces facteurs ont conduit les différents présidents américains à développer des stratégies adaptées pour maintenir le leadership mondial des États-Unis et répondre aux défis de la région. Pour analyser en profondeur l'élaboration de ces politiques extérieures, le réalisme néoclassique offre un cadre pertinent, permettant d'examiner les variables systémiques, intermédiaires et internes en jeu.

Les politiques américaines ont évolué sous l'influence des administrations successives, chacune apportant sa propre vision stratégique aux relations bilatérales avec la Corée du Sud. L'analyse des politiques de vente d'armes, des exercices militaires conjoints et des efforts de démilitarisation de la péninsule coréenne permet de comprendre comment ces divers éléments se combinent pour façonner la politique étrangère américaine dans cette région stratégique.

En décryptant ces interactions, nous cherchons à saisir les mécanismes qui déterminent la manière dont les États-Unis naviguent entre la gestion des menaces régionales et le maintien de leur influence globale en Asie-Pacifique.

La politique étrangère des États-Unis, qui englobe les stratégies, actions et décisions mises en œuvre pour interagir avec d'autres pays et organisations internationales, est façonnée par divers facteurs, notamment la diplomatie, les alliances, les politiques économiques, les interventions militaires et les accords internationaux. Cette politique est profondément influencée par les objectifs nationaux des États-Unis, les considérations stratégiques globales, ainsi que par des pressions internes et externes qui modèlent les actions et décisions des responsables américains.

Pour analyser cette dynamique complexe, le réalisme néoclassique constitue un cadre théorique pertinent. Ce modèle théorique, qui allie les perspectives du réalisme classique et du néoréalisme, accorde une importance cruciale aux facteurs internes des États, tels que la politique intérieure, les perceptions des dirigeants et les dynamiques nationales. En même temps, il prend en compte l'impact des contraintes du système international sur la politique étrangère. Cette approche permet de comprendre comment les intérêts nationaux, les perceptions des décideurs et les pressions internes interagissent pour influencer la politique étrangère des États-Unis.

Dans le contexte spécifique des relations entre les États-Unis et la Corée du Sud, plusieurs éléments clés sont à examiner : les politiques de vente d'armes, les exercices militaires conjoints et les efforts pour la démilitarisation de la péninsule coréenne. Les politiques de vente d'armes, qui concernent les décisions et stratégies relatives à la fourniture d'équipements militaires à d'autres pays, jouent un rôle crucial en renforçant les capacités de défense de la Corée du Sud face aux menaces régionales. Ces politiques

reflètent non seulement les objectifs de sécurité nationale des États-Unis, mais aussi leurs objectifs géostratégiques dans la région.

Les exercices militaires conjoints entre les forces armées des États-Unis et de la Corée du Sud représentent un autre aspect important de cette relation. Ces manœuvres et entraînements visent à améliorer la coopération, à démontrer l'engagement mutuel et à préparer les forces alliées à des menaces potentielles. Ils renforcent la défense régionale et la posture militaire conjointe, soulignant l'importance de la coordination entre les deux pays pour maintenir la stabilité en Asie-Pacifique.

Enfin, la démilitarisation de la péninsule coréenne est un objectif significatif dans les efforts visant à réduire ou à éliminer les forces militaires et les équipements dans la région. Cela inclut les initiatives pour limiter les armements nucléaires et réduire les tensions entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Les efforts de démilitarisation sont souvent liés aux négociations internationales et aux accords de désarmement, visant à promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

Dans ce contexte complexe, il est pertinent de se demander : Pourquoi les politiques étrangères des États-Unis en Corée du Sud, en particulier en ce qui concerne les ventes d'armements, les exercices militaires conjoints et les efforts pour la dénucléarisation de la péninsule coréenne, sont-elles façonnées par l'interaction complexe des variables systémiques, intermédiaires et internes depuis la fin des années 2000 ?

Les politiques étrangères des États-Unis en Corée du Sud, concernant les ventes d'armements, les exercices militaires conjoints, et les efforts de dénucléarisation de la péninsule coréenne, sont le résultat d'une interaction dynamique entre les variables systémiques, intermédiaires et internes. Les facteurs systémiques, tels que la montée en puissance de la Chine et les menaces nucléaires nord-coréennes, exercent une pression constante sur les États-Unis pour maintenir une posture défensive robuste et renforcer leurs alliances régionales. Les variables intermédiaires, notamment les perceptions et les stratégies des dirigeants américains, influencent la formulation des politiques en ajustant les réponses aux défis globaux dans un cadre multilatéral. Enfin, les variables internes, incluant l'opinion publique et les

institutions étatiques, modulent et valident ces politiques en réponse aux attentes nationales et aux contraintes politiques, orientant ainsi les actions concrètes des États-Unis en faveur de leurs intérêts stratégiques en Asie-Pacifique.

Dans un premier temps, nous examinerons le choix de la théorie, le cadre conceptuel, ainsi que la revue scientifique et la méthodologie qui guideront notre analyse. Ensuite, nous explorerons les politiques étrangères des États-Unis sous l'administration de Barack Obama, en analysant successivement les variables systémiques, intermédiaires et internes, ainsi que leurs interactions et les effets de ces politiques. Nous poursuivrons avec une étude similaire des administrations de Donald Trump et de Joe Biden, en mettant en lumière comment les dynamiques spécifiques de chaque période ont influencé les relations américano-sud-coréennes. Cette approche permettra de comprendre de manière approfondie comment les différents facteurs ont façonné la politique étrangère des États-Unis envers la Corée du Sud au cours des dernières décennies.

Ce mémoire est né d'un intérêt pour le rôle des États-Unis en Corée du Sud et d'une inquiétude croissante concernant la stabilité de la région. D'un côté, il y a l'intérêt pour la manière dont les États-Unis, en tant que puissance mondiale, influencent la politique, la sécurité et les relations en Corée du Sud. Depuis des décennies, les États-Unis jouent un rôle clé en tant qu'allié stratégique de la Corée du Sud, utilisant divers outils comme les ventes d'armes, les exercices militaires conjoints et les accords de défense pour affirmer leur présence et soutenir leur partenaire.

De l'autre côté, la préoccupation se concentre sur la stabilité régionale, surtout face aux tensions persistantes entre la Corée du Nord et la Corée du Sud. Les politiques américaines, bien que visant à renforcer les alliances et à maintenir l'ordre régional, peuvent aussi avoir des répercussions complexes et inattendues. Ces effets peuvent influencer l'équilibre des forces et la dynamique de la région, avec des conséquences potentiellement graves pour la paix et la sécurité.

Ce mémoire explore donc comment les politiques américaines ont évolué sous les administrations de Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden,

et examine comment ces évolutions ont affecté la stabilité en Corée du Sud et au-delà. En analysant les variables systémiques, intermédiaires et internes de chaque période, ce travail cherche à offrir un éclairage sur la façon dont les stratégies américaines ont été façonnées et sur leur impact sur la dynamique régionale. L'objectif est de mieux comprendre les enjeux actuels et d'apporter des perspectives nouvelles sur les facteurs qui influencent la politique de sécurité et de défense dans cette région cruciale.

Chapitre 1. L'état de l'art du mémoire

Avant toute chose, il paraît nécessaire de présenter le cadre conceptuel qui structurera notre analyse de la manière dont les stratégies militaires américaines influencent la politique sud-coréenne depuis 2009. Notre approche théorique s'appuie sur le réalisme néoclassique, un choix que nous justifierons en examinant d'abord les fondements et les limites du réalisme classique, puis en démontrant comment les nuances apportées par le réalisme néoclassique enrichissent notre argumentation. Cette perspective théorique accorde une importance particulière au rôle des acteurs étatiques, notamment des décideurs politiques, dans l'élaboration et l'exécution des politiques étrangères. En adoptant cette approche, nous chercherons à dépasser les limites du réalisme classique et de sa conception des États comme des entités monolithiques et purement rationnelles. Enfin, nous conclurons ce chapitre en détaillant la méthodologie employée pour explorer les différentes facettes du sujet traité dans ce mémoire, assurant ainsi une analyse rigoureuse et approfondie de notre problématique.

Section 1. La méthodologie choisie dans ce mémoire

La réalisation de cet état de l'art s'est principalement effectuée par le biais de recherches sur des interfaces numériques comme *Discovery* de l'Université Catholique de Louvain ou *Google Scholar*. Pour ce qui est de la partie théorique de ce travail, des ouvrages académiques de références ont pu être mobilisés comme *Perspectives on International Relations* de Henri Nau pour le réalisme classique, *Theory of International Politics* de Kenneth Waltz principalement pour le réalisme structurel, ou *Neoclassical realism and theories of foreign policy* de Gideon Rose pour le réalisme néoclassique.

La démarche méthodologique adoptée pour ce mémoire revêt une importance capitale pour la structuration et la conduite de notre recherche. Elle permet notamment d'expliquer la manière dont s'effectue la collecte et l'analyse des données nécessaires à ce travail, tout en précisant le cadre théorique qui guidera notre réflexion.

Notre corpus de recherche s'articule autour de deux types de sources distinctes. D'abord les documents de première main, tels que des allocutions présidentielles, des comptes rendus de conférences de presse et des publications officielles. Ces sources primaires apporteront une dimension authentique et immédiate à notre analyse. Ensuite, et de manière prépondérante, les sources secondaires sous la forme d'ouvrages spécialisés, de travaux collectifs ou de monographies. Cette littérature scientifique constituera le socle principal de notre étude.

L'utilisation de ces deux catégories de sources nous permettra de construire une analyse rigoureuse et nuancée, notamment en confrontant des discours officiels aux interprétations et analyses des experts dans le domaine. Cette approche a pour objectif de garantir une compréhension approfondie et contextualisée de notre objet d'étude, tout en respectant les exigences académiques propres à un travail de mémoire.

La méthodologie de ce travail repose sur une analyse à l'échelle méso permettant d'étudier les interactions entre les États-Unis et la Corée du Sud, et l'influence des décisions politiques américaines sur la région de l'Asie du Nord-Est. Cette approche offre un cadre propice à l'examen des comportements individuels des acteurs politiques envers diverses politiques publiques.

Notre démarche analytique s'appuie sur un raisonnement hypothético-déductif, structuré autour de trois piliers fondamentaux : une problématique clairement définie, un cadre théorique solide, et des hypothèses explicatives. Cette méthode vise à apporter des réponses scientifiques à notre questionnement central (Sagaut, 2008).

Le cadre théorique, fruit d'une exploration approfondie des différentes branches du réalisme, nous a conduit à privilégier le réalisme néoclassique comme angle d'analyse des politiques étrangères américaines depuis la fin des années 2000. Cette approche nous semble être la plus à même de fournir des

éclairages pertinents sur notre sujet et de nous permettre de valider ou d'infirmer nos hypothèses de recherche.

Pour ce qui est de ma position de chercheuse, il m'a semblé important d'avoir un regard analytique et distancié sur mes recherches afin de ne pas influencer le résultat de celles-ci. La neutralité et l'objectivité étant centrales dans une démarche de recherche.

Ce travail peut contenir un certain nombre de biais. L'un d'eux concerne les diverses sources que nous utiliserons pour ce mémoire. En effet, certains articles, ouvrages, sites internet, articles de presse ou discours politiques peuvent faire l'objet de biais, notamment parce que l'auteur a pu être influencé par certains facteurs comme des idéologies politiques. Ainsi, il est nécessaire d'examiner rigoureusement ces sources pour obtenir des résultats fiables.

Lors de mes recherches, la question de la théorie à privilégier a été une grande source de réflexion tout au long de mon travail parce qu'en fonction de la théorie choisie, l'analyse du sujet sera bien différente et il fallait voir quelle notion je souhaitais privilégier dans mon mémoire.

Tout au long de ce travail, il sera développé la question de l'influence américaine sur la péninsule coréenne à travers les politiques mises en place par les États-Unis en Corée du Sud. Il y sera traité successivement les objectifs stratégiques américains en fonction de chaque présidence avec une lecture réaliste néoclassique de ces politiques extérieures

Section 2. Le cadre conceptuel du mémoire

Depuis l'Antiquité, des penseurs tels que Thucydide (durant la Grèce antique) analysaient et théorisaient déjà les dynamiques de pouvoir entre différentes entités politiques. Au fil du temps, cette pensée a progressé et s'est affinée pour aboutir aux différentes perspectives analytiques que nous connaissons aujourd'hui (Pochon, 2019). Celles-ci se sont divisées en plusieurs lunettes d'analyse afin de permettre une lecture différenciée d'un même événement.

Le choix des angles d'analyse revêt une importance singulière lorsqu'il s'agit d'orienter la lecture de l'influence stratégique et militaire américaine en Corée du Sud. Par exemple, le réalisme semble adapté pour analyser les

intérêts nationaux des États puisqu'il part du postulat que l'État est central dans le système international et qu'il est tourné vers une quête de pouvoir. Celui-ci favorise alors ses intérêts et assure sa propre sécurité (Nau, 2018). Cependant, quel courant du réalisme est le plus pertinent dans notre sujet ?

Le réalisme structurel permet de reprendre l'aspect anarchiste du réalisme classique en estimant qu'il s'agit là de l'élément le plus déterminant pour expliquer le comportement d'un l'État. En revanche, le réalisme néoclassique part du postulat que c'est la perception des dirigeants qui est déterminante.

C'est une théorie particulièrement adaptée à l'analyse des politiques prises par les pouvoirs publics puisqu'elle prend notamment en compte l'influence de l'opinion publique. Finalement, il apparaît que c'est le réalisme néoclassique qui est l'approche la plus pertinente pour ce sujet de mémoire. En effet, celle-ci permet de prendre en compte les facteurs internes des pays, et donc d'ouvrir les *black box*¹.

Cet angle d'analyse permettra de comprendre plus facilement les mécanismes sous-jacents de l'influence stratégique et militaire américaine en Corée du Sud, offrant ainsi un éclairage approfondi sur les enjeux des échanges des deux pays.

I. L'angle réaliste classique comme fondement théorique traditionnel

Des années 1930 jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le réalisme a dominé la vision occidentale du monde. C'est une perspective qui prend en compte « *les contraintes du réel* » (Jeangène Vilmer, 2023), ce qui signifie qu'elle s'appuie sur la réalité objective du monde. Cette méthode d'analyse prend en compte l'histoire du pays et les rapports de forces vécus par les acteurs internationaux. Elle pousse les individus à analyser le monde tel qu'il est et à se méfier des éléments qui échappent à leur contrôle (Aaron, 1953). Le réalisme peut s'expliquer sous de grands principes : l'anarchie du

¹ Les réalistes classiques n'analysent pas ce qui se passe au sein des États, comme s'ils étaient des boîtes noires. Le principe a beaucoup été analysé par Kenneth Waltz.

système international et les dilemmes de son développement ; les États-nations en tant qu'acteur central de l'approche réaliste (Morgenthau, 1988) qui, rationnellement, ne se soucient que de leurs intérêts nationaux et de la politique extérieure.

Enfin, il sera intéressant de se pencher sur les limites du réalisme classique afin de mieux comprendre le choix d'utiliser le réalisme néoclassique dans ce travail. Cette approche nous permettra d'entrer dans l'arène décisionnelle de l'État et d'analyser comment les dirigeants influencent la stratégie et les décisions qui seront prises.

1.1. L'anarchie : l'état de nature du système international

Cette partie mettra en évidence l'état d'anarchie internationale avec les risques de conflit qu'elle implique, ainsi que la nécessité pour les acteurs étatiques de se protéger seuls face à des attaques extérieures afin de garantir l'intégrité de ses frontières et de sa population. La compétition entre États est un moteur fondamental des relations internationales bien que la coopération avec des alliés de confiance soit également possible.

1.1.1. L'ANARCHIE ET LE RISQUE DE GUERRE

Henry Nau dans son ouvrage « *Perspectives on international relations* » décrit de manière détaillée l'approche réaliste. Pour lui, , la guerre est un phénomène à étudier pour éviter qu'il ne se produise à l'avenir. Le monde est perçu comme anarchique dans la mesure où aucune puissance supérieure aux États ne permet d'assurer la sécurité collective (Guidicelli, 2012). Cette situation instable engendre une méfiance constante des États entre eux et chacun se prépare à l'éventualité de la guerre. Cet état de nature légitimise la violence des acteurs entre eux, et va les inciter à attaquer à chaque fois qu'ils se sentiront en danger (De Montbrial, 1999). En effet, tout comme la nature humaine, les États sont intrinsèquement intéressés par leur survie et leur bien-être, c'est pourquoi ils développent de la méfiance ou de la compétition en fonction des actions des autres acteurs étatiques (ŞİMŞİR, s. d.). Les États vont ainsi développer leurs capacités militaires, ce qui entraîne inévitablement

un dilemme sécuritaire pour les autres Etats. Concrètement cela s'explique par le fait que l'accumulation de ressources par un acteur suscite des inquiétudes chez les autres acteurs quant à leur utilisation. Celle-ci sera-t-elle offensive ou défensive ? (Nau, 2018). Les intentions des autres deviennent alors incertaines et cela peut engendrer une course aux armements afin de compenser toute poursuite expansionniste adverse.

Les États peuvent également s'armer ou former des alliances pour contrebalancer les forces hostiles, mais se pose alors la question de savoir si la constitution d'alliances peut remettre en cause leur souveraineté.

1.1.2. LA SOUVERAINETÉ DES ÉTATS ET L'AUTO ASSISTANCE, LE RÉSULTAT DE L'ANARCHIE

L'anarchie ambiante au sein du système international pousse les entités à se protéger de toute agression possible venant de l'extérieur. L'État agit alors par instinct de survie pour se préserver (Vercauteren, 1999). Il faut comprendre le concept d'anarchie dans le sens où les États ne sont pas interdépendants de nature et agissent seuls (Battistella, 2015). Les gouvernements nationaux ont les pleins pouvoirs au sein de leurs frontières (Nau, 2018). Ils sont souverains (Battistella, 2015). L'auto-assistance semble important pour sa sécurité. La perspective réaliste n'omet donc pas l'existence des organisations gouvernementales internationales. Elle a conscience de leur existence mais estime qu'elles n'ont pas un rôle de leader ni la force coercitive nécessaire pour sécuriser les relations internationales (Nau, 2018). Le réalisme privilégie donc des actions plus unilatérales ou minilatérales (coalitions volontaires d'États), plutôt que le multilatéralisme² impliquant l'ensemble des acteurs mondiaux. Ce choix du minilatéralisme repose sur la volonté de faciliter les échanges entre les pays et sur le fait qu'il est plus facile d'obtenir un consensus avec un nombre restreint de participants (Ravenhill, 2003).

Le concept d'anarchie internationale et cette possibilité d'alliance semblent pertinents pour notre sujet.

² Pour rappel, le multilatéralisme est le terme donné aux relations entre trois États ou plus (Ruggie, 1992) alors que le minilatéralisme désigne une coopération entre un ou plusieurs États et cette coopération repose sur le besoin de limiter le nombre de participant (Pannier, 1992)

L'approche réaliste ne présente pas seulement l'anarchie du système international mais aussi l'acteur central de l'angle d'analyse, les États-nation.

1.2. Les États-nation : acteurs centraux de l'approche réaliste

Les réalistes ont une vision stato-centrée des relations internationales, ce qui signifie qu'ils placent l'État-nation au centre de leur analyse, reconnaissant sa primauté sur la scène internationale (Devin & Louis, 2023). Pour eux, les États-nation sont les détenteurs de moyens coercitifs, ce qui les distingue des acteurs non étatiques tels que les entreprises, les syndicats ou les groupes terroristes, dont la puissance militaire reste limitée (Nau, 2018). L'importance de l'État-nation, pour les réalistes, découle de leur souveraineté, c'est-à-dire de l'absence de contrôle par un autre État sur leur territoire et leur non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui.

L'État-nation est sans cesse dans une situation de lutte vis-à-vis des autres États afin de préserver son intégrité et sa souveraineté, et de poursuivre son intérêt national (Vercauteren, 1999). Selon Morgenthau (1988), les États ont trois comportements principaux sur la scène internationale. Premièrement la recherche d'hégémonie, pour ceux qui en ont les capacités, en se positionnant au-dessus des autres afin de ne pas recevoir d'attaques (Battistella, 2015). Deuxièmement, en cherchant le maintien de l'équilibre entre les différentes puissances qui feront un calcul coût-avantage afin de savoir s'il est intéressant de s'engager dans un conflit (Nau, 2018). Troisièmement le prestige, l'État souhaite se montrer fort et digne de confiance sur la scène internationale.

L'aspect sur l'équilibre des puissances semble très pertinent pour ce travail. C'est un aspect à garder en tête dans notre analyse des politiques américaines. L'intérêt national semble également être un élément intéressant pour notre travail.

1.3. L'intérêt national comme composante principale des préoccupations de l'État

L'intérêt national dicte la conduite des États qui vont maximiser leurs profits et agir rationnellement sur la scène internationale (Battistella, 2015). Tous les États ne partagent pas les mêmes capacités. Leurs intérêts vont dépendre de la localisation de l'État en question et de ses capacités d'action.

1.3.1. LA DÉTERMINATION DU POUVOIR

Chaouad, en 2017, met en lumière la difficulté de définir clairement l'intérêt national dans le réalisme classique. Selon eux, l'intérêt général est principalement évalué en termes de capacités matérielles avec la préservation du territoire, l'intégrité des frontières, la sécurisation des ressources et des voies de circulation,... Et les capacités militaires et économiques. On y ajoute des facteurs tels que la population, le territoire, les ressources naturelles et la stabilité politique (Nau, 2018).

La géographie joue un rôle crucial dans cette quête de pouvoir alimenter par la concurrence des autres puissances (Lacoste, 1985). Certains pays bénéficiant d'avantages défensifs naturels tandis que d'autres sont plus vulnérables aux invasions en raison de leur situation géographique. Si des éléments « *soft power* » comme les institutions et les idéologies sont pris en compte, ils le sont principalement pour leur capacité à mobiliser la puissance matérielle (Nau, 2018). Et c'est un élément à prendre en compte ; l'approche réaliste ne couvrira pas cette partie de l'analyse. Cet aspect présente une limite de l'approche.

1.3.2. LES INTÉRÊTS ET LES OBJECTIFS DES ÉTATS

Pour les réalistes, ce qui détermine les intérêts et objectifs d'un État, c'est sa puissance par rapport aux autres, plutôt que ses institutions ou ses idéologies politiques. Les grandes puissances, disposant des plus grandes capacités, ont des intérêts mondiaux étendus (Nau, 2018). Leur puissance leur permet de poursuivre des objectifs ambitieux sur la scène internationale, sans se limiter à leur seul environnement régional. À l'inverse, les puissances moyennes de par leur puissance relative plus limitée, ont tendance à concentrer leur intérêt national sur leur voisinage géographique immédiat. Leur marge de manœuvre étant plus restreinte, elles se focalisent sur leur zone

d'influence régionale. Les petites puissances, quant à elle, peinent à peser sur le système international, et subissent souvent l'influence des acteurs majeurs. (Nau, 2018 & Chaouad, 2017).

Ici encore, le réalisme montre des limites quant à la prise en compte des objectifs idéologiques dans la conduite de l'intérêt national.

Les intérêts nationaux vont servir à matérialiser les politiques extérieures des États.

1.4. La politique extérieure d'un État vu par les réalistes classiques

Les réalistes classiques considèrent la politique extérieure des États comme étant principalement motivée par la recherche de la puissance et de la sécurité dans un système international anarchique. Morton Kaplan (1957), penseur classique des théories des relations internationales, avait identifié six types de systèmes internationaux possibles reposant sur la puissance des États (Nau, 2018). Ces différents systèmes vont influencer la manière dont les États perçoivent le monde et conduisent leur politique extérieure. Par exemple : une recherche d'hégémonie peut pousser un État à adopter une politique extérieure particulièrement interventionniste. De même qu'un monde bipolaire conduit souvent à une escalade entre les deux puissances le composant. Les politiques extérieures qui découlent de cette vision classique du système internationale peuvent fragiliser la stabilité internationale. Au contraire, lorsque des acteurs qui n'ont pas la puissance nécessaire pour être hégémonique, peuvent pencher vers un équilibre des puissances.

1.4.1 LA DÉFINITION DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE CHEZ LES RÉALISTES

La politique extérieure est mise en place par des États qui cherchent sans cesse à promouvoir leurs intérêts nationaux, y compris en ayant recours à la force (Nossal & Roussel & Paquin, 2007). La sécurité nationale et les enjeux politiques sont ainsi placés au cœur de la politique extérieure de la puissance (Viotti & Kauppi, 2023) dans ce que l'on appelle la *high politic* en opposition à la *low politic* qui renvoi à la politique intérieure d'un État (Battistella, 2015).

1.4.2. LE RISQUE INHÉRENT DE GUERRE

Pour les réalistes, bien qu'aucun État ne cherche délibérément à faire la guerre, le risque d'un conflit armé reste toujours présent dans les relations internationales (Nau, 2018). Il est plus simple pour des puissances partageant des valeurs communes de s'entendre et d'échanger (Le Breton, 2012). C'est notamment le cas des démocraties occidentales qui reposent sur un état de droit (Singh, 2023), et privilégie la résolution des conflits par des juridictions plutôt que par des guerres. Cependant, même entre démocraties partageant des valeurs communes, la méfiance persiste quant aux réelles intentions d'autrui (Battistella, 2015). Des alliances dans un but d'équilibre des puissances sont possibles chez les réalistes classiques. Cependant, la souveraineté et la liberté d'action priment sur l'interdépendance entre États.

Les rapports de force entre États sont également modifiés par les innovations militaires et les évolutions économiques modifient constamment les rapports de forces entre États. Ces changements, bien que potentiellement bénéfiques pour tous, suscitent l'inquiétude des réalistes qui craignent qu'ils n'avantagent certaines puissances au détriment d'autres, remettant en cause les équilibres des pouvoirs ayant été établis auparavant (Nau, 2018).

Lorsque des intentions expansionnistes des autres acteurs se font ressentir, il y a deux manières différentes d'agir (Tournier, 2019). Face à cette instabilité inhérente, les réalistes ont imaginé deux stratégies s'offrant aux États. Les réalistes défensifs prônent la dissuasion. Les États vont menacer de riposter par la force à toute attaque, afin de prévenir les intentions agressives des autres acteurs (Nau, 2018). À l'inverse, les réalistes offensifs adoptent une approche plus directe en matière de recours à la force militaire. Il est justifié d'employer la force pour contraindre un État à renoncer à un programme militaire menaçant. C'est ce que l'on appelle une guerre préventive. Ou bien pour attaquer l'État avant qu'il n'acquière une puissance rendant le conflit inévitable (guerre préemptive) (Colomos, 2009). Le droit international va partir du postulat que cette guerre préemptive est légitime car s'il n'y a pas recours à la violence à ce moment-là, l'équilibre des puissances établit pourrait être renversé (Battistella, 2004).

Pour les réalistes, en dernier recours, les calculs stratégiques se fondent sur les capacités réelles plutôt que sur les intentions affichées, qui ne peuvent être pleinement garanties dans un système international anarchique (Aron, 2004).

Les relations internationales se basent sur de l'anarchie et l'évolution de chaque État favorise et accentue ce sentiment d'insécurité. Les États vont choisir d'assurer leurs arrières par des moyens diverses.

1.4.3. L'ÉQUILIBRE DES PUISSANCES

Selon Henri Nau (2018), la meilleure stratégie des États réside dans la recherche d'un équilibre des puissances. L'objectif est de prévenir la formation d'un État hégémonique qui pourrait menacer la survie des autres États, tout en favorisant un rapport de forces équitables entre les principales puissances. Dans cette perspective, les États s'opposent à la plus grande puissance, qu'elle soit de nature institutionnelle ou idéologique. Les capacités matérielles réelles ne sont prises en compte que par rapport aux intentions affichées. L'équilibre a pour but de contrebalancer la puissance dominante en créant des contre-alliances. Dans le réalisme classique, l'équilibre des puissances est donc une volonté propre aux États qui vont choisir cette stratégie afin de maintenir ou de perturber l'équilibre des puissance. Henri Nau fait donc référence à un choix que les États doivent faire : s'allier avec d'autres États pour éviter une hégémonie ou au contraire devenir une puissance dominante quand ses capacités le lui permettent. Les États-nation doivent réfléchir à la meilleure stratégie possible pour assurer leur sécurité (Nye, 2013). Ils n'ont pas tous la capacité de se protéger seuls.

C'est une approche qui peut nous apporter certaines réponses quant à sa vision anarchique du monde ou bien à sa vision de l'équilibre des pouvoirs et à ces externalités qui poussent les États à rechercher de la puissance. Mais est-elle assez complète pour l'angle que nous souhaitons prendre dans nos analyses futures ?

1.5. Les limites de l'approche réaliste classique

Le réalisme classique, apporte des éléments qui pourrait être intéressant dans notre travail si nous nous concentrons seulement sur l'intérêt national. Cependant, cette approche présente plusieurs limites qui ne nous permettra pas d'utiliser cette théorie dans notre développement.

Dans un premier temps, le réalisme classique a été popularisé durant la guerre froide, au moment où les modes de pensée étaient assez bipolaires. La théorie réaliste a permis d'analyser les conflits et les comportements des États en tant que seuls acteurs rationnels qui centraient ses politiques extérieures et ses interactions avec le monde à travers sa volonté de favoriser son intérêt national. Cependant, le réalisme omet de nombreuses considérations qui permettraient de mieux comprendre les actions des États, leur mode de pensée et donc de prévoir leurs actions à l'avenir. Les réalistes ne rentrent pas à l'intérieur des États. Ils n'ouvrent pas les boîtes noires. Aucune analyse des comportements des décideurs politiques n'est faite. Il n'y a aucune analyse des stratégies mises en place par ces leaders. Les dessous de la direction qu'un État prend pour favoriser son intérêt national, assurer sa sécurité et prendre en puissance sur la scène internationale. L'approche manque de nuance pour notre sujet.

Ensuite, la perspective réaliste classique peut être considérée comme très pessimiste. La paix n'est vu que comme une période de trêve en attendant la prochaine guerre. Il n'y a aucune confiance entre les différents acteurs et beaucoup de méfiance. Les États se préparent sans cesse à la guerre (Guidicelli 2012). L'approche classique laisse penser que les pays sont des acteurs rationnels qui agissent sans prendre en compte les enjeux internes, les ressentiments, etc. Alors que ce n'est pas le cas. Cependant, le réalisme classique ne nous permet pas d'analyser l'irrationalité des acteurs étatiques. L'approche n'est pas assez pertinente pour notre sujet.

Enfin, pour ce qui est de l'intérêt national, la perspective réaliste ne permet pas une lecture de la mise en place de politiques publiques intérieures ou extérieures allant dans le sens de la réalisation de l'intérêt national. La définition qui en est donné manque donc de précision (Chaouad, 2017).

Le réalisme classique reste une vision prédominante dans le courant de pensée réaliste et prend en compte des facteurs externes très important pour

notre analyse tel que l'anarchie internationale, le concept d'équilibre des puissances et les enjeux de sécurité internationale (Morgenthau, 1988). Cependant, cette théorie ne pourrait analyser ce que nous souhaitons dans notre travail. Pour pallier ces limites et répondre à la problématique de ce mémoire, de nouvelles approches ont vu le jour et se montre plus pertinente pour notre sujet.

Une théorie vient apporter des modifications plus structurelle au réalisme pour apporter de la nuance à l'approche.

II. Le réalisme structurel, un angle d'analyse adéquat pour décrypter les dynamiques de puissance ?

Le néoréalisme, aussi appelé réalisme structurel, s'est présenté comme une évolution majeure de la pensée réaliste. Cette approche théorique, dont Kenneth Waltz est considéré comme le père fondateur, a pris forme à la fin des années 1970. L'ouvrage phare de Waltz, *Theory of International Politics* paru en 1979, a posé les bases de cette nouvelle perspective qui met l'accent sur l'importance de la structure du système international pour comprendre les actions des États. Contrairement au réalisme classique, le néoréalisme accorde une place prépondérante à l'analyse systémique plutôt qu'aux caractéristiques individuelles des États ou à la nature humaine. Le réalisme néoclassique considère que c'est la configuration du système international qui influence de manière décisive les choix et les comportements des acteurs étatiques sur la scène mondiale. De plus, cette théorie identifie des composantes essentielles de l'ordre international : l'absence d'autorité supranationale, la balance des pouvoirs, ou bien comment la structure internationale a des effets militaires et économiques sur les pays (Waltz, 1988). Il sera intéressant de développer ces aspects et de se pencher sur les limites du réalisme structurel afin de mieux comprendre le choix de la mobilisation du réalisme néoclassique dans ce travail.

2.1. L'anarchie du système international

Le réalisme structurel reprend l'anarchie du système international, concept phare du réalisme classique. Cependant, l'analyse des causes de cette anarchie diffèrent. La théorie de Waltz propose une perspective novatrice sur les dynamiques internationales, mettant en avant l'influence prépondérante de la structure anarchique du système mondial sur le comportement des États. Dans son chapitre 6, Waltz (1979) explique que les États comptaient sur eux-mêmes pour assurer leur sécurité. En effet, l'auto-assistance s'impose aux États par nécessité structurelle. L'anarchie du système, le manque d'autorité supérieure poussent les États à adopter cette attitude. Les États peuvent désirer coopérer avec les autres États et leur faire confiance pour instaurer une situation de paix, ils ne peuvent avoir la certitude des intentions des autres (Guidicelli 2012).

2.2. L'équilibre des puissances comme résultat de l'anarchie

Cette instabilité pousse les acteurs à trouver une solution pour garantir leur pérennité face à un environnement international incertain. Les États recherchent alors à assurer leur sécurité en augmentant leurs capacités de défense, créant de nouvelles instabilités pouvant amener à un dilemme de sécurité. John Herz³ (1950), lorsqu'il explique ce dernier dans son ouvrage, a opposé deux écoles de pensée sur la configuration de puissance la plus stable à envisager pour atteindre l'équilibre des puissances. Les réalistes défensifs mettent en avant un équilibre des forces pour réduire les risques de guerre. Les acteurs rationnels plus vulnérables tendraient vers de la coopération (Brustlein, 2009). Contrairement à ce courant de pensée, les réalistes offensifs, proposée par Mearsheimer (2001), considèrent que l'hégémonie d'une seule puissance est beaucoup plus sûre car les autres États ne sont pas en capacités de remettre cette hégémonie en cause. En effet, les transitions de puissance, c'est-à-dire lorsque l'hégémonie change de main ou bien lorsque le monde se polarise en différentes puissances par exemple, sont les périodes les plus propices aux conflits. Les acteurs étatiques ne vont pas rationnellement chercher une situation de guerre si cela ne leur est pas favorable. (Nau, 2018).

³ un des précurseurs du réalisme structurel

Ce dilemme de sécurité peut pousser les acteurs vers l'équilibre des puissances. Le réalisme structurel en a sa propre définition. Il s'agit d'un concept clé vu comme une tendance inhérente au système international (Waltz, 1979). Selon cette idée, les États cherchent naturellement à contrecarrer toute domination excessive d'un seul acteur, ce qui favorise la formation d'alliances et de contre-alliances. C'est la conséquence naturelle du système international anarchique, et non un choix délibéré des États.

Les États sont voués à s'allier par nécessité structurelle et non par choix. En ce sens, Waltz critique la vision traditionnelle du concept. Selon les réalistes classiques, c'est le résultat d'une politique intentionnelle menée par les États alors que Waltz considère que l'équilibre est une conséquence involontaire du système.

2.3. L'alignement des puissances, alternative à l'équilibre des puissances

Le dilemme de sécurité observé par l'anarchie ambiante de la scène internationale va pousser les puissances à trouver des moyens d'assurer leur sécurité. Les États peuvent faire le choix de l'alignement (Walt, 2000). Parmi ces derniers figure le choix de l'alignement des puissances s'explique par le « suivisme » des petites et moyennes puissances à une puissance dominante afin de diminuer le risque d'attaques envers ces plus petits États. De plus, la puissance dominante peut asseoir son pouvoir et attirer d'autant plus d'alliances. Cette tendance est aussi appelée le *bangwagoning*. C'est l'alignement des États plus petits à un État plus grand afin de partager le « butin » de la domination que cet État puissant possède : la sécurité, la puissance militaire, économique, (Nau, 2018 ; Tournier, 2019)... Les réalistes peuvent considérer que les États plus faibles se rallient à cette puissance dominante parce qu'il en va de leur intérêt à court terme.

Les néoréalistes vont plutôt développer l'idée selon laquelle d'autres types d'alignement sont possibles sur des domaines spécifiques. Ceux qui permettraient aux États de ne pas abandonner leur souveraineté au profit de la sécurité. C'est le principe du *bargaining*. Hans Morgenthau (1988) va partir du principe que les États maximisent leurs intérêts et leur sécurité dans

l'environnement international anarchique. L'État plus faible va négocier avec la puissance plus grande une alliance pour atteindre ses objectifs se conformant à son intérêt national. Il peut s'agir de traités, de conventions, d'accords commerciaux pour maintenir l'équilibre des pouvoirs et partager les gains obtenus par une action commune (Powell, 2002).

2.4. La structure internationale comme cause d'effets économiques et militaires sur les États

Kenneth Waltz innove en appliquant des concepts économiques aux relations internationales, comparant le système mondial à un marché concurrentiel. Cette analogie lui permet de développer une théorie de l'équilibre international inspirée des modèles d'équilibre de marché en économie.

Dans son ouvrage, il explique que la structure de la scène internationale affecte les relations économiques entre les États. Il existe une interdépendance entre eux et cela influe sur les politiques internationales. Même dans le domaine économique, les États se concentrent sur leur sécurité et privilégient des gains relatifs⁴ plutôt que des gains absolus⁵. Waltz explore alors les liens entre la puissance économique et la puissance politique dans les relations internationales. Il y a une compétition constante entre les acteurs qui veulent maximiser leur profits sans se mettre en danger sécuritaire puisqu'ils ne peuvent pas faire confiance aux autres acteurs alors que leur image compte également, une image détériorée rendrait le pays vulnérable. Les différentes coopérations économiques créent inévitablement des interdépendances en coopérant. Et ces interdépendances sont le fruit de l'anarchie du système et de la nécessité croissante des États d'assurer leur sécurité plutôt que par choix. Les États ont tout de même besoin des autres même si ces coopérations créent des interdépendances.

⁴ Prenons un exemple concret afin d'expliquer le concept. Lors de négociations sur le changement climatique, un État peut hésiter sur s'engager ou non pour réduire ses émissions de CO2 ce qui apporterait un gain absolu pour l'environnement, même si ces démarches lui coûteraient, il obtiendrait une valeur relative supérieure sur la scène internationale.

⁵ Ici le pays coopère avec un autre et obtient plus de gains que son co-contractant quitte à perdre de la valeur sur la scène internationale.

Au sein de son chapitre 8, Kenneth Waltz (1979) explique que l'anarchie pousse les États à se préparer à utiliser la force militaire. Il aborde le dilemme de sécurité poussant les États dans une course à l'armement. La puissance militaire (et économique, en matière de ressources,..) diffère selon les États. Cette répartition inégale des puissances permet une dissuasion des puissances montantes ou des puissances rivales à user de la force. Durant la Guerre froide cette dissuasion était très présente pour empêcher l'une et l'autre grande puissance (États-Unis et URSS) de prendre le dessus. Ce principe de dissuasion a amené les États à prendre une décision quant à la prolifération nucléaire qui, selon eux, augmenterait le niveau d'insécurité. Kenneth Waltz suggère alors qu'il est plus dangereux qu'il y ait une propagation lente plutôt qu'une rapide qui permettrait un équilibre des puissances. En effet, la propagation lente crée une grande période d'incertitude avec beaucoup de tensions et d'instabilité.

Le réalisme néoclassique, dans un souci d'équilibre des puissances favoriserait alors une prolifération nucléaire afin d'arriver à un équilibre des puissances et une situation de dissuasion mutuelle globale. Et cette structuration influencerait les comportements des États.

2.5. Les limites de l'approche néoréaliste

Cette perspective présente des réserves, notamment quant à sa tendance à privilégier les facteurs structurels au détriment des dynamiques internes des États, ainsi que sa difficulté à rendre compte des évolutions dans les rapports internationaux.

Le néoréalisme ne se centre que sur le niveau systémique. Pour comprendre la politique extérieure américaine en Corée du Sud, considérer des éléments économiques systémique pourrait être pertinent. Cependant, il est nécessaire d'analyser des dynamiques internes telles que les groupes d'intérêts, l'opinion publique ou bien les facteurs idéologiques ou culturels. De plus, la perception des dirigeants est également à prendre en compte et l'angle réaliste structurel n'explique pas ces considérations. Il est important d'ouvrir les boîtes noires dans notre analyse et le néoréalisme ne permettrait pas d'avoir une vision complète et nuancée sur le sujet.

Malgré ces points de débat, l'approche de Waltz demeure une référence incontournable, offrant un prisme d'analyse pertinent pour décrypter les jeux de pouvoir et les enjeux sécuritaires à l'échelle mondiale. Sa focalisation sur l'importance de la configuration du système international comme facteur clé du comportement étatique continue d'alimenter les réflexions actuelles en matière de relations internationales et d'élaboration des politiques étrangères.

III. L'approche réaliste néoclassique : pertinence quand à l'analyse des variations de la politique étrangère américaine

Le réalisme néoclassique est un courant théorique émergeant dans le domaine des relations internationales dans les années 90. Gideon Rose (1998) en est le penseur principal (ÜÇBAŞ, 2014). Il cherche à intégrer des éléments du réalisme classique tout en incorporant des aspects novateurs dans l'explication de la prise de décision politique. C'est une réponse aux limites perçues du réalisme traditionnel, notamment dans son incapacité à expliquer la prise de décision des États de manière nuancée ou pour expliquer la complexité des interactions internationales. Le réalisme néoclassique souligne le rôle central des acteurs étatiques, en particulier des dirigeants politiques, dans la formulation et la mise en œuvre de la politique étrangère du pays.

3.1. Le bagage réaliste conservé par le réalisme néoclassique

L'approche conserve des éléments clés du réalisme traditionnel, notamment le contexte, la place centrale de l'État dans les relations internationales ainsi que l'état d'anarchie. Cependant, les réalistes néoclassiques vont se détacher de la vision de ces prédécesseurs et favoriser la notion de *bangwoning* à l'équilibre des puissances (Schweller, 1994). C'est l'idée que les États, peuvent s'allier avec des puissances plus faibles pour contrer l'expansion d'autres puissances, allant au-delà de l'intérêt national immédiat. Dans ce cas, la visée est l'expansion plutôt que l'équilibrage.

Comme expliqué, bien qu'il conserve de nombreux éléments, il en apporte également de nouveaux. Le réalisme néoclassique se démarque par son examen détaillé des éléments qui modèlent la politique étrangère. Cette approche prend en compte une multitude de variables, aussi bien directes qu'indirectes, susceptibles d'orienter les choix des dirigeants sur la scène internationale (Ripsman, Taliaferro & Lobell, 2009). Le réalisme néoclassique offre une vision plus globale des décisions de politique étrangère. Cette méthode d'analyse reconnaît la multiplicité des facteurs qui influencent le comportement des États dans l'arène mondiale, offrant ainsi un cadre d'interprétation plus complet et nuancé des relations internationales (Kitchen, 2010). L'approche néoclassique se révèle plus adaptée que le réalisme classique pour analyser la politique étrangère des États. Contrairement à son prédécesseur, elle ne se limite pas aux seuls facteurs de puissance et de sécurité, mais intègre des éléments cruciaux du processus décisionnel (Rathbun, 2008).

La citation de Guzzini et Rynning décrit parfaitement la théorie. « Les États sont en quête d'influence, ils examinent la façon donc les décideurs répondent aux configurations de puissance et mobilisent dans cette perspective les ressources et le soutien nécessaires sur le front domestique » (Guzzini & Rynning, 2002). Les États cherchent à accroître leur puissance leur influence et le réalisme néoclassique s'intéressera aux processus de prise de décisions. En fonction de la distribution du pouvoir sur la scène internationale, les États agissent différemment. Nous voyons également l'importance portée aux facteurs internes, aussi appelé les « *domestic ideas* » et au besoin de mobilisations de ressources domestiques pour formuler la politique étrangère. Il y a une pression systémique, comme chez les néoréalistes et une pression interne. Les pressions en internes peuvent prendre une dimension plus importante que la pression extérieure d'où la pertinence de cette théorie pour notre sujet.

Il sera énoncé les apports du réalisme néoclassique avec la prise en compte d'une constante et de deux variables, ainsi que des éléments qui ne sont habituellement pas associés au courant réaliste.

3.2. Les apports du réalisme néoclassique

Le réalisme néoclassique vient apporter une considération poussée pour les facteurs internes dans la constitution de la politique extérieure (Korany, 1984). Les facteurs à prendre en compte dans cette théorie se divisent en une variable systémique, une variable intermédiaire et des variables internes (Rose, 1998).

3.2.1. UNE VARIABLE SYSTÉMIQUE : LA PUISSANCE MATÉRIELLE RELATIVE D'UN ÉTAT DANS LE SYSTÈME INTERNATIONAL

Le réalisme néoclassique expose que la puissance est un moyen essentiel pour la poursuite des intérêts des États et d'assurer leur sécurité. Selon Morgenthau (1988), la puissance ne se limite pas aux capacités militaires et économiques mais inclut également la diplomatie et les qualités du chef d'État. La puissance matérielle peut également servir à influencer le système international. Cette influence se définit par « l'opportunité qui s'offre aux États de mettre en œuvre leurs préférences, peu importe la nature de ces préférences » (Telbami, 2002).

Chez les réalistes classiques, la puissance relative est calculée selon les capacités matérielles. Les réalistes néoclassiques vont plus loin. Gideon Rose (1979) explique que la puissance d'un État est plutôt évaluée selon ses capacités relatives. Que ce potentiel va définir la place de l'État dans le système international. La répartition de celles-ci à l'internationale va être une grande préoccupation pour les États qui chercheront à mettre en place des stratégies politiques pour gagner en puissance et en influence. Ces stratégies peuvent être une décision étatique interne d'augmenter un budget de défense ou de moderniser une armée nationale. Dans un dilemme de sécurité, ces changements dans la politique d'un pays vont créer une pression systémique sur les autres États qui peuvent augmenter leurs capacités militaires en réaction à ce changement. Ces pressions systémiques sont donc indirectes et complexes (Guzzini & Rynning, 2002). Elles n'agissent pas directement sur la politique étrangère d'un État. Selon le réalisme néoclassique, les États répondent aux pressions du système international de manière indirecte, en filtrant ces pressions à travers des variables intermédiaires comme les perceptions des

décideurs et des variables internes comme les institutions et la culture stratégique. Ainsi, les États n'ajustent pas automatiquement leur politique étrangère en réponse directe aux changements dans la distribution de puissance mondiale. Ils traduisent ces pressions systémiques de manière indirecte en fonction de leurs propres caractéristiques et capacités domestiques. De plus, ces pressions vont dépendre de nombreux facteurs. Le réalisme néoclassique soutient que les États répondent aux pressions systémiques de manière complexe, en tenant compte de leur position relative dans le système, de leurs capacités matérielles, mais aussi de variables intermédiaires et internes. Cette interaction entre ces variables rend la relation entre les pressions du système international et la politique étrangère des États complexe. Les États n'agissent pas de façon mécanique en réponse aux stimuli systémiques, mais de manière complexe en fonction de leur contexte spécifique. C'est en partie à travers cette considération singulière de la puissance matérielle relative des États au sein du système international que les apports du réalisme néoclassique sont pertinents. Les théories précédentes n'analysaient pas en profondeur ces aspects.

Ensuite, alors que les réalistes classiques associent souvent la puissance à l'expansion territoriale ou militaire, les néoclassiques affirment qu'un État peut projeter sa puissance sans nécessairement s'étendre physiquement comme le ferait un État impérialiste. L'influence d'un pays n'a plus besoin d'être synonyme d'expansion territoriale. Avec cette expansion d'influence, la puissance se manifeste par une politique extérieure plus active (Razavi, 2009).

Pour les réalistes néoclassiques, la puissance nationale se traduit par le gouvernement. Les capacités matérielles de l'État vont influencer ses intentions en matière de politique étrangère malgré son caractère indirect. Cette puissance étatique est la portion de puissance nationale que le gouvernement est susceptible de mobiliser pour atteindre ses objectifs. Pour comprendre la puissance étatique, il faut analyser l'organisation politique et administrative ainsi que son influence géopolitique et ses ressources humaines et matérielles (Razavi, 2009). La puissance matérielle relative est centrale dans l'approche et il est nécessaire de l'allier avec les deux variables afin de comprendre le lien étroit entre puissance et politique (Rose, 1979).

3.2.2. UNE VARIABLE INTERMÉDIAIRE : LA PERCEPTION DES DIRIGEANTS

Contrairement à l'ensemble des autres théories réalistes que nous avons pu aborder, le réalisme néoclassique donne une importance particulière à la perception des dirigeants en intégrant des facteurs internes et cognitifs dans l'analyse de la politique étrangère (Rose, 1998). Bien que l'approche reconnaisse l'importance de l'environnement international sur le comportement de l'État, elle rejette le déterminisme simple d'action-réaction. Il existe quatre raisons principales pour lesquelles les États ne répondent pas mécaniquement aux changements du système international. Premièrement, la perception des leaders de l'environnement international. Les dirigeants peuvent interpréter un même événement différemment conduisant à des réponses variées (Lobel, Ripsman & Taliaferro, 2009). Deuxièmement, la circulation d'informations n'est pas homogène dans le système international. Les informations ne sont pas claires et intelligibles et de nombreuses ambiguïtés peuvent faire naître des interprétations différentes. De plus, il y a un manque manifeste de circulation d'informations claires sur la scène internationale. Troisièmement, les leaders ne sont pas des êtres rationnels (Christensen, 1997). Leurs décisions sont influencées par des biais cognitifs, des informations imparfaites et leur personnalité, remettant en question l'idée d'acteurs étatiques purement rationnels des réalistes classiques. Korany (1984) met également en lumière que les changements de dirigeants ou les crises politiques influent grandement dans la formulation de la politique étrangère. Jervis (2017) distingue quatre types d'événements pouvant influencer un leader politique : « s'il a vécu l'événement de première main (firsthand), s'il s'est produit tôt dans sa vie adulte ou en début de carrière, s'il y a eu une conséquence sérieuse pour lui ou sa nation et s'il est familier avec un éventail d'événements internationaux qui faciliteraient une perception alternative ». Les dirigeants apprennent avec des événements vécus et des événements passés faisant parti de l'histoire. Le premier aborde le fait que les événements vécus de « première main » (Jervis, 2017) sont souvent perçus comme plus impactants et mémorables, car ils sont associés à des émotions et des expériences personnelles. Le deuxième parle des événements qui se produisent à un moment clé, comme le début de la vie adulte ou le début d'une carrière, peuvent avoir un impact significatif sur la formation des opinions et des valeurs d'une personne. Ensuite, le troisième

exprime le fait qu'un événement qui a des conséquences significatives peut changer la trajectoire d'une personne ou d'un pays. Par exemple, une décision politique majeure, comme l'entrée en guerre ou la signature d'un traité, peut avoir des répercussions durables sur la sécurité nationale, l'économie ou les relations internationales. Une personne impliquée dans de telles décisions peut développer une perspective plus pragmatique ou cynique sur la politique internationale. Enfin, le quatrième présente que la connaissance d'une variété d'événements internationaux permet à une personne d'avoir une perception plus nuancée et alternative de la réalité. Cela signifie qu'une personne qui a étudié ou observé divers événements internationaux, comme des conflits, des alliances, ou des crises humanitaires, peut mieux comprendre les complexités des relations internationales et éviter des jugements simplistes. Ces éléments sont d'une importance capitale à prendre en compte car ils contribuent à la formation des perceptions et des opinions des individus sur les relations internationales, influençant ainsi leur analyse et leur prise de décision.

Enfin, la capacité de mobilisation des ressources, dépendant des capacités matérielles relatives des États, affecte la réponse des dirigeants aux stimuli internationaux. Rose (1998) explique que "les forces systémiques et le comportement de l'État selon sa capacité matérielle" sont des facteurs clés. La structure du système international influence le comportement de l'État, mais celui-ci est traduit et opérationnalisé par la capacité interne des États, incluant l'armée, la logistique et le PIB. Il faut ajouter à ces éléments les institutions d'un pays et sa relation avec la société domestique. Notamment le fait que le comportement extérieur dépend des moyens mis à disposition des décideurs nationaux (*Ibidem*). Tout ces éléments offrent une analyse plus fine de la perception subjective des menaces et de la sécurité par les dirigeants.

Cette variable doit être couplé avec les variables internes mises en avant par la théorie néoclassique afin d'avoir une analyse globale de la situation interne de l'État.

3.2.3. DES VARIABLES INTERNES ÉTATIQUES

Les variables internes comprennent tout ce qui pourraient influencer une décision. Nous avons les institutions étatiques, les acteurs sociaux ou l'opinion

publique, la nature du régime politique et la culture stratégique. Ils sont à associer avec la variable intermédiaire et de la variable systémique pour avoir une vue d'ensemble sur comment une décision politique est prise et qu'est-ce qui influence cette décision.

Les institutions d'État, composées de penseurs ayant leur propre vision du monde, influencent également les décisions de politique étrangère (Kitchen (2010). Rathbun (2008) souligne que « le niveau individuel et/ou institutionnel influe sur la politique étrangère par le partage d'idées, de valeurs qui elles-mêmes résultent d'une identité culturelle, sociale et normative particulière ».

D'un point de vue plus extérieur à l'échelle domestique, le réalisme néoclassique reconnaît aussi l'importance croissante des organisations internationales et des groupes non étatiques, ainsi que l'évolution des alliances, de la technologie (dans le militaire par exemple) ou des normes internationales (Chobonova, 2018). C'est une grande évolution pour les auteurs réalistes qui habituellement considèrent que les organisations internationales n'ont que très peu de poids dans le système international. De plus, Brailard et Djalili (2012) soulignent la prise en compte des interdépendances et des alliances qui peuvent transcender les logiques conflictuelles traditionnelles. Ces interdépendances peuvent être économique ou militaire ce qui rend vulnérable l'État qui devra prendre en compte des considérations qui s'éloignent de son propre intérêt. Ses décisions ne dépendent pas seulement de lui. Cette considération dépasse les logiques conflictuelles de l'anarchie internationale.

L'opinion publique est une variable interne significative qui influence la politique étrangère d'un État. Les réalistes néoclassiques reconnaissent que l'opinion publique peut agir comme une contrainte sur les décideurs politiques, car ces derniers doivent souvent tenir compte des sentiments et des préférences des citoyens pour maintenir leur légitimité et leur soutien. Par exemple, les dirigeants peuvent être amenés à ajuster leurs politiques en réponse à des mouvements d'opinion publique, surtout dans des contextes démocratiques où les élections et la pression des électeurs jouent un rôle crucial. L'opinion publique peut également être façonnée par des événements internationaux, des médias, et des discours politiques, ce qui complique encore davantage la manière dont elle influence la politique étrangère. En effet, les gouvernements doivent naviguer entre les attentes de l'opinion publique et

les réalités stratégiques du système international, ce qui peut les pousser à adopter des positions plus prudentes ou à justifier des décisions controversées en les reliant à l'état de l'opinion (Blanc, Loisel & Scherrer, 2005). En somme, l'opinion publique, en tant que reflet des sentiments collectifs, peut à la fois soutenir et limiter la capacité des États à agir sur la scène internationale, rendant ainsi son influence sur la politique étrangère à la fois complexe et significative (Rose, 1998).

Quant à la nature du régime politique qu'il soit démocratique, autoritaire ou hybride, détermine les priorités et les stratégies de l'État sur la scène internationale. Par exemple, un régime démocratique peut être plus enclin à adopter des politiques extérieures basées sur des valeurs telles que les droits de l'homme et la coopération multilatérale, tandis qu'un régime autoritaire pourrait privilégier la sécurité nationale et la préservation du pouvoir à travers des actions plus agressives ou unilatérales (Ripsman, Taliaferro & Lobell, 2009).

La culture stratégique englobe les croyances, les normes et les valeurs qui façonnent la perception des menaces et des opportunités par les décideurs. Elle influence la manière dont un État interprète les événements internationaux et réagit aux crises. Par exemple, une culture stratégique qui valorise la puissance militaire peut conduire à des politiques plus interventionnistes, alors qu'une culture axée sur la diplomatie pourrait favoriser des solutions pacifiques (Gray, 1999).

Les schémas (annexe 1 et 2) rassemblent l'ensemble de la théorie et nous en donne une vue d'ensemble (Farchakh, 2015). Le réalisme néoclassique apporte une analyse plus fine en considérant la perception subjective des menaces et de la sécurité par les dirigeants ; des idées domestiques et des critères subjectifs dans le processus décisionnel, soulignant leur importance et les contraintes internes dans la formulation de la politique étrangère.

3.3. Conclusion de Chapitre

Le réalisme classique et le réalisme structurel (ou néoréalisme) ont tous deux apporté des contributions significatives à l'analyse des relations internationales. Cependant, ils présentent des limites qui rendent le réalisme néoclassique plus pertinent pour comprendre la politique extérieure d'un État

du fait que le réalisme classique se présente comme étant trop réducteur. En effet, l'approche ne se focalise que sur la nature humaine et tend à simplifier les comportements des États en les réduisant à des motivations égoïstes. Cela néglige les dynamiques plus complexes qui influencent les décisions de politique étrangère. De plus, elle ignore les facteurs internes et cela limite la capacité d'analyse de cette approche face à des situations où ces éléments jouent un rôle crucial. Pour ce qui est du réalisme structurel, cette approche également tend à simplifier les interactions humaines ; les idéologies ou bien le contexte et ne se centre que sur l'anarchie du système international et sur sa structure. *De facto*, l'approche ne porte pas vraiment d'attention aux variables internes. Le réalisme néoclassique, en revanche, intègre une variable systémique (l'anarchie du système international), une variable intermédiaire (les perceptions des décideurs) et des variables internes (la culture stratégique, l'opinion publique, et la nature du régime politique). Cette approche permet d'analyser la politique extérieure d'un État de manière plus holistique et nuancée. En tenant compte des dynamiques internes et externes, le réalisme néoclassique offre une meilleure compréhension des motivations des États et de leurs comportements sur la scène internationale. Il permet d'expliquer comment les États naviguent dans un environnement complexe, influencé à la fois par des pressions systémiques et par des facteurs internes, rendant cette approche particulièrement pertinente pour analyser les enjeux contemporains des relations internationales.

Ce mémoire va traiter de l'analyse des politiques étrangères américaines en Corée du Sud en matière d'exercices militaires conjoints et d'échange d'armement. Le réalisme néoclassique est la théorie qui permet de pleinement comprendre le lien qui unit ces deux pays au sein de cette anarchie qu'est la scène internationale. La puissance relative américaine, à travers une expansion de son influence, vient nouer une coopération économique et militaire avec la Corée du Sud qui ne pourrait être expliquée avec les facteurs que nous souhaitons mettre en avant à travers du réalisme classique ou du néoréalisme au vu du lien lointain de cette alliance avec l'intérêt national américain propre. De plus, prendre en considération la perception des dirigeants, le rôle des institutions, de l'opinion public, nous permettra de comprendre comment les facteurs internes influencent cette politique extérieure.

Nous allons désormais lister l'étendue de la connaissance scientifique sur l'influence stratégique militaire américaine en Corée du Sud.

Section 3. La revue de la littérature

La littérature scientifique est très vaste sur le sujet de la politique étrangère américaine en Asie et centré sur les politiques américaines dans la péninsule coréenne concernant la menace nord-coréenne, la sécurité sud-coréenne et la montée en puissance chinoise.

La Corée du Nord s'est retirée du Traité de non-prolifération des armes nucléaires en 2003, ce qui a eu un impact très important sur la politique étrangère américaine dans la région. Ce travail de synthèse et d'analyse examinera l'étendue de la connaissance scientifique sur ce sujet, en analysant les politiques extérieures des présidents américains Barack Obama, Donald Trump et Joe Biden envers la Corée du Sud.

De nombreux auteurs scientifiques ont écrit sur le sujet de l'influence des présidence américaines en Corée du Sud. Ils ont écrit à travers la mise en place de politique stratégique et militaire extérieure au territoire américain dans le but de faire perdurer l'alliance qui existe entre les deux pays depuis la fin de l'armistice de Panmunjeom de 1953. À travers cette analyse nous allons en apprendre plus sur la culture stratégique américaine (Desportes, 2023).

Nous allons successivement lister les auteurs qui seront utilisés dans ce travail de synthèse en les classant par domaine d'analyse c'est-à-dire les différentes vagues dans la politique extérieure, rythmé par le passage de différents présidents de la République. Dans notre période étudiée : de 2009 à nos jours, quatre présidents se sont succédé et avaient des colorations politiques différentes. Ces différences apportent un autre regard sur les politiques extérieures et sur le degré d'implication de l'armée américaine sur le territoire sud-coréen.

1. LA PRÉSIDENTE DE BARACK OBAMA

Dans cette section, plusieurs auteurs et références académiques sont cités pour soutenir les arguments autour de la politique étrangère américaine

sous Barack Obama, en particulier vis-à-vis de la Corée du Sud et de la région Asie-Pacifique.

La politique étrangère a été largement influencée par les dynamiques géopolitiques en Asie, en particulier face à la montée en puissance de la Chine et aux provocations répétées de la Corée du Nord. Plusieurs variables systémiques, telles que les tensions régionales et la réémergence de la Chine en tant que puissance mondiale, ont joué un rôle crucial dans la formulation de la politique américaine dans la région, notamment dans ses relations avec la Corée du Sud.

L'une des principales caractéristiques de cette période est l'importance des variables systémiques. Comme l'explique Barthélémy Courmont (2016), la montée en puissance de la Chine et la menace représentée par la Corée du Nord ont été des moteurs essentiels de la stratégie américaine en Asie. Sous Obama, les États-Unis ont renforcé leurs alliances avec des pays comme la Corée du Sud pour préserver leur hégémonie en Asie-Pacifique face à ces menaces croissantes. Cette politique de rééquilibrage régional, souvent désignée comme le "pivot vers l'Asie", visait à contrer l'influence chinoise tout en maintenant la stabilité régionale.

Obama a cherché à harmoniser des variables internes et externes pour orienter la politique étrangère américaine. Selon Tanguy Struye de Swielande (2012), la politique de rééquilibrage s'est fondée sur une combinaison de diplomatie, de commerce et de coopération militaire. Cela s'est manifesté par des initiatives telles que l'élargissement des capacités balistiques de la Corée du Sud et des partenariats économiques renforcés dans la région. La stratégie américaine sous Obama s'appuyait non seulement sur la projection militaire mais aussi sur des efforts diplomatiques et commerciaux pour renforcer son influence en Asie-Pacifique.

Les relations bilatérales entre les États-Unis et la Corée du Sud ont atteint un sommet sous Obama. Comme l'analyse Rémi Leveau (2014), cette période a vu un approfondissement de la coopération militaire entre les deux pays, symbolisée par des accords de défense mutuelle et des exercices militaires conjoints réguliers. Ces mesures visaient à rassurer Séoul face aux provocations nord-coréennes tout en renforçant la dissuasion régionale. Obama a introduit une politique de "patience stratégique", cherchant à

contenir les actions provocatrices de Pyongyang sans recourir à des interventions militaires directes.

Malgré les efforts déployés, la politique du "pivot vers l'Asie" a montré ses limites. Struye de Swielande (2015) souligne que les restrictions budgétaires, ainsi que la complexité des relations sino-américaines, ont entravé la pleine réalisation de cette stratégie. En effet, la montée en puissance de la Chine s'est poursuivie, et Washington a dû jongler entre des politiques de compétition et de coopération. Ce paradoxe chinois réside dans l'ambiguïté des relations : tout en cherchant à contenir la Chine sur le plan militaire, Obama a collaboré avec elle sur des questions globales telles que l'accord sur le climat de Paris.

Ce « paradoxe chinois » est au cœur des relations internationales en Asie du Nord-Est. Courmont (2017) observe que les États-Unis ont tenté de maintenir un équilibre délicat, en cherchant à à la fois freiner l'expansion chinoise et coopérer avec Pékin dans des domaines d'intérêt commun. Ce paradoxe illustre la complexité de la politique étrangère américaine dans un contexte où la Chine est à la fois un partenaire économique essentiel et un rival stratégique. Obama a donc dû ajuster sa stratégie pour éviter une confrontation ouverte tout en préservant les intérêts américains dans la région.

Sur le plan militaire, les États-Unis ont renouvelé leur engagement en Corée du Sud. Hans M. Kristensen et Robert S. Norris (2013) montrent que les déploiements nucléaires américains et les exercices militaires conjoints ont été un pilier central de la dissuasion contre la Corée du Nord. Ces mesures visaient à garantir la sécurité de la péninsule coréenne face aux menaces nord-coréennes, renforçant ainsi l'alliance entre Washington et Séoul. Cette posture de dissuasion a permis de stabiliser la région malgré la persistance de tensions militaires.

Enfin, les efforts de l'administration Obama pour contenir la Corée du Nord n'ont pas permis d'empêcher les avancées nucléaires de Pyongyang. Comme l'explique Roland Bleiker (2015), malgré les sanctions économiques et les pressions internationales, la Corée du Nord a poursuivi ses essais nucléaires et balistiques. La politique de "patience stratégique" n'a pas produit les résultats escomptés, laissant la question nord-coréenne comme un défi non résolu pour la sécurité régionale.

2. LA PRÉSIDENTE DE DONALD TRUMP

La politique étrangère de Donald Trump, en mettant en évidence les principales dynamiques qui ont façonné ses décisions, ainsi que l'impact de son style de leadership sur les relations internationales, en particulier avec la Corée du Sud et la Corée du Nord. Plusieurs auteurs sont cités pour offrir des perspectives différentes sur ces thématiques.

Pollack (2017) met en avant le style de leadership transactionnel de Donald Trump, qui a profondément marqué sa politique étrangère. Trump a adopté une approche axée sur les gains immédiats et les intérêts nationaux à court terme, souvent au détriment des alliances de longue date. Cette imprévisibilité, combinée à une posture nationaliste, a entraîné des décisions inattendues en matière de politique étrangère, comme la réduction des troupes américaines en Corée du Sud et le désengagement partiel des États-Unis des alliances multilatérales traditionnelles.

Devaux (2021) souligne l'importance des variables internes dans la formulation de la politique étrangère sous Trump. Il met en lumière l'influence de l'opinion publique américaine, particulièrement en ce qui concerne les ventes d'armes et les exercices militaires conjoints en Asie. Sous l'administration Trump, l'opinion publique et les institutions internes ont joué un rôle modérateur face aux initiatives parfois radicales du président, ce qui a contribué à la stabilité relative des alliances malgré les décisions controversées de Trump.

Fontanel et Guilhaudis (2017) se concentrent sur la vente d'armes à la Corée du Sud, notamment la livraison de systèmes de défense THAAD pour un montant de 2,6 milliards de dollars. Ils concluent que ces ventes, bien qu'encouragées par l'administration Trump, ont renforcé les alliances stratégiques dans la région et assuré la défense contre les menaces nord-coréennes, même si elles ont exacerbé les tensions avec la Chine, opposée au déploiement de THAAD.

Arès et Bernard (2021) explorent la culture stratégique sous Trump, marquée par une combinaison de protectionnisme et d'isolationnisme. Ils

soulignent que cette culture a redéfini la place des États-Unis sur la scène internationale, avec un focus sur les relations bilatérales et un rejet partiel des engagements multilatéraux. Cette approche s'est manifestée par des décisions abruptes comme le retrait des accords commerciaux et des traités internationaux, mais aussi par l'accent mis sur des mesures économiques coercitives, telles que les sanctions et les tarifs douaniers.

Easley et Bondaz (2017) analysent la politique de « pression maximale » de Trump à l'égard de la Corée du Nord, qui combinait des menaces économiques et militaires pour contraindre Pyongyang à renoncer à ses ambitions nucléaires. Ils constatent que, bien que cette politique ait initialement renforcé la pression sur la Corée du Nord, elle n'a pas réussi à atteindre ses objectifs. La résistance de Pyongyang a finalement poussé Trump à adopter une approche plus diplomatique, marquée par les rencontres historiques avec Kim Jong-un.

Landler (2018) aborde la question de la réduction des troupes américaines en Corée du Sud, un geste à double tranchant. Selon lui, cette initiative a été perçue comme un moyen de réaliser des économies budgétaires, mais aussi comme un outil de négociation dans les discussions avec la Corée du Nord. Cependant, elle a également soulevé des inquiétudes quant à l'avenir de l'alliance américano-coréenne, certains voyant cela comme un signe de désengagement américain dans la région Asie-Pacifique.

3. LA PRÉSIDENTE DE JOE BIDEN

L'avènement de l'administration Biden marque un nouveau tournant dans la politique américaine. Plusieurs auteurs offrent des perspectives variées sur l'influence des différents facteurs amenant à la politique extérieure américaine. Cette section n'a pas été évidente. Je n'ai pas forcément trouvé des auteurs scientifiques pour l'entièreté de mon développement.

Péron-Doise (2022) examine comment le soutien de l'opinion publique américaine aux ventes d'armements à la Corée du Sud est étroitement lié à la stratégie géopolitique des États-Unis en Asie-Pacifique. Selon lui, ce soutien est essentiel pour la politique étrangère américaine, influençant les décisions concernant les ventes d'armements dans un contexte de sécurité régionale.

Maduz et Schepers (2022) soulignent l'importance du soutien public aux exercices militaires conjoints, qui renforcent les capacités militaires des alliés et consolident les alliances stratégiques. Ils notent que ce soutien est crucial pour la sécurité régionale, reflétant une perception positive de ces initiatives par l'opinion publique américaine.

Albessard (2022) met en lumière les préoccupations croissantes de l'opinion publique concernant les coûts des politiques de défense et l'escalade militaire. Il insiste sur la nécessité de gérer ces préoccupations pour maintenir le soutien à des politiques telles que les ventes d'armements, en équilibrant les coûts et les bénéfices perçus.

Desmaele (2020) discute du rôle stratégique de la Corée du Sud pour les États-Unis sous l'administration Biden. Il explique que la politique de défense américaine vise à renforcer les relations bilatérales tout en gérant les attentes du public et les coûts associés, en adaptant les stratégies de défense aux préoccupations publiques.

Lee (2021) analyse les stratégies de Biden pour la Corée du Sud, mettant en avant la diplomatie et les engagements de défense. Il souligne que les politiques de Biden sont conçues pour maintenir le soutien public tout en renforçant la sécurité régionale, en répondant aux défis posés par la situation géopolitique.

Pollack (2020) fournit une vue d'ensemble des priorités de l'administration Biden en matière de sécurité régionale, en mettant en évidence l'importance de l'opinion publique dans la formulation de la politique étrangère, particulièrement en ce qui concerne les relations avec la Corée du Sud.

Pietrewicz (2020) examine comment le soutien américain au développement des capacités de défense de la Corée du Sud est perçu positivement par le public. Il souligne que ce soutien est crucial pour la politique de défense régionale, reflétant une perception favorable des armements comme un outil essentiel pour la sécurité.

Yeo (2023) aborde le soutien américain aux capacités de défense sud-coréennes, notamment dans le domaine des missiles balistiques et de la défense anti-missile. Il note que ce soutien est bien accueilli par l'opinion publique américaine, qui considère ces mesures comme essentielles pour la sécurité régionale.

Desportes (2023) discute du renforcement des capacités d'auto-défense de la Corée du Sud et de l'importance des exercices militaires conjoints. Il souligne que ces actions sont soutenues par l'opinion publique, qui valorise la coopération militaire renforcée avec les alliés.

Oryu (2022) traite de la coopération trilatérale entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon, en soulignant que le soutien public aux initiatives trilatérales est crucial pour la politique étrangère américaine en Asie. Il montre que cette coopération est perçue positivement par l'opinion publique, renforçant ainsi les alliances régionales.

Lherbette et D'Aboville (2022) explorent le rôle du Congrès américain dans la formulation de la politique étrangère, notamment en ce qui concerne les budgets de défense et les ventes d'armements. Ils montrent que les décisions sont souvent influencées par les pressions publiques et politiques internes, illustrant l'impact du soutien public sur les politiques de défense.

Étienne (2023) discute du rôle du Conseil de sécurité nationale dans la coordination des politiques de défense. Il met en évidence comment l'opinion publique influence les stratégies de sécurité nationale et les décisions liées aux armements, reflétant l'importance des perceptions publiques dans la formulation des politiques.

David (2022) analyse le retour au multilatéralisme sous l'administration Biden et le renforcement des alliances. Il note que ce retour est en partie motivé par le désir de répondre aux préoccupations publiques et de maintenir une position forte sur la scène internationale, illustrant l'influence de l'opinion publique sur les politiques étrangères.

Lamentowicz et Chamba (2023) traitent de la stratégie de Biden face à la Chine, mettant en avant le renforcement des capacités militaires comme réponse aux défis géopolitiques. Ils soulignent que l'opinion publique joue un rôle dans l'acceptation de ces stratégies, influençant ainsi les décisions de politique étrangère.

Ces auteurs permettent de broser les différents aspects des variables influençant la mise en place de la politique extérieure du pays en Corée du Sud.

Section 4. Méthodologie

Chaque présidence a apporté un regard différents sur la manière d'entretenir des relations avec les sud-coréens. En fonction de ce qui est favorisé dans la politique extérieure, les présidents au pouvoir vont montrer quels intérêts sont importants à valoriser durant leur mandat. Les trois investitures peuvent être analysées sous un angle réaliste néoclassique, ce qui nous permettra d'examiner en profondeur l'influence des différents acteurs d'une décision politique que ce soit à un niveau systémique ou bien interne. Et c'est l'assemblage de ces deux aspects qui donneront lieu à la mise en place de la politique extérieure.

Tout au long de ce développement, nous analyserons les différentes administrations, leur orientation politique, leur perception du monde et comment ils ont utilisé leurs capacités pour mettre en place une politique extérieure en Corée du Sud. Cette alliance est bénéfique pour les deux parties. Il y a une recherche américaine d'assurer et d'étendre son influence au sein de l'Asie malgré les menaces nord-coréennes et la montée en puissance chinoise.

Nous sommes dans un monde multipolaire qui permet aux États d'échanger avec la Chine et les États Unis sans que cela puisse poser problème (Struye de Swielande, 2024). La Corée du Sud est très attachée à son alliance militaire avec les américains et ce monde multipolaire lui permet d'avoir une alliance commerciale avec la Chine sans que cela soit interprété comme une déclaration de guerre. Elle apporte, en effet, une « double protection » à la Corée du Sud (Park & Yang, 2021). La Chine et les États-Unis ne s'empêchent pas de faire pression sur la Corée du Sud pour qu'elle choisisse son camp. Les États-Unis, à travers ces différentes politiques vont plus ou moins aller dans le sens de la Corée du Sud et de ses intérêts. Des politiques comme celles adoptées par le président Obama et par Joe Biden vont permettre des alliances plus développées et une coopération accrue alors que la présidence de Trump a ralenti les efforts conjoints.

Chapitre 2. La présidence de Barack Obama

La présidence de Barack Obama a débuté en 2009 et s'est terminée en 2017. Elle a marqué un tournant significatif dans la politique étrangère

américaine. En effet, l'administration Obama avait mis en place une stratégie de « pivot vers l'Asie » qui tranchait avec la position de l'administration Bush. Obama, à travers ce tournant vers l'Asie s'orchestre dans des mesures spécifiques en Corée du Sud en terme de vente d'armes, d'exercices conjoints, et paradoxalement la mise en place d'une stratégie de patience stratégique en vue d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne. Il est important de comprendre comment cette stratégie avait été mise en place, et quels éléments ont été pris en compte dans sa conception. Il sera analysé, sous un angle réalistes néoclassique les variables systémiques comme la menace nucléaire nord coréenne, la montée en puissance chinoise avec une comparaison des politiques extérieures américaines et chinoises. Puis les variables internes tel que le contexte historique, le leadership présidentiel et qui permettent de comprendre pourquoi et comment les politiques ont été mises en place.

Section 1. La variable systémique, entre menace nord-coréenne et montée en puissance chinoise

La variable systémique du réalisme néoclassique offre un cadre analytique pertinent pour comprendre les défis auxquels les États-Unis sont confrontés sur la scène internationale, notamment en ce qui concerne la Corée du Nord et la montée en puissance de la Chine. La Corée du Nord, avec ses essais nucléaires et ses avancées en matière de missiles balistiques, représente une menace directe pour la sécurité américaine et régionale, tandis que la Chine, par ses initiatives diplomatiques et économiques, cherche à renforcer son influence mondiale. En examinant les politiques extérieures des États-Unis et de la Chine entre 2009 et 2017, il est possible d'observer comment ces deux puissances réagissent aux pressions systémiques tout en tenant compte de leurs contextes internes respectifs. Dans ce cadre, la notion de puissance matérielle relative devient cruciale, car elle permet d'évaluer comment chaque État perçoit sa position dans le système international et ajuste sa politique en conséquence. Cette période met en lumière les différences fondamentales dans les approches stratégiques de Washington et de Pékin, révélant ainsi les dynamiques complexes qui caractérisent les

relations internationales contemporaines. Par exemple, alors que les États-Unis cherchent à maintenir leur position dominante face à la menace nucléaire nord-coréenne, la Chine, en pleine expansion économique et militaire, utilise sa puissance matérielle relative pour projeter son influence et défendre ses intérêts régionaux, notamment en mer de Chine méridionale. Cette dynamique souligne l'importance de la puissance matérielle relative dans la formulation des politiques étrangères des deux pays, tout en illustrant les défis que pose l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène mondiale.

I. La menace nord-coréenne

En mai 2009, la Corée du Nord a effectué son deuxième essai nucléaire, plus puissant que le premier, démontrant une amélioration de sa capacité à produire des armes nucléaires atteignant 20 kilotonnes. Le pays aurait également amélioré sa technologie pour réduire la taille des têtes nucléaires et les monter sur des missiles à longue portée. En avril 2009, Pyongyang a testé le lancement de la fusée Unha-2, représentant une avancée significative par rapport au missile Taepodong-1 lancé en 2006. Selon des experts, une version modifiée à deux étages de l'Unha-2 pourrait avoir une portée de 7500 km, suffisante pour frapper l'Alaska et Hawaï avec une ogive nucléaire d'une tonne (Lee, 2011). Une version à trois étages pourrait même atteindre une portée de 10000-10500 km. Le développement d'armes nucléaires et de missiles à longue portée par la Corée du Nord menace directement les États-Unis et augmente les tensions militaires dans la région. De plus, la possibilité que la Corée du Nord exporte sa technologie nucléaire ou son savoir-faire à des groupes terroristes ou à d'autres pays comme l'Iran, la Syrie ou la Birmanie représente une menace sérieuse pour la sécurité mondiale et les intérêts américains (*Ibidem*). Il s'agit d'une pression systémique qui s'ajoute à la montée en capacité militaire nord-coréenne pour les américains. La menace prend une dimension globale.

Cette escalade des capacités nucléaires et balistiques nord-coréennes depuis 2009 constitue donc une menace croissante et directe pour les États-Unis, tant sur leur territoire que pour leurs intérêts stratégiques globaux. De plus, ces nouvelles puissances militaires modifient profondément l'équilibre des forces dans la région Asie-Pacifique. Cette évolution systémique crée une

pression directe sur les États-Unis, qui perçoivent la Corée du Nord comme une menace existentielle pour leur sécurité nationale et leurs intérêts stratégiques mondiaux. Face à ce changement dans la distribution des capacités, les États-Unis sont contraints de réagir pour préserver leur position dominante et contenir l'émergence de nouvelles menaces nucléaires. Cela se traduit par un renforcement de leur posture de dissuasion et de leur engagement sécuritaire dans la région, en coopération avec leurs alliés comme la Corée du Sud et le Japon.

Parallèlement, la Chine a également connu une évolution significative de sa politique étrangère, devenant plus présente sur la scène internationale et ajoutant une dimension supplémentaire à la pression systémique sur les États-Unis. La rivalité sino-américaine pour l'influence régionale et mondiale complexifie la gestion de la crise nord-coréenne et accentue les tensions géopolitiques.

II. La question de la montée en puissance chinoise

Depuis plusieurs années, Washington a tourné son attention vers l'Asie pour tenter de contenir l'essor de Pékin. En effet, depuis 2009, la politique étrangère de la Chine est devenue plus affirmée et active sur la scène internationale, une évolution souvent attribuée à sa croissance économique et militaire ainsi qu'à une confiance accrue en ses capacités.

La Chine met en œuvre une politique étrangère indépendante et pacifique, suivant le courant de l'histoire et sauvegardant les intérêts communs de toute l'humanité. Elle conjugue ses efforts avec ceux de la communauté internationale afin de promouvoir la multipolarisation et la coexistence harmonieuse des différentes forces du monde (Ambassade de Chine au Sénégal, s. d).

La Chine a lancé plusieurs initiatives diplomatiques majeures, telles que la BRI, visant à renforcer ses liens économiques et infrastructures avec de nombreux pays à travers le monde. Cette initiative est perçue comme un moyen pour la Chine de projeter son influence et de sécuriser ses intérêts économiques globaux. Parallèlement, les relations sino-américaines ont été marquées par des tensions croissantes, notamment en raison des différends

commerciaux et des questions de sécurité dans la région Asie-Pacifique. La Chine a également cherché à équilibrer ses relations avec d'autres grandes puissances, comme la Russie et l'Union européenne, en diversifiant ses partenariats stratégiques (Duchâtel, 2013).

Sur le plan régional et multilatéral, Pékin a intensifié son engagement dans les organisations telles que l'OCS et l'ASEAN. Ces engagements visent à renforcer son rôle de leader régional et à promouvoir un ordre international multipolaire (*Ibidem*). En matière de sécurité et de défense, elle a modernisé rapidement ses forces armées et augmenté ses capacités de projection de puissance. En effet, elle a adopté une approche plus proactive dans la défense de ses intérêts territoriaux, notamment en mer de Chine méridionale, où elle a construit des installations militaires sur des îles contestées.

La Chine s'attache à établir un nouvel ordre politico-économique international, équitable et rationnel, en s'opposant à l'hégémonie et à la politique du plus fort sous toutes leurs formes. Elle cherche à préserver la diversité du monde, démocratiser les relations internationales et assurer la multiplicité des modes de développement. Pékin entend améliorer et développer ses relations avec les pays développés, en développant des partenariats sur la base des Cinq Principes de Coexistence pacifique (Ambassade de Chine au Sénégal, s. d).⁶

Alors que la montée en puissance de la Chine continue de redéfinir les dynamiques géopolitiques en Asie et au-delà, il est crucial de comparer cette évolution avec la réponse des États-Unis. Pékin, en mettant en œuvre une politique étrangère indépendante et pacifique, s'efforce de promouvoir un nouvel ordre politico-économique international basé sur des principes tels que le respect mutuel de la souveraineté, la non-ingérence dans les affaires intérieures et la coexistence pacifique. Ces principes, qui sous-tendent son

⁶ Ces cinq principes, énoncés pour la première fois par le Premier ministre chinois Zhou Enlai dans le préambule du Traité sino-indien sur le Tibet signé le 29 avril 1954, constituent un cadre fondamental pour les relations internationales, en particulier dans le contexte des interactions entre pays en développement. Il y a le respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, la non-agression mutuelle, la non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, l'égalité et bénéfice mutuel et la coexistence pacifique (Focsaneanu, 1956).

approche diplomatique, visent à renforcer ses relations avec d'autres nations tout en s'opposant à l'hégémonie et à la politique du plus fort.

Dans ce contexte, il est pertinent d'examiner comment les États-Unis, face à cette montée en puissance, ajustent leur propre politique étrangère. En effet, depuis 2009, Washington a intensifié ses efforts pour contenir l'essor de Pékin, ce qui se traduit par des initiatives telles que des ventes d'armes, des exercices conjoints avec des alliés régionaux et une réévaluation de ses engagements stratégiques en Asie-Pacifique. Cette comparaison entre les stratégies chinoise et américaine met en lumière les tensions croissantes et les défis auxquels les deux puissances doivent faire face dans un monde de plus en plus multipolaire.

III. Rivalité stratégique entre la Chine et les États-Unis : ventes d'armes et exercices militaires conjoints

Entre 2009 et 2017, la scène internationale a été marquée par des changements notables dans les équilibres militaires, en particulier entre la République Populaire de Chine et les États-Unis. D'une part, la Chine a entrepris une modernisation massive de ses forces armées, devenant la plus grande armée du monde avec environ 2 millions de soldats en 2017. Ce renforcement s'est appuyé sur une augmentation substantielle du budget de la défense, passé de 150 milliards de dollars en 2009 à plus de 230 milliards en 2017 (Statista, 2024). Grâce à ces investissements, la Chine a développé une flotte navale de premier plan et a significativement amélioré ses capacités aériennes, bien qu'elle reste en retrait par rapport aux États-Unis sur le plan technologique (Maulny, 2020).

En parallèle, Washington a maintenu sa position de première puissance militaire mondiale, avec un budget de défense avoisinant les 700 milliards de dollars en 2017 (Béraud-Sudreau, 2014). Malgré un effectif moins important, avec 1,5 million de soldats actifs, l'armée américaine se distingue par une avance technologique significative (World Bank Open Data, s. d.). Cette supériorité se manifeste par une flotte de 11 porte-avions nucléaires et une force aérienne comptant plus de 13 000 avions militaires, incluant des chasseurs de pointe comme le F-22 et le F-35 (Béraud-Sudreau, 2014).

Ces évolutions ont conduit à une dynamique de confrontation et de coopération entre les deux puissances qui ont développé une méfiance stratégique l'une envers l'autre puisque Pékin modifie la dynamique de puissance dans la région (Willemot, 2017). La Chine, renforcée par ses nouvelles capacités, cherche à étendre son influence régionale et à remettre en cause l'ordre international dominé par les États-Unis, notamment en mer de Chine. Depuis plus de deux décennies, Pékin effectue à l'étranger des opérations militaires autres que la guerre (OMAG)⁷, permettant à ses forces de se projeter internationalement, de se moderniser, de gagner en expérience et de renvoyer une bonne image de la Chine (Pina, 2024). De leur côté, les États-Unis, conscients de cette montée en puissance, ont intensifié leurs exercices militaires en Asie, en partenariat avec des alliés comme le Japon et la Corée du Sud, pour maintenir leur prééminence et assurer la stabilité régionale (Glaser & Szerlip, 2011).

Enfin, sur le plan des ventes d'armes, la Chine s'est imposée comme un acteur majeur sur le marché mondial, particulièrement en Afrique et en Asie, consolidant ainsi ses alliances stratégiques. Les États-Unis, cependant, restent le leader incontesté, fournissant des équipements militaires avancés à de nombreux alliés, ce qui renforce leur position dans le système international (Béraud-Sudreau, 2014).

Dans le cadre du réalisme néoclassique, la variable systémique met en lumière les dynamiques de pouvoir globales et les structures de l'ordre international, qui influencent les comportements des États. Cependant, pour comprendre pleinement les interactions entre les grandes puissances, il est essentiel de considérer également la variable intermédiaire. Par exemple, l'élection de Barack Obama en 2008 a marqué un tournant dans la politique étrangère américaine, avec des implications directes sur la manière dont les États-Unis ont réagi à la montée en puissance de la Chine. Cette transition vers une approche plus multilatérale et coopérative a été façonnée par des défis hérités de l'administration précédente, tout en cherchant à redéfinir le rôle des États-Unis sur la scène internationale. Ainsi, l'analyse des choix politiques d'Obama et leurs conséquences sur les relations sino-américaines illustre

⁷ Les OMAG chinoises sont inspirées de la doctrine américaine des Military Operations Other Than War (1995-2006)

comment les variables intermédiaires peuvent moduler les dynamiques systémiques, affectant la rivalité et la coopération entre les puissances.

Section 2. L'héritage de Bush et le leadership d'Obama : la variable intermédiaire dans la transformation de la politique étrangère

Après les deux mandats de George W. Bush marqués par une politique étrangère musclée et unilatéraliste, l'élection d'Obama en 2008 a représenté un tournant majeur. Le nouveau président a dû composer avec les défis hérités de son prédécesseur tout en cherchant à redéfinir l'image et le rôle des États-Unis sur la scène internationale. Son *leadership* et sa vision ont joué un rôle clé dans la formulation de la politique étrangère américaine face à la montée en puissance de la Chine et aux tensions persistantes avec la Corée du Nord. Cependant, les décisions prises par l'administration Obama ont également eu des répercussions sur le long terme, contribuant à façonner le contexte stratégique dans lequel évoluent aujourd'hui les États-Unis. Comprendre ces éléments sont essentiels pour analyser les choix de politique étrangère américaine dans les années 2010 et leurs conséquences jusqu'à aujourd'hui.

I. L'héritage de l'administration Bush

Présenter les mesures prises par la présidence précédente permet de comprendre dans quel état d'esprit était Barack Obama au moment de son élection. Ce contexte est marquant pour l'évolution de la politique étrangère américaine en Corée du Sud.

L'administration Bush (2001-2009) n'a pas été l'administration la plus présente en Corée du Sud. Après le retrait du TNP en 2003 de la Corée du Nord, George W. Bush, président appartenant au parti des républicains⁸, a adopté une politique de confrontation (Cartigny, 2004). Il a classé la Corée du Nord dans « l'axe du mal » en 2002 et s'est montré très agressif face à cette nouvelle. Il envisageait même des frappes nucléaires préventives (Bush, 2002). Face aux démarches nord-coréenne vers une nucléarisation, le président Bush a opté pour une stratégie de menaces et de sanctions économiques par

⁸ C'est le parti de droite aux États-Unis

l'intermédiaire de la puissance onusienne. Cependant, cette approche avait montré ses limites. L'agressivité des démarches américaines n'a pas pu dissuader la Corée du Nord qui, en 2006, a effectué son premier essai nucléaire (Bleiker, 2010). En réponse, George W. Bush a souhaité privilégier la diplomatie multilatérale, initiant des pourparlers à six incluant la Chine, la Russie, la Corée du Sud et le Japon (Stolberg, 2006).

Parallèlement, les présidents sud-coréens Kim Dae-jung (1998-2003) et Roh Moo-hyun (2003-2008) ont poursuivi une « politique du rayon de soleil » qui tranchait avec la prise de partie américaine et qui visait à engager Pyongyang (Gelézeau, 2010). Cette politique vise à adoucir les relations entre les deux Corées en dialoguant, en offrant des présents à l'adversaire, pour le dissuader de se montrer violent. Cette approche a permis deux sommets intercoréens en 2000 et 2007 (Teo, 2012). Cependant, malgré ces efforts, la Corée du Nord a tout de même effectué son premier essai nucléaire en 2006 (Gauron, 2018). La Corée du Sud, quant à elle, est restée engagée envers le TNP et son alliance avec les États-Unis qui lui assurait une sécurité au vu de la dangerosité croissante du Nord (Farago, 2014).

La coopération américano-sud-coréenne a débuté après le 11 septembre 2001, avec la participation de la Corée du Sud aux opérations en Irak et en Afghanistan (White House, 2009). Cependant, des tensions sont apparues en raison d'approches différentes envers la Corée du Nord, la Corée du Sud favorisant une politique de réconciliation et de non-provocation (Han & Levin, 2002).

Le contexte de la présidence précédente donne l'état de la politique extérieure au moment de l'arrivée au pouvoir de Barack Obama. Le contexte est une composante primordiale pour comprendre comment le nouveau dirigeant va agir. Dans quel sens ira l'évolution de la politique étrangère, suggérant un changement, une adaptation ou un ajustement des priorités et des stratégies de politique étrangère. Les décisions des leaders précédents auront nécessairement une incidence sur les décisions futures.

II. Le *leadership* de Barack Obama

Analyser la manière de gouverner d'un dirigeant mettra en lumière la perception qu'il se fait des événements extérieures et intérieures à son pays et

pourquoi il mettra en place sa politique extérieure. ; à travers l'analyse des variables internes dans l'approche réaliste néoclassique.

L'investiture d'Obama, de 2009 à 2017, a donné lieu à une autre manière de gérer les affaires politiques par rapport à la présidence précédente. Le *leadership* d'Obama et ses idées diffèrent de ce qui a pu être réalisé auparavant. C'est un président libérale très présent en Asie. Il souhaite aborder la question coréenne de manière plus souple et moins agressive que l'administration précédente. Il a développé le marché de l'armement américain en contractant avec la Corée du Sud pour aider à moderniser leur armée et pour développer l'influence de Washington sur le continent asiatique. Des séries d'exercices militaires conjoints se sont enchaînés montrant ainsi la puissance américaine sur le territoire sud-coréen. Le renforcement de ses alliances à travers ces exercices entre dans la politique de la patience stratégique pour dissuader la Corée du Nord de maintenir sa puissance nucléaire et dénucléariser la péninsule.

2.1. LE LIBÉRALISME PRAGMATIQUE D'OBAMA

L'ouvrage « *The Obama Présidence : A Preliminary Assessment* » de Greenstein (2009) analyse en détail le style de *leadership* et la manière dont le président Obama prend une décision politique. Barack Obama est un démocrate⁹ à l'idéologie libéralisme pragmatique. Ce qui signifie que ce président est assez flexible. Il est ouvert au compromis, ajuste ses stratégies en fonction des réalités politiques et économique. Il défend des valeurs libérales telles que l'égalité des chances et il a joué un rôle prépondérant et très actif au sein du gouvernement afin de résoudre certains problèmes sociaux (Obama, 2008). Il adhère à une idéologie de justice sociale et met l'accent sur l'analyse de données empiriques pour prendre une décision. Il n'hésite pas à échanger avec des personnalités n'appartenant pas à son parti et met en place des changements graduels. Greenstein (2009) décrit Obama comme un leader réfléchi et délibératif. En ce sens, il va privilégié une prise de décision collaborative et consultative et va s'entourer d'experts aux avis différents. De plus, ce président est reconnu pour ses compétences oratoires

⁹ Considéré par Greenstein comme un parti centriste, de centre-gauche.

et en communication ce qui lui a permis de mettre à la portée du grand public des questions très complexes (Alter, 2010).

2.2. LA PERCEPTION DE BARACK OBAMA DES ENJEUX ASIATIQUES ET LA STRATÉGIE DE PIVOT

Le Président Obama a réengagé le pays par rapport à la présidence précédente qui était beaucoup moins active en Asie. Ici l'administration Obama souhaitait garder sa puissance et a investi dans ses alliances (Courmont, 2012). Il a fait de la question asiatique sa priorité dans sa politique extérieure. Il a développé sa stratégie de « pivot vers l'Asie » comme une priorité majeure de sa politique étrangère. Cette politique déploie l'engagement américain dans le domaine économique et militaire. L'objectif américain derrière cette démarche est d'étendre son influence sur le continent asiatique et d'y assurer la sécurité de ses alliés (Campbell, 2016). Le Président Obama percevait les défis sécuritaires en Asie comme plutôt complexes et interconnectés. Il fallait alors privilégier une approche diplomatique multilatérale afin d'équilibrer l'engagement avec la Chine tout en rassurant les alliés traditionnels des États-Unis (Bader, 2012).

De plus, Obama percevait la nécessité de rééquilibrer l'attention des États-Unis vers l'Asie, considérant la région comme cruciale pour les intérêts économiques américains à long terme. Sa vision était influencée par sa jeunesse passée en Indonésie et sa compréhension de l'importance croissante de l'Asie dans l'économie mondiale (David, 2011). Sutter (2013) a analysé toute cette politique de pivot dans son ouvrage « *Balancing acts: The US rebalance and Asia-Pacific stability* ». La stratégie du pivot, également appelé le « rééquilibrage » a été annoncé en 2011. Elle vise à intensifier l'engagement américain dans la région de l'Asie-pacifique, considérée comme une priorité géostratégique. Cette stratégie avait pour objectif d'étendre l'influence américaine en augmentant les investissements économiques et militaires. Elle servait à assurer la sécurité des alliés afin de dissuader l'agressivité chinoise et nord-coréenne tout en promouvant la stabilité de la région. Le président avait déclaré que ce « basculement vers l'Asie » avait pour objectif de signaler aux alliés des États-Unis, et donc à la Corée du Sud, son réengagement concret. Barack Obama souhaitait prévenir de toute dominance chinoise et casser

l'image agressive étasunienne. Il s'est d'ailleurs proclamé le « premier président pacifique des États-Unis » en rééquilibrant les relations en Asie (Boisseau & Delarue, 2016). Le président Obama considérait la Corée du Nord comme un acteur rationnel contrairement à George W. Bush qui ne voyait Pyongyang que comme un État mafieux (Courmont, 2011). En effet, la Corée du Nord agit de manière tout aussi stratégique que les États-Unis et cette reconnaissance mutuelle a amélioré les échanges entre les deux malgré l'escalade militaire (Kim, 2010). Barack Obama a alors choisi de laisser la possibilité à la Corée du Nord de s'ouvrir au monde. Il a déclaré « Les Nord-Coréens peuvent choisir de continuer sur la route de l'isolement ou ils peuvent se joindre au reste du monde » (AFP, 2014). C'est une preuve de la politique diplomatique douce d'Obama et de son objectif de calmer les relations avec son homologue nord-coréen.

Les États-Unis disposaient toujours d'une supériorité militaire et économique significative. Cependant, Obama reconnaissait la nécessité de renforcer la présence américaine en Asie pour maintenir cette position (Dueck, 2015). D'où ce souhait d'ouvrir un marché de l'armement entre la Corée du Sud et les États-Unis. Cette position dominante américaine était tout de même relative. Le pays a adapté ses efforts aux préoccupations de tous les alliés plutôt qu'une politique homogène. Et la puissance américaine était souhaitée par les alliés en Asie. Ils reconnaissaient la valeur de la présence américaine dans la région, face à l'affirmation croissante de la Chine et l'insécurité causée par la Corée du Nord (Stuart, 2016 ; Campbell, 2016).

Comme observé, Obama a cherché à se démarquer de l'administration précédente notamment en terme d'approche diplomatique. Cependant, le seul élément de la politique de Bush ayant survécu est la lutte contre le terrorisme (Dueck, 2015).

La politique du pivot promettait de rassurer les alliés et de contenir la montée de l'insécurité régionale. À travers cette politique, les États Unis ont mis en place des exercices militaires conjoints pour améliorer le niveau d'entraînement et moderniser les armées des alliés sud-coréens à travers un marché d'armes profitable pour les deux partis. Séoul pouvait tirer profit de la protection américaine et pérenniser et Washington pouvait maintenir sa place de numéro un en Asie-Pacifique. Pour prendre et mettre en place ces

politiques stratégiques, d'autres facteurs internes ont joué un rôle central et sont mis en avant par l'analyse des variables internes dans la théorie du réalisme néoclassique.

Section 3. Comprendre les politiques américaines : l'impact des variables internes

Allier les différentes variables proposées par le réalisme néoclassique permet d'avoir une vue d'ensemble sur la constitution de la politique extérieure. Nous allons examiner l'opinion publique américaine sur plusieurs enjeux cruciaux, notamment les exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud, les ventes d'armes, et la politique de dénucléarisation de la péninsule coréenne. Nous analyserons également comment ces perceptions sont influencées par les institutions étatiques, la culture stratégique américaine et la nature du régime, le tout sous l'angle des variables internes du réalisme néoclassique. Cette approche nous permettra de mieux comprendre les dynamiques complexes qui façonnent la politique étrangère des États-Unis en Asie et les réactions du public face à ces décisions stratégiques.

I. L'opinion publique : entre soutien et préoccupations éthiques

L'opinion publique américaine sur les ventes d'armes aux forces sud-coréennes est plutôt positive, considérant ces transactions comme essentielles pour renforcer les capacités militaires de la Corée du Sud face à la menace nord-coréenne. Washington voit Séoul comme un partenaire stratégique dans la région, et le soutien militaire est perçu comme un moyen de stabiliser la situation sécuritaire en Asie de l'Est. Ce soutien s'inscrit dans un contexte où les tensions avec Pyongyang demeurent élevées, et où les États-Unis cherchent à consolider leurs alliances pour garantir la sécurité régionale (Hémez, 2015). Cependant, il existe également des préoccupations éthiques au sein de l'opinion publique concernant les implications de ces ventes d'armes. Des groupes de défense des droits de l'Homme et certains segments de la population s'inquiètent des conséquences potentielles sur la stabilité régionale

et sur les droits de l'Homme, notamment en ce qui concerne l'utilisation de ces armes dans des conflits ou des répressions internes. Ces préoccupations soulignent un dilemme moral pour les décideurs américains, qui doivent naviguer entre le soutien à un allié et les implications éthiques de leurs actions (Hartung, 2018). De plus, l'opinion publique américaine se fie également aux événements internationaux dans son jugement. Les provocations de la Corée du Nord à travers les tests nucléaires ou des lancements de missiles renforcent le soutien aux ventes d'armes, car ils sont perçus comme une justification de la nécessité d'un renforcement militaire.

L'approche diplomatique prise par Obama a également rassurée l'opinion publique américaine. En effet, elle était fatiguée par les longues guerres en Irak et en Afghanistan. Le pivot vers l'Asie était perçu comme une opportunité de redéfinir la politique étrangère américaine de manière plus positive et orientée vers l'avenir (Jentleson, 2014).

L'opinion publique américaine soutient également les exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud, les considérant comme essentiels pour la sécurité régionale. Ces exercices sont perçus comme une démonstration de l'engagement des États-Unis envers leurs alliés en Asie, en particulier face aux menaces nord-coréennes. Bien que le soutien soit majoritaire, il existe des préoccupations concernant l'escalade des tensions avec la Corée du Nord. Certains segments de l'opinion publique craignent que ces exercices ne provoquent des réactions agressives de la part de Pyongyang, ce qui pourrait exacerber les tensions dans la région (Manyin, Chanlett-Avery, Rinehart, Nikitin & Cooper, 2014).

II. Les institutions étatiques, acteur décisionnel majeur

Les institutions étatiques sont primordiales puisqu'elles servent à voter les politiques qui seront mises en place. Le Département d'État et le Pentagone ont également joué un rôle important dans la formulation de la stratégie américaine. Les institutions ont soutenu cette réorientation vers l'Asie, considérant qu'elle servait les intérêts stratégiques à long terme des États-Unis (Bader, 2012). Les exercices militaires conjoints sont grandement encouragés pour ses effets dissuasifs face à Pyongyang et sécurisant pour les alliés. Les États-Unis et la Corée du Sud ont régulièrement mené des exercices militaires

conjointes de grande envergure, notamment Ulchi Freedom Guardian (Cha, Lee & Lim, 2016). Ces exercices visaient à renforcer la préparation militaire et la coordination entre les forces américaines et sud-coréennes.

Les institutions étatiques vont également mettre en place des mesures concrètes. En 2013, une décision importante a été prise concernant la coopération nucléaire entre les États-Unis et la Corée du Sud. Les administrations Obama et Park ont trouvé un terrain d'entente pour prolonger de deux ans un accord bilatéral existant sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Cette extension, qui repousse l'échéance de l'accord à 2016, a reçu un soutien unanime du Congrès américain, tant à la Chambre des représentants qu'au Sénat (Leveau, 2013). Cette prolongation est considérée comme une mesure provisoire visant deux objectifs principaux. Premièrement, elle permet d'éviter toute interruption dans les échanges commerciaux liés à l'énergie nucléaire entre les deux pays. Deuxièmement, elle offre un délai supplémentaire pour poursuivre les négociations sur un nouvel accord à long terme. Dans le cadre de ces négociations, la Corée du Sud aurait exprimé le souhait d'inclure dans le futur accord des dispositions autorisant l'enrichissement et le retraitement de l'uranium sur son territoire. Cependant, cette demande s'est heurtée à la résistance de l'administration Obama. La position américaine s'explique par les défis que de telles dispositions poseraient à la politique de non-prolifération nucléaire des États-Unis (Manyin, Chanlett-Avery, Rinehart, Nikitin & Cooper, 2014). L'administration Obama a approuvé plusieurs ventes d'armes importantes à la Corée du Sud, notamment : Des systèmes de défense antimissile comme le THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), des avions de combat F-35 et des hélicoptères Apache (Kakan, 2017).

III. La nature du régime américain et sa culture stratégique sous Barack Obama

Les États-Unis sont une démocratie où la politique durant cette période a été fortement influencée par une tradition d'engagement global et de *leadership* international. Les États-Unis ont continué de croire en l'importance des alliances pour la sécurité nationale et ont adhéré aux principes de démocratie et de libre-échange comme fondements de la stabilité

internationale. Cette culture stratégique libérale et multilatérale, insufflée par le président Obama, a façonné les interactions américaines avec la Corée du Sud, intégrant des valeurs démocratiques dans la politique étrangère. Le système démocratique américain a eu un impact significatif sur la politique étrangère. La nécessité de justifier les engagements militaires et les dépenses auprès du public et du Congrès a conduit à une diplomatie plus ouverte et à une utilisation accrue du "*soft power*". Malgré les changements d'administration, une continuité relative dans la politique étrangère a été observée, reflétant un consensus bipartisan sur les intérêts fondamentaux en Asie (Courmont, 2009).

À présent, il est crucial d'explorer comment ces valeurs et cette culture stratégique se sont alliées aux différentes variables du réalisme néoclassique, sur des questions comme la dénucléarisation, les ventes d'armes et les exercices militaires conjoints. Cette synergie a non seulement façonné les interactions entre les États-Unis et la Corée du Sud, mais a également engendré des effets significatifs sur la sécurité régionale et les relations bilatérales. Étudier ces interactions et leurs conséquences mettra en lumière la manière dont elles ont contribué à la formulation d'une politique étrangère cohérente et efficace.

Section 4. Leurs interactions pour donner lieu à la politique

Dans cette analyse, nous explorerons en profondeur l'alliance des différentes variables du réalisme néoclassique qui ont façonné la politique américaine envers la Corée du Sud sous l'administration Obama. Nous examinerons comment des éléments tels que la dénucléarisation, les ventes d'armes et les exercices militaires conjoints se sont interconnectés pour créer une stratégie cohérente et efficace. Ensuite, nous nous pencherons sur les effets de cette politique, en évaluant son impact sur la sécurité régionale, les relations bilatérales et la dynamique géopolitique en Asie. Cette double approche nous permettra de mieux comprendre les mécanismes sous-jacents à la politique étrangère américaine et ses conséquences sur l'équilibre des pouvoirs dans la région.

I. L'alliance des différentes variables

Les différentes variables vont s'entremêler et donner lieu à la politique extérieure. Les pressions systémiques de la montée en puissance Chinoise, du manque d'influence américaine en Asie et de la menace grandissante de la Corée du Nord motive Washington à s'impliquer davantage dans la région. Pour se faire, le président Obama va favoriser les alliances multilatérales dont la Corée du Sud avec laquelle il souhaite approfondir les relations en s'impliquant dans des exercices militaires conjoints, en modernisant l'armée et en assurant une protection face aux menaces extérieurs. Les événements internationaux comme la volonté chinoise de changer les dynamiques de puissance dans la région et *a fortiori* à l'international constitue une pression systémique suffisante pour créer une réaction américaine. La domination américaine se retrouve remise en cause. Cette évolution systémique pousse les États-Unis à réaffirmer leur présence en Asie et à adopter une posture plus compétitive envers la Chine. Barack Obama, ayant une culture politique libérale pragmatique, va développer, avec les moyens dont disposent son pays, les alliances étatiques que Washington possède pour maintenir son rang de première puissance. Ces alliances serviront à contrebalancer l'influence chinoise qui ne cesse de monter à travers une alliance commerciale et militaire. Cependant, ce n'est pas les seules variables à prendre en compte. Le réalisme néoclassique apporte l'idée qu'il est nécessaire d'analyser les réactions et les besoins internes pour répondre de manière cohérente au sein de sa politique extérieure. Les théories précédentes ne permettaient pas de faire ce constat. La réponse d'un État aux pressions systémiques sont en accord avec l'idéologie du pouvoir en place, les institutions étatiques et l'opinion publique mais également avec les ressources du pays. Les variables internes sont toutes aussi importantes à prendre en compte et forgent les spécificités dont prendra la politique extérieure du pays. Il est également important de mentionner que les variables internes vont limiter la marge de manœuvre américaine dans la constitution de sa politique extérieure. En tant que démocratie, les États-Unis accordent de l'importance aux valeurs et aux principes dans leur politique étrangère (démocratie, libre-échange, non-prolifération). Leur culture stratégique les pousse à jouer un rôle de leader

international et à s'engager militairement pour défendre leurs intérêts. Cet état convient à l'opinion publique qui se sent plus en sécurité lorsque le pays intervient trouve des solutions plus pacifique que la présidence précédente. Il ne faut également pas écarter le fait que cette lutte de pouvoirs entre Washington et Pékin n'est pas pour autant conflictuel. Paradoxalement, les deux pays vont tout de même rechercher à coopérer sur certains dossiers comme sur l'Accord de Paris sur le climat en 2015 (Courmont, 2016).

Cette synergie entre les variables internes et externes a non seulement renforcé l'engagement des États-Unis envers leurs alliés, mais a également eu des effets significatifs sur la stabilité régionale et la dynamique géopolitique en Asie. Dans cette perspective, nous allons explorer comment ces variables se sont alliées pour créer une stratégie cohérente et efficace, tout en évaluant les conséquences de cette politique sur les relations bilatérales et l'équilibre des pouvoirs dans la région.

En conclusion, la politique étrangère américaine résulte de l'interaction complexe entre les pressions systémiques, les alliances régionales et les variables internes propres au système politique et à la culture stratégique américaine. Cette combinaison de facteurs explique les continuités et les évolutions de la politique étrangère des États-Unis sous l'administration Obama face à la montée en puissance de la Chine.

II. Les effets de la politique d'Obama

Les États-Unis ont effectué un repositionnement vers l'Asie Pacifique mais également au Nord-Est de l'Asie. L'année 2012 était une année charnière puisqu'il y avait eu lieu de nombreuses élections et de nouveaux leaders (Struye de Swielande, 2012). C'était l'occasion pour Washington de renforcer leurs position et de renforcer ses alliances. Même si les États-Unis gardaient une position dominante en Asie ils perdaient de l'influence au détriment de d'autres puissances ; remettant en cause l'hégémonie américaine. La Chine, la Russie équilibraient les puissances en Asie du Nord-Est (Struye de Swielande, 2012). L'objectif américain était donc clair : développer la démocratie et les droits de l'Homme. C'était un des objectifs principaux de la politique extérieure américaine et ce peu importe la présidence. Washington avaient toujours eu ce

désir hégémonique de chercher à étendre leur influence et leurs valeurs l'étranger tout en assurant une sécurité globale à leurs alliés.

Les États-Unis entretenaient des relations que l'on peut qualifier de *hub and spoke*¹⁰, dans le sens où ils formaient un noyau qui dictait ses règles aux rayons, les États alliés qui n'avaient pas énormément de marge de manœuvre dans le champ décisionnel (Struye de Swielande, 2012). Cependant, Washington va désormais se baser sur une relations plus proche du principe de *bangwagoning*. Séoul se rattache aux États-Unis dans le domaine militaire sans pour autant se laisser dominer par de l'impérialisme territorial. L'influence se propage par des accords commerciaux et militaires. Washington a laissé une plus grande liberté d'action à la Corée du Sud en leur laissant plus de place dans le champ décisionnel.

2.1. LE RENFORCEMENT DES RELATIONS BILATÉRALES SOUS L'ADMINISTRATION OBAMA

Il y a eu un renforcement des liens entre les États-Unis et la Corée du Sud en partie grâce à la coopération régionale et la diplomatie sous l'administration Obama. En effet, sous l'administration précédente, les relations étaient assez tendues quant à la manière de gérer les négociations au sujet de l'abandon du programme militaire nord-coréen. Le changement de présidence à Séoul a permis d'adoucir les tensions américano-coréennes. L'administration Obama et le nouveau président Sud-coréen, Lee Myung-Bak, ont étroitement échangé et se sont coordonnés sur leur politiques étrangères. Les deux chefs d'États ont conjointement adopté une politique de « patience stratégique » à l'égard de la Corée du Nord (Leveau, 2013).

Le pays s'attachait beaucoup à l'approfondissement des relations avec la Corée du Sud. En considérant que la présidence précédente avait cherché à dénucléariser la péninsule, la question du nucléaire pour un usage civile était assez délicat. Le président Obama s'était entretenu avec la représentation sud-coréenne afin de mettre en place un renouvellement de l'accord de coopération sur le nucléaire civil, non sans de nombreux désaccord. De plus, les États-Unis avaient permis à la Corée du Sud de développer son arsenal

¹⁰ un noyau, l'État dominant qui dicte ses règles aux rayons, États moins puissants qui bénéficient de la puissance du noyau

balistique à partir de 2012. Les missiles balistiques avaient augmenté de portée passant de 300 à 800 km et avaient plus de charge passant de 500 à 1000 kg (*Ibidem*). Plus les missiles ont une grande portée et plus ils peuvent avoir de charges et inversement. Enfin, le traité de défense mutuelle était toujours actif. La Corée du Sud se trouvait sous le parapluie nucléaire américain et dissuadait la Corée du Nord d'attaquer le pays. Des réunions sur la question militaire s'étaient organisées à partir de 2009 ce qui eu pour objectif de renforcer l'alliance entre les deux parties au traité (Leveau, 2013).

Les États-Unis ont apporté de la nouveauté dans leurs engagements. En effet, il était déjà important pour le pays que la Corée du Sud prenne plus d'indépendance et de responsabilité quant aux politiques de sécurité et de défense. Séoul a redéfini les relations entretenues avec les américains en 2010 avec la *Strategic Alliance 2015* qui répondait au souhait sud-coréen de s'émanciper de la puissance américaine et qui avait déjà été prononcé en 2005 dans le *Defense Reform 2020*. Ce document prévoyait une indépendance complète des forces américaines. En 2015, l'armée américaine devait transférer une partie de sa puissance militaire vers d'autres base et la direction des opérations en période de conflit au sud-coréen (Struye de Swielande, 2012). La base américaine de Guam a pu recevoir une partie de ces puissances militaires en octobre 2016. Par exemple, les États-Unis avaient d'ores et déjà déployé des bombardiers B-2 et B-52, transporteurs d'armes nucléaires, des sous-marins avec quelques 90 ogives nucléaires. Cet arsenal a pu servir à continuer d'assurer la sécurité de la Corée du Sud comme lors du quatrième essai nucléaire nord-coréen. Un bombardier américain à survoler la frontière au nord de la Corée du Sud afin de montrer que la présence américaine est toujours à distance d'action en cas d'urgence (Kristensen & Norris, 2017).

Les liens bilatéraux se sont renforcés durant cette présidence et les États-Unis avaient lâché un peu de lest au Sud coréen afin de permettre à l'alliance de perdurer et de s'actualiser aux exigences des différentes parties.

2.2. LA RÉPONSE À LA MENACE GRANDISSANTE NORD-CORÉENNE

En 2009, alors que l'administration Obama se montrait plus avenant face à la Corée du Nord, le gouvernement nord-coréen n'a pas pris en compte ce changement et a procédé à de nouveaux essais de missiles et un essai nucléaire en mai. La Corée du Nord a montré par les actes son refus de démilitarisation (Bleiker, 2010). La Corée du Sud conjointement avec les États-Unis ont alors élaborer la « patience stratégique »¹¹. Cette politique visait à adoucir les relations avec le nord en maintenant la porte ouverte aux négociations avec eux afin d'en finir avec la question nucléaire. La Corée du Sud laisse la possibilité de négocier mais exigeait une position irréversible sur la dénucléarisation de la Corée du Nord (Leveau, 2013). Cependant, lors du G20 et des exercices militaires conjoints, les États-Unis et la Corée du Sud ont valorisé leur coopération aux yeux du monde et ont provoqué une réponse violente de la part de la Corée du Nord. Le 23 novembre 2010, la Corée du Nord a alors visé l'île sud-coréenne de Yeonpyong et a provoqué une escalade militaire avec la Corée du Sud et les États-Unis (Courmont, 2011). La « patience stratégique » a pris une nouvelle tournure et aura servi à riposter aux provocations nord-coréennes par des sanctions renforcées et des manœuvres militaires conjointes avec la Corée du Sud (Leveau, 2013). Les États-Unis ont donc œuvré à l'augmentation de l'arsenal militaire coréen pour pallier à la menace grandissante nord-coréenne (Farago, 2014). Les échanges changent entre les deux États par rapport à la présidence américaine précédente. Le deuxième mandat d'Obama n'ont fait qu'intensifier les frustrations de Washington souhaiterait se montrer plus agressif face à la Corée du Nord (Cumings, 2020).

En définitive, les différentes stratégies mises en place par l'administration Obama ; que ce soit le « pivot vers l'Asie » ou bien la « patience stratégique » des sud-coréens ; n'ont eu qu'un effet mineur sur le développement militaire nord-coréen (Cumings, 2020). La présidence suivant ne va pas non plus aller sur le terrain de la négociation pacifique et les relations vont continuer de se dégrader.

La politique du pivot n'a pas pu déployer ses pleines capacités à cause de certaines coupes budgétaires qui étaient nécessaires pour d'autres

¹¹ Qui entre dans l'application de la politique du pivot vers l'Asie

points de politiques intérieures (Sutter, Brown & Adamson, 2013). De plus cette politique peut être vu comme une provocation face à la Chine.

2.3. LE PARADOXE DE LA QUESTION CHINOISE

Depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, il y a ce désir de renforcer la présence américaine en Asie-Pacifique et de réaffirmer les partenariats avec les alliés traditionnels. La montée en puissance de la Chine va créer ce paradoxe américain qui souhaite développer ses partenariats avec la Chine tout en cherchant à limiter son expansion. Les États-Unis ont cherché à développer sa stratégie de « diplomatie intelligente »¹² avec la Chine sans succès. Les intérêts américains et chinois sont difficiles à concilier. De plus, Washington a maintenu des politiques de sécurité nationale qui incluent des limitations sur les échanges dans des secteurs stratégiques, en réponse à cette montée de la puissance chinoise. Ce qui traduit une approche prudente, visant à protéger les intérêts américains tout en tentant de gérer les relations avec Pékin. Obama cherche à la fois à maintenir les relations avec Pékin tout en limitant son influence à travers des mesures économiques contraignantes.

Pour conclure, le président Obama, à travers sa vision démocrate libérale, va changer les relation américano-sud-coréenne. L'administration va mettre en place une politique dite de « pivot vers l'Asie » et s'est montré plus interventionniste que la présidence précédente. Dans l'analyse réaliste néoclassique, le contexte asiatique a poussé les États-Unis, en quête d'extension de leur puissance, à s'implanter dans la région par l'intermédiaire d'alliances avec certains pays comme la Corée du Sud. Cette logique de *bangwagoning* s'est développé. Les États-Unis et la Corée du Sud bénéficiaient chacun d'avantages relatifs de cette alliance. Séoul était sécurisé par le parapluie nucléaire américain et Washington pouvait développer de son influence en Asie du Nord-Est. Cette politique a apporté de la stabilité pour les

¹² La diplomatie intelligente prône une approche équilibrée entre hard power (moyens militaires et économiques) et soft power (influence culturelle, valeurs, institutions). L'objectif est de combiner ces leviers de manière stratégique pour atteindre ses objectifs de politique étrangère. s'appuie sur le multilatéralisme et la construction de coalitions larges. Elle cherche à nouer des partenariats avec une grande diversité d'acteurs étatiques et non-étatiques (entreprises, ONG, société civile, etc.) ; recherche l'innovation et la cohérence des différents instruments de la politique étrangère.

alliés dans la région face à la montée en puissance de la Chine et de la menace nucléaire nord-coréenne. La politique de pivot va donc répondre à des problématiques systémiques et à des variables internes à la politique américaine. Ce « rééquilibrage » s'explique également par la spécificité de son leader politique : la manière dont Barack Obama prend des décisions, la perception qu'il a de la stabilité de la région et les éléments qu'il va favoriser pour mettre en place sa politique extérieure. L'opinion public a également joué un rôle dans l'orientation qu'a pris cette stratégie. Après l'interventionnisme militaire américain au Moyen Orient, une approche plus diplomatique était à favoriser pour rassurer le grand public. Les institutions américaines étaient également de cet avis.

La politique extérieure américaine en Corée du Sud connaît des variations à travers le changement de présidence, la perception du chef d'État des éléments de l'actualité, de son orientation politique mais également à travers de nombreuses variables internes. L'État n'est pas un organisme rationnel. Les différents organes qui le constituent ainsi que le grand public, vont influencer l'orientation que prend le pays dans sa politique extérieure. À chaque présidence, cette dernière prendra un virage différent tout en gardant, éventuellement, certaines mesures de la présidence précédente qui semblait pertinentes aux yeux du nouveau dirigeant. Toutefois, il arrive qu'il y ait des fractures entre la politique extérieure d'un président à un autre. C'est ce dont il est question entre la présidence Obama et la présidence Trump.

Chapitre 3. La présidence de Donald Trump

L'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis va chambouler les relations internationales en Asie du Nord-Est. En effet, il a rompu avec la position de l'ancien président Obama qui avait fondé la majorité de sa politique extérieure sur ses relations avec les pays d'Asie. Le président Donald Trump avait une vision plus protectionniste de sa politique extérieure et des intérêts nationaux. Cela se traduisait par une remise en cause d'une armée américaine postée en Corée du Sud et du financement de celle-ci. Donald Trump a poursuivi la dégradation des relations avec la Corée du Nord qui avait commencé à décroître à la fin du second mandat de Barack Obama. Il est

important d'analyser les variables systémiques comme la menace nord-coréenne ou bien la puissance montante chinoise, ainsi que les variables internes qui démontre des changements de manière de gouverner et de politique étrangère sous la présidence de Donald Trump, sous un angle réaliste néoclassique.

Section 1. La variable systémique : la compétition des grandes puissances et les menaces internationales

Entre 2017 et 2021, les relations internationales ont été marquées par une compétition accrue entre les grandes puissances, en particulier entre les États-Unis et la Chine. Cette période a été caractérisée par des tensions commerciales, des rivalités géopolitiques et des efforts de chaque camp pour renforcer son influence sur la scène mondiale. Dans ce contexte, la question de la Corée du Nord et de son programme nucléaire est restée une source d'inquiétude majeure, nécessitant la mobilisation de la communauté internationale et des principaux acteurs régionaux comme la Chine.

I. La Corée du Nord, une menace grandissante

Depuis l'arrivée de Trump au pouvoir, les relations entre les États-Unis et la Corée du Nord ont connu des changements majeurs. Dès 2017, Trump a adopté une approche agressive face à une Corée du Nord multipliant les essais nucléaires et balistiques, y compris des missiles intercontinentaux capables de frapper les États-Unis. En réponse, Trump a menacé Pyongyang de "feu et de fureur", tandis que les sanctions internationales contre le régime de Kim Jong-un se renforçaient pour limiter son programme nucléaire (Godement, 2018). En 2018, un tournant diplomatique a eu lieu avec une série de sommets entre Trump et Kim Jong-un, débutant par leur rencontre historique à Singapour, suivie de sommets à Hanoï et à la frontière intercoréenne en 2019 (Levivier, 2022). Ces discussions ont fait naître l'espoir d'une dénucléarisation progressive, mais les résultats concrets sont restés limités. La Corée du Nord a suspendu ses essais de missiles longue portée, mais n'a fait aucun compromis majeur sur son arsenal nucléaire, continuant de développer ses capacités

militaires, notamment à courte portée. Le sommet de Hanoï a échoué à obtenir un accord sur la levée des sanctions et la dénucléarisation. Pyongyang a joué sur la diplomatie personnelle de Trump pour obtenir des concessions tout en conservant son programme nucléaire, gagnant du temps dans les pourparlers (Dubois Prisque & Heurtebise, 2016).

Entre 2017 et 2021, la menace nord-coréenne est restée une source d'inquiétude internationale, malgré les efforts diplomatiques. Les sanctions économiques ont eu un impact limité sur la résilience du régime, qui a continué à développer son arsenal. La pandémie de COVID-19 a exacerbé les difficultés économiques en raison de la fermeture des frontières, tout en renforçant le contrôle interne du régime. En résumé, cette période a alterné entre tentatives de dialogue inédites et tensions persistantes, sans résoudre la question de la dénucléarisation (*Ibidem*).

Après avoir examiné la situation en Corée du Nord au cours de ces dernières années, il est essentiel de se tourner vers le rôle et les actions de la Chine, principal allié et partenaire économique de Pyongyang. En effet, la Chine a été un acteur clé dans la gestion de la crise nord-coréenne, cherchant à la fois à condamner les provocations nucléaires et balistiques de son voisin tout en préservant la stabilité régionale et ses propres intérêts stratégiques.

Durant cette période, la Chine a dû naviguer entre plusieurs impératifs contradictoires. D'un côté, elle a subi les pressions de la communauté internationale, notamment des États-Unis, pour exercer une plus grande influence sur la Corée du Nord et l'amener à renoncer à son programme nucléaire. De l'autre, Pékin a cherché à maintenir son soutien traditionnel à Pyongyang, de peur qu'un effondrement du régime ne crée un afflux de réfugiés sur son territoire et ne permette un renforcement de la présence américaine dans la région. Cette position d'équilibriste a conduit la Chine à adopter une approche prudente, combinant condamnations publiques des essais nord-coréens et refus de sanctions trop sévères pouvant déstabiliser le régime. Parallèlement, Pékin a cherché à renforcer ses liens diplomatiques et économiques avec la Corée du Nord, accueillant en 2019 une visite du dirigeant Kim Jong Un et saluant "un nouveau chapitre" dans leurs relations bilatérales.

II. La montée en puissance de la Chine, rythmé par les pressions économiques américaines

Entre 2017 et 2021, la politique extérieure de la Chine a été largement façonnée par les tensions croissantes avec les États-Unis, surtout sous l'administration de Donald Trump. Cette période s'est caractérisée par des guerres commerciales, des rivalités géopolitiques accrues et une stratégie chinoise visant à renforcer sa position internationale face à la pression américaine.

L'un des aspects clés de cette période a été la guerre commerciale entre les deux puissances, où la Chine et les États-Unis se sont engagés dans une escalade tarifaire. Donald Trump, cherchant à réduire le déficit commercial américain et à protéger ses industries nationales, a imposé de lourds droits de douane sur les produits chinois. La Chine a répliqué avec des mesures similaires contre les importations américaines, ce qui a exacerbé les tensions commerciales entre les deux pays (Allard, 2019). En janvier 2020, l'accord commercial de « Phase 1 » a tenté de désamorcer le conflit, mais il a aussi mis en lumière les limites de la coopération entre ces deux économies. Cet accord a permis un ralentissement temporaire de la guerre commerciale, sans toutefois résoudre les problèmes structurels sous-jacents dans les relations sino-américaines (Velut, 2021).

En parallèle, la Chine a adopté une diplomatie proactive pour contrer l'influence des États-Unis et renforcer sa propre position sur la scène mondiale. Cela s'est manifesté par des initiatives stratégiques telles que la BRI. Ce projet a permis à la Chine de s'affirmer comme un *leader* mondial dans le développement économique et l'innovation, tout en consolidant ses liens avec des régions stratégiques, dans un contexte où Washington cherchait à limiter l'ascension de Pékin (Jean, 2019).

En outre, la Chine a renforcé ses relations avec d'autres puissances, cherchant à diversifier ses alliances au-delà des États-Unis. Par exemple, elle a renforcé ses partenariats stratégiques avec la Russie et développé ses relations économiques avec les nations européennes (Saint-Étienne, 2018). La Chine s'est également rapprochée de l'Inde malgré certaines rivalités régionales, ce qui témoigne de sa volonté de réduire sa dépendance envers les

États-Unis tout en cherchant de nouveaux partenaires pour soutenir son développement économique et militaire (Duchâtel, 2018).

Alors que nous avons analysé la montée en puissance de la Chine et son approche proactive sur la scène internationale entre 2017 et 2021, il est crucial de considérer cette dynamique dans le cadre d'une comparaison plus large avec la puissance relative des États-Unis. D'un point de vue réaliste néoclassique, cette période a été marquée par une compétition accrue entre ces deux grandes puissances, chacune cherchant à affirmer son influence tout en naviguant dans un environnement international complexe.

III. La mise en comparaison des politiques extérieure chinoise et américaine

Entre 2017 et 2021, les États-Unis et la Chine ont engagé des stratégies géopolitiques concurrentes, notamment à travers la vente d'armes, des exercices militaires conjoints, et des alliances régionales. Durant cette période, les États-Unis sont restés le premier exportateur mondial d'armes, avec 39% des exportations globales (Maulny & Schnitzler, 2020). Les principaux clients de Washington incluaient des pays comme l'Arabie Saoudite, l'Égypte et l'Australie. Entre 2017 et 2021, les ventes d'armes américaines ont augmenté de 14%, renforçant ainsi la position dominante des États-Unis sur le marché mondial des armements. De son côté, la Chine a renforcé son rôle en tant que cinquième exportateur mondial d'armes, avec une part de 5,2% en 2021. Pékin a principalement fourni des armes au Pakistan, à la Birmanie et à l'Algérie, ses exportations ayant augmenté de 7% au cours de cette même période (Saillofest, 2022).

Cette rivalité entre les deux puissances s'est également manifestée par des exercices militaires conjoints avec leurs alliés respectifs. Les États-Unis ont régulièrement mené des exercices avec la Corée du Sud ou avec d'autres pays, malgré les tensions qui peuvent exister entre eux et la Chine. Par exemple, en 2021, l'US Navy a effectué 13 transits dans le détroit de Taïwan, une démonstration de soutien à Taïpei dans un contexte de tensions croissantes avec Pékin. En réponse, la Chine a multiplié les exercices conjoints

avec la Russie et les États d'Asie centrale au sein de l'Organisation de Coopération de Shanghai (Tierny, 2022).

Sur le plan de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, les deux pays ont joué des rôles divergents. Les États-Unis ont maintenu environ 28 500 soldats stationnés en Corée du Sud et ont assuré à Séoul une garantie nucléaire en cas de menace (Hémez, 2017). Washington a également continué à mener des exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud en dépit des objections de Pyongyang et de Pékin. En revanche, la Chine est restée le principal soutien économique de la Corée du Nord, représentant 90% de son commerce extérieur en 2021. Tout en appelant à la retenue et au dialogue pour résoudre la crise nucléaire, Pékin s'est opposé aux sanctions unilatérales imposées par Washington (Biard, 2023).

Dans cette période de concurrence stratégique intense, les relations sino-américaines se sont cristallisées autour de l'expansion des ventes d'armes, des alliances militaires et des divergences sur des questions critiques comme la péninsule coréenne. Les actions de ces deux puissances ont illustré une dynamique conforme aux prévisions du réalisme néoclassique, qui souligne l'influence des variables systémiques sur les comportements des États dans l'arène internationale.

Ainsi, l'interaction entre la montée en puissance de la Chine et les réponses américaines souligne les tensions inhérentes à la rivalité entre ces deux puissances, illustrant les principes du réalisme néoclassique qui mettent l'accent sur la compétition pour le pouvoir et la sécurité dans un système international anarchique. Cette dynamique complexe mérite d'être examinée de plus près pour comprendre comment elle façonne les relations internationales contemporaines et les perspectives d'avenir pour l'ordre mondial.

Section 2. Variable intermédiaire : le *leadership* de Donald Trump

L'analyse du style de leadership du dirigeant politique est une variable interne indispensable à la compréhension de la perception du leader pour les réalistes néoclassiques. Elle va nous permettre d'en apprendre plus sur les

priorités de la présidence, l'idéologie mise en avant ou encore comment pense le dirigeant.

La manière de gouverner du président Trump a été analysé par Pollack, en 2017. Il décrit Donald Trump dans les moindres détails. Tout d'abord, il est un républicain nationaliste. Ce qui signifie qu'il mettait l'accent sur sa politique intérieure « *America first* » (Pollack, 2017). Il affichait clairement son souhait de rendre aux États-Unis sa gloire passée : « *make America great again* » (Pollack, 2017). Il favorisait les intérêts américains par rapport aux engagements avec les alliés traditionnels. Donald Trump est caractérisé par son imprévisibilité en politique étrangère et favorisait une approche transactionnelle dans sa manière de gouverner. Ensuite, il s'agit d'un président qui souhaitait privilégier les résultats immédiats plutôt que des avantages stratégiques de long terme. En ce sens, le président Trump avait privilégié les échanges directs, comme pour sa politique de pression maximale ou à travers un marché de l'armement avec la Corée du Sud, et des négociations plus bilatérales plutôt que des accords multilatéraux. Il favorisait les concessions et les bénéfices directs et des échanges très personnels plutôt que de la diplomatie traditionnelle. De plus, il était très calculateur lorsqu'il fallait évaluer les coûts-bénéfices principalement économiques des alliances où les États-Unis avaient des engagements avant son arrivée au pouvoir. Il était prêt à remettre en question un engagement préexistant ou le renégocier afin que celui-ci soit plus dans les intérêts américains. C'est avec ces éléments qu'il est possible de qualifier le *leadership* de Donald Trump de transactionnel. Il est aisé de constater cette fracture entre les deux présidences qui changent drastiquement de politique extérieure ou même d'éléments à valoriser dans l'intérêt national. Ces éléments sont mis en lumière par le réalisme néoclassique. Sans cette approche, il serait compliqué de comprendre les changements soudains effectués par les États-Unis alors que les externalités ne pouvaient permettre de prévoir ces éléments. Malgré son protectionnisme, le président Trump s'est tout de même tourné vers l'Asie dans la politique de « pression maximale » envers la Chine et la Corée du Nord. Il menaçait la Chine de mettre des tarifs douaniers élevés sur les importations chinoises tout en essayant de négocier avec eux pour empêcher la Corée du Nord d'obtenir de missile balistique intercontinental et d'abandonner plus globalement son programme d'armement (ATS, 2017). Lorsque la nation américaine se sent menacé, Donald Trump prend des mesures très agressives

d'où le terme « pression maximale ». Il lançait des ultimatum à son homologue nord-coréen pour le forcer à abandonner le nucléaire. En effet, lors de son discours à l'assemblée générale des Nations Unis en septembre 2017, il annoncé ceci : « L'heure est venue pour la Corée du Nord de comprendre que la dénucléarisation constitue son seul avenir acceptable » (TF1info, 2017). Cette politique sera d'ailleurs la plus centrale de l'action américaine en Asie.

Face à l'inefficacité de cette approche, notamment avec la Corée du Nord qui a poursuivi ses ambitions nucléaires malgré les pressions, Trump a rapidement changé de cap. Il a adopté une approche plus diplomatique, cherchant à instaurer un dialogue direct avec Kim Jong-un à travers des sommets historiques, tout en assouplissant ses menaces économiques vis-à-vis de la Chine. Ainsi, la présidence de Trump s'est illustrée par sa capacité à passer d'une posture de confrontation à une tentative de dialogue direct lorsque les stratégies initiales échouaient, notamment en Asie, où l'impact de la « pression maximale » s'est avéré limité.

L'analyse du *leadership* de Trump nous permet de comprendre comment il prend une décision politique. Cette dynamique peut être analysée à travers le prisme du réalisme néoclassique, qui souligne l'importance des facteurs psychologiques dans la prise de décision politique. Ainsi, l'interaction entre ses traits de personnalité et les variables internes du réalisme néoclassique offre une compréhension plus nuancée de son impact sur la politique étrangère des États-Unis et sur le système international dans son ensemble.

Section 3. Les variables internes, cœur du champ décisionnel

Dans le cadre du réalisme néoclassique, les variables internes jouent un rôle fondamental dans la compréhension des comportements des États sur la scène internationale. Parmi ces variables, l'opinion publique, les institutions étatiques et la culture stratégique d'un *leader* se distinguent par leur capacité à influencer la formulation et l'exécution de la politique étrangère. L'opinion publique reflète les préoccupations et les priorités des citoyens, exerçant une pression sur les décideurs pour qu'ils adoptent des positions conformes aux attentes populaires. Les institutions étatiques, quant à elles, apportent une

structure et une continuité aux décisions politiques, tout en étant sensibles aux dynamiques électorales et aux changements d'administration. Enfin, la culture stratégique, façonnée par la personnalité et les expériences d'un leader, détermine souvent la manière dont les États perçoivent les menaces et les opportunités sur la scène mondiale. Ensemble, ces éléments internes interagissent pour façonner les réponses des États face aux défis internationaux, illustrant ainsi la complexité de la politique étrangère dans un monde en constante évolution.

I. L'Influence de l'opinion publique sur les politiques américaines

L'opinion publique américaine était divisée sur la politique étrangère de Trump, notamment sur les ventes d'armes et les exercices militaires. Ses partisans voyaient les ventes à la Corée du Sud comme un moyen de renforcer les alliances et d'assurer la stabilité dans des régions instables. Cependant, d'autres, notamment des défenseurs des droits de l'Homme, critiquaient ces transactions, les accusant d'alimenter le dilemme de sécurité dans la région. Les exercices militaires conjoints avec Séoul bénéficiaient d'un soutien global, étant considérés comme essentiels pour dissuader des menaces de Pyongyang. Mais certaines personnes craignaient qu'ils n'exacerbent les tensions avec la Chine, compromettant la paix internationale (Devaux, 2021).

L'opinion publique américaine joue un rôle crucial dans la formulation et l'implémentation de la politique étrangère, influençant les décisions des institutions étatiques, notamment en ce qui concerne les ventes d'armes, les exercices militaires conjoints et les relations avec des alliés comme la Corée du Sud. Alors que les institutions, telles que le Congrès et le Département d'État, prennent des décisions basées sur des considérations stratégiques et des alliances, elles doivent également tenir compte des sentiments et des préoccupations du public américain.

II. Le rôle des institutions étatiques dans la formulation des politiques américaines

L'administration Trump, la politique des États-Unis vis-à-vis de la Corée du Sud et de la péninsule coréenne a été marquée par une approche proactive, alternant entre coopération renforcée avec Séoul et pressions envers Pyongyang, dans le cadre d'une stratégie globale visant à assurer la sécurité régionale face à la menace nord-coréenne.

Sur le plan des ventes d'armes, les États-Unis ont poursuivi leur politique d'armement de la Corée du Sud, considérant ces transactions comme essentielles pour renforcer les capacités défensives de leur allié. En 2018, un contrat de vente d'armements d'une valeur de 2,6 milliards de dollars a été approuvé par le Congrès, incluant notamment des systèmes de défense anti-aérienne THAAD, conçus pour intercepter les missiles balistiques nord-coréens. Ces ventes, soutenues par une majorité d'élus, étaient perçues non seulement comme une façon de sécuriser la région, mais aussi de solidifier l'alliance américano-sud-coréenne dans un contexte de menace persistante de Pyongyang. Ce partenariat stratégique a consolidé l'ancrage des États-Unis en Asie de l'Est, tout en renforçant les infrastructures militaires sud-coréennes (Fontanel & Guilhaudis, 2017).

Les exercices militaires conjoints ont aussi été un point central de cette politique. Des manœuvres régulières, telles que "*Foal Eagle*" et "*Key Resolve*", ont été organisées pour maintenir la préparation opérationnelle des troupes américaines et sud-coréennes (Chung, 2017). Toutefois, ces exercices ont été temporairement réduits en taille et en fréquence à partir de 2018, en réponse aux initiatives diplomatiques avec la Corée du Nord. Ce geste faisait partie d'une stratégie visant à encourager des pourparlers sur la dénucléarisation. Mais à mesure que Pyongyang poursuivait ses provocations, les exercices militaires ont été relancés en 2020 et 2021, reflétant un besoin de dissuasion constante. Ils demeuraient cruciaux pour démontrer la capacité des forces américaines et sud-coréennes à répondre à toute menace nord-coréenne (Courmont, 2020).

La question du partage des coûts de défense a été une source de tension entre Washington et Séoul. Le président Trump a exigé que la Corée du Sud augmente considérablement sa contribution financière pour l'entretien des troupes américaines stationnées sur son territoire. En 2019, après des négociations difficiles, la Corée du Sud a accepté d'augmenter sa contribution à environ 1,03 milliard de dollars, marquant une hausse de 8,2 % par rapport à

l'année précédente. Cette démarche a été vue par certains comme un acte de pression excessive sur un allié clé, tandis que d'autres y voyaient une correction nécessaire pour assurer un partage des responsabilités plus équilibré entre les deux nations. Cette dynamique illustre les efforts de l'administration Trump pour redéfinir les relations de défense sur des bases plus transactionnelles (Vilboux, s. d.).

Sur le front de la dénucléarisation, les États-Unis ont maintenu une position inflexible, exigeant le désarmement total et vérifiable de la Corée du Nord. L'administration Trump a oscillé entre menaces et initiatives diplomatiques, organisant deux sommets avec Kim Jong-un en 2018 et 2019. Bien que ces sommets aient créé des moments d'espoir en faveur d'une percée diplomatique, ils n'ont pas abouti à des résultats concrets en termes de dénucléarisation. La stratégie américaine s'est alors recentrée sur l'imposition de sanctions économiques sévères contre Pyongyang, tout en appelant à une pression internationale accrue. La Chine, principal allié de la Corée du Nord, a joué un rôle crucial dans cette équation, représentant environ 90 % du commerce extérieur nord-coréen en 2021. Toutefois, malgré l'escalade des sanctions et des pressions diplomatiques, le régime nord-coréen a persisté dans sa volonté de maintenir et de développer son programme nucléaire (Hémez, 2022).

Les décisions des institutions étatiques américaines concernant la vente d'armes, les exercices militaires conjoints et la question de la dénucléarisation de la péninsule coréenne ont été façonnées par un mélange complexe de considérations stratégiques, d'alliances traditionnelles et de pressions politiques. Cependant, pour comprendre pleinement la politique étrangère de cette période, il est essentiel de considérer l'influence de la culture stratégique sous l'administration Trump.

III. La culture stratégique américaine sous le président Trump

La culture stratégique durant cette période est rythmée par du protectionnisme exacerbé. Sous l'administration Trump, l'approche « *America First* » a mis l'accent sur une vision isolationniste et transactionnelle des

relations internationales, privilégiant les intérêts américains à court terme plutôt que le maintien d'un ordre mondial libéral. Le scepticisme de Trump envers les alliances traditionnelles, telles que l'OTAN, a conduit à des demandes de contributions financières plus élevées de la part des alliés, avec des menaces fréquentes de retrait du soutien américain en cas de non-conformité. Il a également favorisé une diplomatie plus personnalisée, privilégiant les relations directes avec des leaders comme Kim Jong-un, plutôt que de s'appuyer sur des canaux diplomatiques établis. Un autre élément clé de sa stratégie a été l'usage intensif de la pression économique, à travers les sanctions et les tarifs douaniers, notamment dans ses relations avec la Chine et l'Iran. Ce rejet du multilatéralisme a aussi marqué son mandat, illustré par le retrait des États-Unis d'accords internationaux majeurs, tels que l'Accord de Paris sur le climat et l'accord nucléaire iranien, au profit de solutions bilatérales. Enfin, Trump a insisté sur la souveraineté nationale, critiquant régulièrement les institutions internationales telles que l'ONU, jugées intrusives. Il a également adopté une posture plus agressive envers la Chine, qu'il considérait comme un rival stratégique de long terme, accentuant ainsi les tensions géopolitiques mondiales (Arès & Bernard, 2021 ; Belin, 2017).

Pour saisir pleinement la dynamique des relations sino-américaines entre 2017 et 2021, il faut considérer comment les variables internes de chaque pays ont interagi avec des facteurs externes tels que la montée en puissance de la Chine, les tensions en mer de Chine méridionale, ou encore la crise nucléaire nord-coréenne. C'est dans ce mélange complexe de variables internes et externes que se sont forgées les décisions en matière de ventes d'armes, d'exercices militaires conjoints, et d'approches diplomatiques vis-à-vis de la péninsule coréenne.

Section 4. La synergie des variables

La politique étrangère des États-Unis sous l'administration Trump a été façonnée par l'interaction entre les variables systémiques, intermédiaires et internes, dans un contexte de rivalité croissante entre grandes puissances, notamment avec la Chine. La menace nucléaire de la Corée du Nord a

exacerbé les tensions dans la péninsule coréenne, créant un besoin de réponses sécuritaires des États-Unis et de leurs alliés.

La variable systémique, en l'occurrence la compétition géopolitique avec Pékin et la menace posée par Pyongyang, a engendré une demande de réajustement stratégique. Cela a conduit à une politique américaine plus agressive, avec un accent sur la sécurité régionale. Cependant, cette politique a été fortement influencée par la variable intermédiaire, à savoir le style de *leadership* transactionnel de Trump, qui privilégiait des résultats immédiats et une approche basée sur les intérêts américains avant tout. Il a exercé une pression maximale sur la Corée du Nord tout en exigeant de la Corée du Sud une contribution accrue à sa propre défense, à travers des ventes d'armes et des négociations sur les coûts de stationnement des troupes américaines.

Les institutions américaines ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre de cette politique, représentant la variable interne qui a stabilisé les initiatives de Trump. Par exemple, le Congrès a soutenu les ventes d'armes à la Corée du Sud, voyant ces transactions comme essentielles pour la sécurité régionale. Parallèlement, l'opinion publique, influencée par la perception des menaces, a soutenu une présence militaire robuste en Corée du Sud ainsi que des exercices militaires conjoints, perçus comme nécessaires pour maintenir une dissuasion contre la Corée du Nord. Ensemble, ces variables ont conduit à une politique extérieure marquée par une combinaison de diplomatie et de pression militaire dans la péninsule coréenne.

Les variables systémiques, intermédiaires, et internes se sont combinées pour produire une politique extérieure américaine spécifique envers la Corée du Sud. La rivalité sino-américaine (variable systémique) a créé une demande pour une présence militaire américaine renforcée dans la région. Le *leadership* de Trump (variable intermédiaire) a modulé cette réponse par une approche transactionnelle, focalisée sur des gains immédiats et tangibles, comme les ventes d'armes et la pression diplomatique. Enfin, les institutions étatiques et l'opinion publique (variables internes) ont structuré et légitimé ces choix, en assurant la continuité et l'exécution des politiques décidées par l'administration Trump. Ces variables ont donné lieu à la politique extérieure de Donald Trump qui n'a cessé de muter en s'adaptant à la réalité du terrain et

aux réactions des destinataires de cette politique et également à celle de ces alliés.

II. Les effets de la politique trumpienne

Le contexte et l'actualité sont des critères très importants chez les réalistes. Malgré le fait que cette variable systémique ne soit pas la plus centrale et qu'elle ne permette pas d'expliquer pourquoi une politique a été mise en place seule elle offre une compréhension de l'environnement dans lequel se trouve le dirigeant au moment où il prend ses décisions.

Le président Trump, dans sa quête d'avantage maximum pour son pays, se questionnait sur le retrait d'une partie des troupes en Corée du Sud pourrait être à double tranchant. La réduction des troupes pourrait être un atout dans les négociations et montrer la bonne foi américaine dans une démarche de diminution des tensions au sein de la péninsule. Cependant, cela soulève de nombreuses inquiétudes au niveau de Pentagone quand au maintien des relations américano-coréenne et avec celles du Japon. En effet, cela peut-être perçu comme un désengagement des américains en Asie (Landler, 2018). Le président Trump a assuré que la question nord-coréenne était une priorité et qu'il serait prêt à négocier personnellement avec Kim Jong-Un tout en augmentant la pression économique sur la Chine afin que celle-ci se positionne contre la Corée du Nord (Davenport, 2016). C'est ainsi qu'il a mis en place sa politique de « pression maximale ».

2.1. LA MISE EN PLACE DE LA POLITIQUES DE « PRESSION MAXIMALE »

Pour mettre en place cette « pression maximale » les troupes sud-coréennes devaient être prêtes à tout moment en cas d'agression provenant leur voisin du nord. À cette fin, des exercices aériens et en mer ont eu lieu. La Corée du Sud a pratiqué ces exercices à l'aide de munitions américaines et sa propre flotte de guerre. Il fallait démontrer les capacités militaires conjointes pour renforcer la dissuasion contre la Corée du Nord et rassurer les alliés (ATS, 2017). Il y a eu un exercice militaire majeur comportant trois porte-avions américains : l'USS Ronald Reagan, l'USS Nimitz et l'USS Theodore Roosevelt (*Ibidem*).

Ces exercices se sont multipliés et ont donné lieu à une montée de l'agressivité entre la Corée du Nord et les États-Unis. Cette politique a rapidement montré ses limites et un changement de cap paraissait nécessaire.

2.2. LA DÉGRADATION DES RELATIONS AMÉRICANO-SUD-CORÉENNES

L'administration Trump a radicalement changé de position par rapport à l'administration précédente. La Corée du Sud et les États-Unis ne sont pas forcément d'accord sur la manière de gérer diplomatiquement la Corée du Nord. Le président a remis en cause la rentabilité du maintien de l'armée américaine en Corée du Sud au regard de leur service pour protéger la Corée du Sud. En effet, l'armée est composée d'environ 28 500 soldats et aide principalement le Japon. Le président Trump souligne que la présence américaine ne suffit pas à décourager les essais nucléaires nord-coréens et qu'une diminution des effectifs est envisageable. Ce retrait de troupes a de nombreux avantages pour Donald Trump : il y aurait des économies budgétaires dans le secteur de la défense et un poids politique sur les négociations avec Pyongyang et sur sa base électorale (Landler, 2018). Cependant qu'en est-il de la pérennité de l'alliance historique sud-coréenne ? Le président américain avait pourtant réaffirmé son soutien inconditionnel à Park Geun-Hye, présidente sud-coréenne, le lendemain de son élection. Le pays allait se montrer « inébranlable et fort » dans leur alliance sécuritaire (Davenport, 2016). Cependant, l'administration Trump a souhaité renégocier l'accord signé avec le pays et partager les coûts de maintien des troupes. La Corée du Sud n'a pas accepté les demandes américaines de prendre en charge l'entièreté des coûts, estimé à environ 800 millions de dollars par an. Ces discussions ont créé des tensions entre les deux États (Landler, 2018). Les deux exigences américaines pèsent sur Séoul. L'alliance bilatérale représente un élément essentiel de leur sécurité face à la menace nord-coréenne mais il n'est pas envisageable d'en payer l'entièreté des frais.

Finalement, Donald Trump n'est pas allé au bout de son souhait de retirer massivement des troupes (Davenport, 2016). L'administration Trump a peu à peu réduit les effectifs militaires et a suspendu certains exercices conjoints. Il a rompu les engagements de la présidence précédente et a déclaré que la « patience stratégique » était un échec. Les tentatives de

démantèlement du programme nucléaire nord-coréen ont été infructueuses. Il a préféré mettre en place une politique de « pression maximale » sur la Corée du Nord (Easley & Bondaz, 2017). C'est une stratégie qui utiliserait l'incertitude pour empêcher le développement des missiles nucléaires nord-coréens tout en augmentant la pression sur la Chine pour qu'elle cède et se désolidarise de la Corée du Nord. C'est ainsi que Donald Trump a développé cette nouvelle stratégie afin de se positionner de manière plus agressive et imprévisible. Cette politique crée un climat où les acteurs internationaux doivent rester alertes car ils ne peuvent pas connaître les actions américaines à l'avance (Easley, 2017 & Landler, 2018).

La Corée du Sud et les États-Unis ont fait face à des disparités qui ont dégradé leurs relations. Cette politique n'était pas en accord avec le souhait sud-coréen de faire pression sur la Corée du Nord et de les pousser à négocier avec eux pour en terminer avec l'escalade nucléaire. Mais est-ce que cette nouvelle politique de pression a fini par fonctionner ?

2.2. UN RENOUVEAU DANS LA RELATION BILATÉRALE

L'année 2018 fut une année de renouveau dans les relations nord-coréenne et sud-coréenne avec les États-Unis. L'élection de Moon Jae-In a signé le début d'une politique d'ouverture de la Corée du Sud qui s'est montré beaucoup moins hostile à échanger avec le Nord. Ce fut une période de détente avec un sommet intercoréen où Donald Trump a été invité malgré les tensions antérieures afin de discuter une nouvelle fois de dénucléarisation de la péninsule (Guilhaudis, 2019). Le dirigeant Kim Jong-Un a participé à de nombreux sommets bilatéraux, tranchant avec son image agressive et imprévisible (Luthringer, 2019). Le président Trump a tenté d'établir un dialogue direct avec le dirigeant nord-coréen, organisant notamment deux sommets historiques à Singapour, en 2018 et à Hanoï en 2019. Cependant, ces négociations se sont avérées infructueuses, la Corée du Nord refusant de renoncer à son arsenal nucléaire en échange d'un allègement des sanctions (Hémez, 2022).

Malgré ces tensions avec la Corée du Nord, Trump a cherché à maintenir les alliances stratégiques des États-Unis en Asie, notamment avec la

Corée du Sud. Il a ainsi réaffirmé son soutien à la sécurité de son allié sud-coréen face à la menace nord-coréenne (Guilhaudis, 2019). Cependant, les résultats concrets de sa politique envers la péninsule coréenne sont restés mitigés. Ce mandat a été marqué par l'imprévisibilité du président Trump qui a bouleversé les dynamiques avec la Corée du Sud. La présidence suivante va tenter de résoudre ses alliances en prenant en compte les nouvelles demandes de ses alliés.

Nous constatons que la présidence de Trump a tranché avec les évolutions apportées par la présidence précédente. La mobilisation de la théorie du réalisme néoclassique a permis l'interprétation de la politique de « pression maximale » de Donald Trump comme une réponse très centrée sur les intérêts propres américains. La Corée du Nord se montrant de plus en plus agressive et la Chine gagnait en puissance, les États-Unis ont cherché à imposer leurs conditions à travers, d'une part, une pression militaire avec la multiplication des exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud et d'autre part, une pression économique sur la Chine. Le président Trump a mis l'accent sur la puissance américaine comme priorités et a cherché à évincer tous ceux qui se mettaient en travers de sa route. La menace était telle que la Corée du Nord risquait de pouvoir toucher les côtes américaines avec le développement de missiles intercontinentaux. Seules les alliances assurant le profit maximum américain ont perduré. Les États-Unis ont même souhaité que la Corée du Sud paye une part plus grande dans le maintien de forces armées américaines sur leur sol. Le président Trump est un républicain nationaliste pouvant être qualifié d'imprévisible et de transactionnel dans sa manière de faire de la politique.

Le réalisme néoclassique permet de démontrer, à travers la présidence de Donald Trump, les changements significatifs de direction pris par Washington par rapport à la présidence précédente. Un nouveau gouvernement peut créer un revirement dans sa politique extérieure et agir bien différemment de la précédente. Le dirigeant politique, les institutions d'États, l'opinion publique influent sur la politique extérieure d'un État. Un nouveau changement de cap dans la politique extérieure est constaté avec la présidence suivante.

Chapitre 4. La présidence de Joe Biden

Le président Joe Biden, élu en 2021, était le vice-président de Barack Obama. Il est démocrate et va entrer dans le schéma de pensée de la présidence Obama. Il va opter pour un retour des relations fortes avec son allié historique sud-coréen et le soutenir dans ses choix de défense nationale. Cependant, il est important de prendre en compte les changements ayant été effectué par la présidence précédente qui a laissé des sujets sensibles à l'ordre du jour. Joe Biden a donc trois grands enjeux dans sa politique étrangère en Asie : restaurer ses alliances, gérer les relations avec la Chine et tenter de se rapprocher de la Corée du Nord (Pollack, 2020). Il les développera tout au long de son quadriennat. Les réalistes néoclassiques vont analyser l'environnement en prenant en compte des variables externes, systémiques et des variables internes telles que la personnalité du dirigeants, sa perception de son environnement, l'opinion publique et le poids des institutions internes pour constituer la politique extérieure du pays.

Section 1. La variable systémique, source de la politique extérieure

La structure du système international et la distribution relative des capacités matérielles entre les États sont des facteurs cruciaux qui influencent le comportement des acteurs sur la scène mondiale. Dans cette perspective réaliste néoclassique, examinons comment la Corée du Nord, la Chine et la comparaison entre la Chine et les États-Unis s'inscrivent dans cette dynamique systémique.

I. La Corée du Nord ou la « diplomatie du missile »

Depuis 2021, la politique étrangère de la Corée du Nord a été marquée par une intensification de ses capacités militaires et un renforcement de ses relations stratégiques, malgré des défis internes et externes persistants. Sous la direction de Kim Jong-un, le régime a effectué un nombre record de 82 missiles tirés en 2022 et 41 en 2023, y compris des missiles balistiques intercontinentaux (ICBM) capables d'atteindre les États-Unis, affirmant ainsi sa

stratégie de dissuasion face aux États-Unis et à la Corée du Sud (Geoffroy & Breteau, 2024). Ces lancements de missiles visent à démontrer la puissance militaire de Pyongyang et à renforcer la légitimité interne du régime malgré une économie en difficulté.

À l'international, la Corée du Nord a renforcé ses liens avec la Russie, avec des échanges d'équipements militaires et des munitions en 2023, et a rencontré Vladimir Poutine en septembre 2023 pour consolider cette coopération. Ces échanges permettent à Pyongyang de contourner les sanctions internationales (Courmont, 2024). Parallèlement, les relations avec la Chine, qui représente environ 90 % du commerce extérieur nord-coréen, demeurent essentielles. Malgré des tensions liées aux préoccupations chinoises sur la prolifération nucléaire, la Chine reste un acteur clé pour la survie économique du régime nord-coréen (Courrier international, 2023).

En interne, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les crises économiques et alimentaires. Avant 2020, environ 40 % de la population étaient en insécurité alimentaire chronique (Afp, 2020). La fermeture des frontières en janvier 2020 a limité les importations vitales, aggravant la situation humanitaire. En août 2023, une réouverture partielle des frontières a été observée, mais l'insécurité alimentaire demeure critique.

En 2023, les tensions avec la Corée du Sud se sont intensifiées, marquées par des provocations telles que l'envoi de drones nord-coréens dans l'espace aérien sud-coréen. La Corée du Sud, sous la présidence de Yoon Seok-youl, a réagi en renforçant son budget militaire atteignant 47,9 milliards de dollars en 2023, et en augmentant les exercices conjoints avec les États-Unis, notamment ceux visant à dissuader les menaces nucléaires nord-coréennes (Statista, 2023).

À l'approche de 2024, il semble peu probable que la Corée du Nord modifie sa stratégie militaire ou diplomatique. Le régime de Kim Jong-un continue de s'appuyer sur sa puissance militaire, qui consomme plus de 20 % du budget national, pour légitimer son autorité et affirmer son rôle sur la scène internationale, malgré les pressions internationales et les crises internes croissantes (Hémez, 2015).

Alors que la Corée du Nord intensifie sa "diplomatie du missile" pour affirmer sa puissance militaire et dissuader ses adversaires, la dynamique régionale est également influencée par les actions et les stratégies de la Chine. En tant que principal allié de Pyongyang et acteur clé dans la région, la Chine

joue un rôle crucial dans la gestion des tensions sur la péninsule coréenne. La politique extérieure chinoise, qui cherche à maintenir la stabilité tout en soutenant son voisin, est essentielle pour comprendre comment les relations intercoréennes évoluent dans ce contexte de rivalité militaire. Ainsi, l'examen des interactions entre la Corée du Nord et la Chine nous permettra de mieux saisir les implications de la politique étrangère chinoise sur la sécurité régionale et la réponse des États-Unis et de leurs alliés.

II. La Chine ou la « diplomatie de résultat »

Depuis 2021, la Chine a poursuivi une stratégie visant à renforcer sa position économique et technologique, tout en consolidant son influence géopolitique face aux États-Unis. Malgré les effets persistants de la pandémie de Covid-19, l'économie chinoise a continué de croître, avec un PIB projeté à 18 560 milliards de dollars en 2023. Le 14e Plan Quinquennal fixe un objectif de croissance de 5 %, dans le cadre d'une ambition plus large de transformer la Chine en une "nation socialiste moderne" d'ici 2035 (Thibault, 2024).

Les investissements massifs dans les technologies de pointe, l'intelligence artificielle et les énergies renouvelables ont été au cœur de cette stratégie. La Chine s'est notamment imposée comme un leader dans le secteur des véhicules électriques, représentant environ 50 % des ventes mondiales en 2022, et a investi plus de 1 400 milliards de dollars dans les semi-conducteurs depuis 2020 pour atteindre l'autosuffisance technologique (Gaudiaut, 2023).

Sur le plan international, la Chine a intensifié ses efforts via l'initiative « Belt and Road », reliant plus de 140 pays par des infrastructures stratégiques financées par Pékin. En 2021, les investissements dans ce projet atteignaient 59,5 milliards de dollars. En parallèle, les relations sino-russes se sont renforcées, particulièrement après l'invasion de l'Ukraine, avec des échanges commerciaux atteignant 190 milliards de dollars en 2022. La Chine continue de bien développer ses alliances pour asseoir sa puissance (Audrieu, 2023).

La Chine continue d'accroître ses capacités militaires avec un budget de défense de 224,8 milliards de dollars en 2022. Des efforts de modernisation se concentrent sur la marine, les capacités cybernétiques, ainsi que le développement de missiles hypersoniques (Donnet, 2024).

Cependant, la Chine fait face à plusieurs défis, notamment le vieillissement rapide de sa population, qui pourrait ralentir la croissance économique à long terme. À l'international, la rivalité avec les États-Unis se durcit, surtout dans le domaine technologique, où les sanctions américaines sur les semi-conducteurs freinent les ambitions chinoises. La situation à Taïwan constitue également un risque majeur de déstabilisation, avec des tensions militaires accrues en 2023.

La montée en puissance de la Chine, marquée par une diplomatie de résultat et des investissements stratégiques, contraste avec la politique étrangère américaine, qui cherche à réaffirmer son leadership face à la rivalité sino-américaine.

III. Comparaison Chine - États-Unis : rivalité et réajustement stratégique

Les États-Unis restent le principal acteur mondial dans les ventes d'armement, représentant environ 51 % du marché en 2023. Washington a poursuivi son soutien à ses alliés, notamment Taïwan, en fournissant des armes pour renforcer sa défense contre la Chine. Cette politique de vente d'armes fait partie d'une stratégie plus large de dissuasion, visant à maintenir un équilibre militaire dans la région indo-pacifique tout en soutenant la démocratie et renforçant les alliances stratégiques (Velliet & Seaman, s. d.).

En revanche, la Chine a augmenté ses ventes d'armes, atteignant 109 milliards de dollars en 2021, une hausse de 6,3 % par rapport à l'année précédente (Saillofest, 2022). Ses exportations sont principalement destinées à ses voisins asiatiques, à l'Afrique et au Moyen-Orient, reflétant une stratégie visant à établir une influence régionale plus affirmée. L'objectif de la Chine est de rivaliser avec les États-Unis en tant que puissance militaire hégémonique en Asie, soutenue par des investissements dans les technologies militaires avancées et l'augmentation de son arsenal nucléaire (Vermander, 2003).

Sur le plan des exercices militaires conjoints, l'administration Biden a maintenu ces manœuvres avec ses alliés, en particulier la Corée du Sud et le Japon. Ces exercices sont conçus pour renforcer la coopération militaire et assurer une réponse coordonnée face aux provocations nord-coréennes. En

outre, une coordination trilatérale entre les États-Unis, la Corée du Sud et le Japon a été mise en place pour répondre à la menace nord-coréenne, soulignant l'importance de l'unité régionale dans la stratégie américaine (Global public affairs, 2020).

De son côté, la Chine a intensifié ses exercices militaires, souvent en réaction aux activités militaires américaines. Elle a renforcé ses liens avec des pays comme la Russie, participant à des exercices conjoints qui visent à démontrer sa capacité à projeter sa puissance. Ces manœuvres sont perçues comme une démonstration de force et une façon pour la Chine de tester la réaction des États-Unis et de leurs alliés.

La rivalité entre la Chine et les États-Unis se manifeste à travers leurs politiques de vente d'armes et d'exercices militaires conjoints, reflétant des approches stratégiques distinctes. Cependant, cette dynamique compétitive s'inscrit dans un contexte plus large où l'administration Biden cherche à réaffirmer le leadership américain tout en adoptant une vision plus traditionnelle et multilatérale de la politique étrangère. Dans cette optique, il est essentiel de considérer les variables systémiques et intermédiaires qui influencent ces politiques (Brailard & Djalili, 2020). Les variables systémiques, telles que la structure du système international et la distribution du pouvoir entre les États, façonnent les interactions entre les grandes puissances et déterminent en grande partie les comportements des acteurs sur la scène mondiale. En parallèle, les variables intermédiaires, telles que la perception des dirigeants, le leadership et les intérêts nationaux, jouent un rôle crucial dans la formulation des stratégies de chaque pays.

Section 2. Variable intermédiaire : la perception et le *leadership* de Joe Biden

Joe Biden, comme décrit et analysé par Tanguy Struye de Swielande (2021) dans son article « *The Biden Administration: An Opportunity to Affirm a Flexible and Adaptive American World Leadership* », est un démocrate qui va recentrer la politique étrangère dans un modèle plus traditionnel. Joe Biden va avoir une analyse plus pragmatique et rationnelle des intérêts nationaux par rapport à son prédécesseur (Park & Yang, 2021). L'approche de la diplomatie

et des échanges internationaux sera plus multilatérale et consultative comme lors de l'administration Obama. Joe Biden a souhaité, dès le début de son quadriennat, restaurer les relations, les alliances et les partenariats internationaux. Biden souhaitait « reconstruire les ponts » avec ses alliés (Struye, 2021). Ensuite, Biden appartient à une idéologie plutôt internationaliste libérale. Ce qui signifie qu'il met l'accent sur la coopération internationale et le *leadership* américain « flexible et adaptatif » dans le monde et donc dans la péninsule coréenne. Les objectifs restent inchangés par rapport à la politique de l'administration Obama mais tranchent avec celle du président Trump. Les priorités de la politique extérieure en Asie et de renforcer les alliances, contenir la montée en puissance de la Chine et calmer l'instabilité régionale, notamment dans la péninsule coréenne. Pour assurer la sécurité de la région, l'administration Biden a souhaité adopter une approche plus nuancée et coopérative afin de calmer les tensions qui se multipliaient durant la présidence précédente. Le président avait également annoncé « Nous sommes préparés à tout ce que la Corée du Nord peut faire » (AFP, 2022) . Le pays est prêt si Pyongyang fait un nouvel essai nucléaire et le pays reste ouvert à la discussion avec eux. Pour rester préparé, certaines mesures telles que les exercices militaires conjoints, la vente d'armes, grandement développée sous la présidence Trump, perdureront durant cette présidence-ci.

La perception et le leadership de Joe Biden, caractérisés par une approche pragmatique et multilatérale, façonnent la politique étrangère américaine envers la péninsule coréenne. Cependant, cette vision et ces stratégies ne se déploient pas dans un vide politique. Elles sont influencées et parfois contraintes par un ensemble de facteurs internes qui jouent un rôle crucial dans la formulation et la mise en œuvre de la politique étrangère. Ces variables internes, allant des dynamiques institutionnelles aux pressions domestiques, constituent le cadre dans lequel l'administration Biden doit naviguer pour concrétiser ses objectifs en matière de relations avec la Corée du Nord et la région environnante.

Section 3. Les variables internes : influence de l'opinion publique, des institutions étatiques et de la culture stratégique sur les politiques des États-Unis

Pour comprendre la formulation et la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis sous l'administration Biden, il est crucial d'examiner l'interaction complexe entre l'opinion publique, les institutions étatiques et la culture stratégique. L'opinion publique influence les priorités et les décisions des dirigeants, en particulier sur des questions telles que les ventes d'armes et les exercices militaires conjoints. Les institutions étatiques, notamment le Département d'État, le Congrès et le Conseil de sécurité nationale, jouent un rôle central dans la structuration et l'exécution des politiques étrangères, reflétant une approche coordonnée et multi-facettes. Parallèlement, la culture stratégique sous Biden est marquée par une volonté de réaffirmer les alliances traditionnelles, de promouvoir une coopération internationale renouvelée, et de répondre aux défis contemporains à travers une diplomatie active et des engagements renforcés avec les partenaires internationaux. Ensemble, ces éléments façonnent la direction de la politique étrangère américaine dans un contexte de rivalité géopolitique croissante.

I. Influence de l'opinion publique sur les politiques de vente d'armes et les exercices militaires sous l'administration Biden

Sous l'administration Biden, l'opinion publique a exercé une influence notable sur les politiques de vente d'armements et les exercices militaires conjoints, façonnant la manière dont ces politiques ont été mises en œuvre.

L'opinion publique américaine, en général, a soutenu les ventes d'armements à la Corée du Sud, en particulier face à la menace croissante de la Chine et de Pyongyang. Ce soutien est souvent motivé par une préoccupation pour la sécurité nationale et un désir de maintenir un équilibre stratégique en Asie-Pacifique. Les électeurs ont exprimé un fort intérêt pour la protection des alliés et la dissuasion des agressions, ce qui a poussé l'administration Biden à maintenir et renforcer les ventes d'armement, en

accord avec les attentes du public et les besoins géopolitiques (Péron-Doise, 2022).

Concernant les exercices militaires conjoints, le soutien du public a été également marqué. Les exercices conjoints en Corée du Sud ont été perçus comme essentiels pour assurer la sécurité régionale et démontrer l'engagement de Washington envers ses partenaires. Les Américains ont souvent vu ces manœuvres comme une manière efficace de préparer les forces alliées à des menaces potentielles et de maintenir une posture de défense robuste. Ce soutien a contribué à la continuité et à l'expansion de ces exercices sous Biden (Maduz & Schepers, 2022).

Cependant, certaines préoccupations ont été soulevées par l'opinion publique, notamment en ce qui concerne l'escalade des tensions avec des nations comme la Chine et la Russie. Des voix critiques ont exprimé des inquiétudes quant au risque d'escalade militaire et aux coûts associés à la poursuite de ces politiques. Ces préoccupations ont parfois conduit à des appels pour une approche plus prudente, axée sur la diplomatie plutôt que sur des démonstrations de force (Albessard, 2022).

L'opinion publique joue un rôle déterminant dans la formulation des politiques étrangères des États-Unis en influençant les priorités et les actions des décideurs. Les préoccupations des citoyens, notamment en ce qui concerne les ventes d'armes et les exercices militaires conjoints, orientent les débats politiques et les décisions gouvernementales. Cette pression populaire est ensuite traduite en actions concrètes par les institutions étatiques, qui structurent et mettent en œuvre les politiques en réponse à ces attentes. Ainsi, les institutions comme le Département d'État, le Congrès et le Conseil de sécurité nationale jouent un rôle clé en adaptant les décisions politiques aux besoins et aux préoccupations exprimés par l'opinion publique, tout en s'assurant de maintenir une cohérence stratégique et opérationnelle dans la politique étrangère américaine. Cette interaction entre l'opinion publique et les institutions étatiques est essentielle pour comprendre l'approche globale des États-Unis en matière de politique internationale sous l'administration Biden.

II. Le rôle des institutions étatiques dans la politique de vente d'armes et les exercices militaires sous l'administration Biden

Durant la présidence de Joe Biden, les institutions étatiques ont joué un rôle central dans la formulation et la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis, adoptant une approche plus coordonnée et structurée par rapport à l'administration précédente.

Le Département d'État, dirigé par Antony Blinken, a été au cœur de la diplomatie américaine, en particulier dans la gestion des ventes d'armement et des exercices militaires conjoints. Biden a réaffirmé les alliances transatlantiques et asiatiques en continuant de soutenir les partenaires stratégiques par la vente d'armements. Par exemple, les États-Unis ont poursuivi leur soutien militaire à Taïwan pour renforcer sa capacité défensive face à la Chine. De plus, les exercices militaires conjoints avec des alliés comme la Corée du Sud et le Japon ont été maintenus et adaptés pour répondre aux provocations nord-coréennes, soulignant l'importance de la coopération militaire et de la préparation conjointe (La croix, 2024).

Le Congrès, bien que souvent divisé, a eu un impact significatif sur les politiques étrangères, en approuvant des budgets pour la défense et des sanctions tout en surveillant les actions exécutives. Les législateurs ont soutenu des initiatives telles que l'augmentation des dépenses militaires et le renforcement des capacités de défense des alliés, en particulier dans le contexte de la compétition stratégique avec la Chine et la Russie (Lherbette & D'Aboville, 2022).

Les institutions de sécurité nationale, comme le Conseil de sécurité nationale (NSC) dirigé par Jake Sullivan, ont coordonné les politiques de sécurité et de défense. Elles ont mis en place des stratégies pour répondre aux défis contemporains, tels que les menaces nucléaires nord-coréennes et les cyber-menaces, tout en adaptant les exercices militaires conjoints pour renforcer les alliances et assurer une réponse efficace aux crises (Étienne, 2023).

Les institutions étatiques, en traduisant les préoccupations de l'opinion publique et en structurant les politiques étrangères, façonnent également la

culture stratégique d'une administration. Alors que les institutions comme le Département d'État et le Congrès définissent et mettent en œuvre les politiques en réponse aux besoins nationaux et internationaux, elles le font dans le cadre d'une culture stratégique plus large qui guide leurs actions. Sous l'administration Biden, cette culture stratégique se distingue par une approche plus collaborative et multilatérale, mettant l'accent sur la diplomatie et le renforcement des alliances. La manière dont les institutions abordent les défis géopolitiques et les priorités de défense reflète cette orientation stratégique, qui valorise la coopération internationale et l'engagement global. Cette cohérence entre les actions des institutions étatiques et la culture stratégique permet aux États-Unis de poursuivre une politique étrangère cohérente et efficace, en réponse aux dynamiques mondiales et aux défis contemporains.

III. Culture stratégique des États-Unis sous l'administration Biden : priorités et approches en politique étrangère

Sous la présidence Biden, la culture stratégique des États-Unis a marqué un retour au multilatéralisme et un renforcement des alliances traditionnelles. Biden a réintégré les États-Unis dans des accords internationaux clés comme l'Accord de Paris sur le climat et a réaffirmé l'engagement des États-Unis envers des alliances cruciales telles que l'OTAN et les partenariats en Asie, avec des pays comme le Japon et la Corée du Sud (David, 2022).

La stratégie de Biden face à la Chine a continué d'inscrire les États-Unis dans une compétition géopolitique, mais avec une approche plus structurée et collaborative. La Maison-Blanche a renforcé les capacités militaires et économiques pour contrer l'influence croissante de la Chine, tout en travaillant avec des partenaires internationaux pour soutenir cette stratégie (Lamentowicz & Chamba, 2023).

La culture stratégique, façonnée par l'interaction entre l'opinion publique, les institutions étatiques et les priorités de défense, constitue le fondement sur lequel reposent les politiques étrangères des États-Unis. Sous l'administration Biden, cette culture se manifeste par une approche axée sur le

multilatéralisme, le renforcement des alliances et la diplomatie active. En intégrant les préoccupations de la société, les actions des institutions et les orientations stratégiques, cette culture définit les priorités et les méthodes employées dans la conduite des affaires internationales. Cependant, pour comprendre pleinement la politique étrangère des États-Unis, il est crucial de considérer non seulement ces éléments isolés, mais aussi la manière dont ils interagissent et se combinent.

Section 4. Interactions entre variable systémique, intermédiaire et internes : une analyse intégrée des politiques des États-Unis

L'analyse des relations internationales contemporaines nécessite une compréhension approfondie des dynamiques qui sous-tendent les interactions entre les États. Dans ce contexte, la première partie explore l'alliance des variables du réalisme néoclassique, qui met en lumière l'importance des facteurs systémiques et intermédiaires dans la formulation des politiques étrangères. Il y sera examiné comment les perceptions des dirigeants, les intérêts et acteurs nationaux et la structure du système international influencent les décisions stratégiques des États. Puis nous verrons comment les États-Unis cherchent à consolider leurs alliances et à établir des partenariats durables pour faire face aux défis globaux.

I. L'alliance des variables du réalisme néoclassique

La politique étrangère des États-Unis sous l'administration Biden résulte d'une interaction complexe entre trois niveaux de variables : systémiques, intermédiaires et internes. Chacune joue un rôle clé dans la définition des priorités internationales du pays, tout en interagissant pour façonner une approche cohérente face aux défis globaux. Le contexte géopolitique mondial impose aux États-Unis de réagir face à plusieurs défis systémiques. La montée en puissance de la Chine, la menace nucléaire de la Corée du Nord, et les ambitions stratégiques de la Russie forment un environnement où les États-Unis doivent protéger leurs intérêts en Asie-Pacifique et renforcer leurs alliances pour maintenir leur influence mondiale. Les rapports de force

internationaux obligent les États-Unis à adopter une posture défensive, en assurant leur leadership à travers des alliances traditionnelles et en prévenant l'instabilité régionale.

Dans ce cadre, le leadership de Joe Biden joue un rôle intermédiaire fondamental. Influencé par une approche internationaliste libérale, Biden mise sur le rétablissement du multilatéralisme, la coopération avec les partenaires internationaux, et la réaffirmation du rôle des États-Unis comme leader mondial. Contrairement à son prédécesseur, il s'efforce de reconstruire des relations diplomatiques dégradées, tout en restant ferme face à des acteurs comme la Chine et la Corée du Nord. Biden combine pragmatisme diplomatique et dissuasion militaire, maintenant des ventes d'armes à ses alliés et des exercices militaires conjoints avec des partenaires stratégiques comme la Corée du Sud et le Japon.

Enfin, les facteurs internes, incluant l'opinion publique et les institutions américaines, viennent renforcer et moduler ces dynamiques. L'opinion publique, généralement favorable aux ventes d'armements et aux exercices militaires conjoints en Asie, incite le gouvernement à maintenir ces politiques. Les institutions étatiques, notamment le Département d'État, le Congrès et le Conseil de sécurité nationale, traduisent ces attentes en actions concrètes. Elles assurent la mise en œuvre des politiques étrangères en tenant compte à la fois des impératifs nationaux et des priorités définies par l'administration Biden.

L'interaction entre ces variables est cruciale pour comprendre la politique extérieure américaine. Les contraintes imposées par le système international façonnent les décisions du leadership, tandis que l'opinion publique et les institutions étatiques ajustent et valident ces décisions en fonction des attentes internes. En somme, la politique étrangère des États-Unis sous Biden est le produit d'une dynamique complexe où les pressions internationales, les orientations personnelles du président et les facteurs domestiques s'entrelacent pour définir les choix stratégiques du pays sur la scène mondiale.

Alors que l'interaction entre les variables systémiques, intermédiaires et internes influence la politique étrangère des États-Unis sous Biden, une réorientation vers une diplomatie plus collaborative et multilatérale se profile.

Cela traduit une volonté de rétablir les alliances et d'adopter une approche plus concertée dans un contexte mondial marqué par des tensions croissantes et des défis complexes.

II. Le retour à une politique de renforcement des relations interétatiques

L'administration Biden a entrepris une politique de renforcement des relations avec la Corée du Sud, considérée comme un pilier essentiel de la sécurité régionale en Asie. Cette stratégie vise à rassurer Séoul face aux menaces nord-coréennes tout en consolidant les alliances traditionnelles. En mettant fin aux sommets médiatisés de l'ère Trump, Biden privilégie des échanges plus pragmatiques et bilatéraux, tout en restant ouvert à la diplomatie avec la Corée du Nord, à condition que celle-ci montre des efforts significatifs en matière de dénucléarisation. Parallèlement, l'administration américaine soutient le développement des capacités de défense sud-coréennes, notamment par le biais d'exercices militaires conjoints et d'une coopération trilatérale avec le Japon, afin de faire face à l'instabilité régionale. Cette approche globale vise à renforcer les capacités d'auto-défense de la Corée du Sud tout en intégrant des dimensions économiques et technologiques dans la coopération sécuritaire.

2.1. LA POLITIQUE DE RENFORCEMENT

L'administration Biden va rassurer la Corée du Sud et réinvestir dans les liens entre les deux pays. La Corée du Sud a une importance stratégique primordiale pour les États-Unis qui souhaitent maintenir leur position en Asie (Desmaele, 2020). Le président Biden va adopté une approche plus pragmatique et traditionnel des relations bilatérales. Il a tout d'abord mis fin aux différents sommets, organisés et mis en place par Trump et qui étaient grandement médiatisés. Joe Biden va privilégier des échanges plus classiques et considère que les sommets devraient être organisés lorsque des avancées substantielles peuvent être réalisées. Le président Biden est près à s'ouvrir à son homologue nord-coréen s'il s'engage à faire des efforts dans le domaine de la dénucléarisation (Lee, 2021). Il souhaite également consolider l'alliance

américano-sud-coréenne, la considérant comme un pilier de la sécurité régionale en Asie de l'Est (Pollack, 2020).

Ce renforcement des liens va également passer par un soutien dans l'accroissement des capacités d'auto-défense sud-coréennes et s'inscrit dans cette stratégie de dissuasion militaire (Desportes, 2023).

2.2. LE SOUTIEN À L'ACCROISSEMENT DES CAPACITÉS DE DÉFENSE SUD-CORÉENNE

Comme sous l'administration Obama, le président Biden va soutenir les efforts sud-coréens pour développer leurs propres capacités de défense anti-missile et frappe préemptive face à la menace du nord (Pietrewicz, 2020). Séoul possède désormais son commandement stratégique indépendant des États-Unis qui a pour mission de coordonner l'utilisation de ses systèmes de défense aérienne et balistique. L'administration Biden offre également une sécurité de par sa présence et de nouvelles opportunités aux sud-coréens (Lee, 2021). D'une part, il y a une présence militaire continue d'environ 28 500 soldats américains présent dans le pays et les exercices militaires conjoints se poursuivent tout en s'adaptant au contexte diplomatique régional comme la modulation de l'ampleur et de la nature des exercices en fonction de l'état des pourparlers avec la Corée du Nord ainsi que le besoin de rassurer les sud-coréens face à l'instabilité régionale. D'autre part, il y a un soutien aux capacités de défense sud-coréennes notamment dans le domaine des missiles balistiques et de la défense anti-missile (Yeo, 2023). De plus, l'administration Biden va permettre à l'armée sud-coréenne de se moderniser et de s'adapter aux menaces cybernétiques et autres technologies émergentes (Pollack, 2020). Biden transforme ces exercices en apportant une dimension plus globale de la sécurité de la péninsule : il y ajoute un aspect économique et technologiques et développe l'aspect militaire conjointement avec les Sud-coréens.

De plus, le Président Biden a souhaité valoriser ses alliances dans des échanges et des coopérations multilatérales. En effet, une coordination trilatérale s'organise entre la Corée du Sud, le Japon et les États-Unis afin de gérer conjointement la menace nord-coréenne (Lee, 2021). Les trois pays vont approfondir la coopération militaire et de sécurité notamment sur le partage de renseignement, d'exercices conjoints et de coordination des politiques face à

la menace toujours présente de la Corée du Nord. Des sommets trilatéraux annuels se tiennent afin de renforcer la coordination des trois pays sur la question de la sécurité régionale comme sur la communication en cas d'urgence (Oryu, 2022).

Sous l'administration Biden, le soutien à l'accroissement des capacités de défense sud-coréenne continue d'affirmer l'engagement des États-Unis envers leurs alliés en Asie, avec des exercices militaires conjoints et une coopération trilatérale renforcée. Cependant, Biden doit également naviguer les tensions héritées de l'administration Trump, notamment sur le partage des coûts de la présence militaire américaine et les aspirations à une plus grande autonomie militaire de la Corée du Sud. Ce contexte met en lumière les défis stratégiques auxquels l'administration Biden est confrontée, alors qu'elle tente d'équilibrer les pressions sur la Corée du Nord avec les enjeux financiers et diplomatiques hérités de son prédécesseur.

III. L'héritage de l'administration Trump dans la politique étrangère de Biden

L'administration Biden se trouve confrontée à des défis complexes concernant la relation entre les États-Unis et la Corée du Sud, notamment en ce qui concerne le partage des coûts de la présence militaire américaine sur le sol sud-coréen. Les tensions héritées de l'administration Trump, qui a mis l'accent sur une plus grande contribution financière de Séoul, ont suscité des préoccupations au sein du gouvernement sud-coréen, notamment sous la présidence de Moon Jae-In, qui aspire à réduire la dépendance de son pays vis-à-vis des États-Unis et à renforcer son autonomie militaire. Parallèlement, la nécessité de maintenir une pression constante sur la Corée du Nord demeure une priorité pour l'administration Biden, qui continue d'appliquer des sanctions tout en cherchant à équilibrer les préoccupations humanitaires. Ce contexte souligne les enjeux stratégiques de l'alliance américano-sud-coréenne, alors que les deux nations tentent de naviguer entre des attentes divergentes et une instabilité régionale persistante.

3.1. LES TENSIONS SUR LA QUESTION DU PARTAGE DES COÛTS

L'administration Trump a laissé des séquelles quant à la question du financements des troupes américaines sur le sol sud-coréen. Moon Jae-In va favoriser la réduction de la dépendance aux États-Unis et souhaite que la Corée du Sud puisse prendre le contrôle des opérations militaires en cas de conflit comme ce qui était prévu dans le *Defense Reform 2020*. (Desmaele, 2020).

La volonté d'autonomie militaire de la Corée du Sud depuis l'administration Trump soulève des interrogations quant à la nature de l'alliance avec Washington bien que le président Biden ait cherché à apaiser les différends. Néanmoins les négociations sur le SMA, qui dirige le partage des coûts, restent controversées.

Le partage des coûts est une question majeure. Cependant, elle reste une question à discuter en interne face à une instabilité plus grande, la question de la Corée du Nord.

3.2. LE MAINTIEN DE LA PRESSION SUR LA CORÉE DU NORD

L'administration Biden a souhaité continuer les sanctions économiques appliqué par Donald Trump sur la Corée du Nord en les conditionnant à l'abandon du programme nucléaire nord-coréen la politique de l'administration Trump de la « pression maximale » est toujours d'actualité. Parallèlement, Joe Biden met un accent particulier sur la lettre pour les droits humains dans les objectifs de son mandat et va ouvrir une aide humanitaires possible pour venir en aide au peuple nord-coréen sans pour autant montrer un assouplissement sur les sanctions économiques que la Corée du Nord traverses (Lee, 2021). Malgré tous les efforts mis en place, le président Biden est le sixième président a négocié avec la Corée du Nord afin de limiter son programme nucléaire et Pyongyang n'a jamais été aussi proche de posséder une puissance nucléaire complète (Pollack, 2020).

L'investiture de Biden est marqué par une approche plus méthodique de la gestion de ses relations extérieures par rapport à son prédécesseur (Lee, 2021). Les relations entre la Corée du Sud et les États-Unis se sont

grandement améliorer mais la question nucléaire nord-coréenne continue toujours de préoccuper la présidence qui met toujours plus de moyens en place pour réussir à obtenir gain de cause.

Pour conclure, l'administration Biden marque un retour à une approche plus traditionnelle de la politique extérieure américaine. Joe Biden a fait appel à un pragmatisme dans sa prise de décision et a favorisé le multilatéralisme dans ses échanges diplomatiques. Cette stratégie devait renforcer et restaurer les collaborations entre Washington et les alliances que possédaient les États Unis en Asie avant la présidence Trump. Trois objectifs seront poursuivis par le président Biden : consolider les alliances, contrebalancer l'influence croissante de la Chine et stabiliser la région, avec une attention particulière à la péninsule coréenne. L'alliance avec la Corée du sud se présente donc comme cruciale pour atteindre cet objectif. Pour ce faire, l'administration Biden soutient activement le développement des capacités de défense sud-coréenne, notamment dans le domaine du cyber ou bien des anti-missiles. Cette prise de partie s'inscrit dans une stratégie plus large visant renforcer la posture américaine et son influence dans la région et de renforcer la défense de ses alliés face aux différentes menaces régionales. Des éléments nouveaux sont apportés par l'administration Biden. Le président va encourager une alliance trilatérale entre les États-Unis, la Corée du Sud et la Japon afin de créer un front face aux défis sécuritaires nord-coréens. Malgré le rapprochement américano-sud-coréens, des tensions persistent sur les coûts liés à la présence Malgré le rapprochement américano-sud-coréen, des tensions persistent sur les coûts liés à la présence militaire américaine en Corée du Sud et sur les approches divergentes concernant la diplomatie avec la Corée du Nord. Néanmoins, l'administration Biden semble déterminée à poursuivre un renforcement des alliances, en tenant compte des dynamiques régionales et des attentes des partenaires stratégiques. Ce retour au multilatéralisme et à une politique de collaboration plus étroite vise à garantir la stabilité et la sécurité dans la région, tout en réaffirmant la position des États-Unis comme puissance incontournable dans l'Asie-Pacifique.

Conclusion

L'analyse des politiques étrangères sous l'angle réaliste néoclassique met en lumière plusieurs dynamiques interdépendantes qui façonnent les décisions d'un État sur la scène internationale. En premier lieu, l'adaptation des États à la pression systémique internationale s'avère cruciale. Chaque pays est contraint de réagir aux transformations et aux menaces présentes dans le système international. Ces réponses sont influencées par la nature de la politique étrangère des autres acteurs, que ce soit par la montée en puissance de nouvelles menaces ou par des alliances changeantes. Cette pression systémique impose une réévaluation constante des priorités sécuritaires et stratégiques des États, entraînant une adaptation continue de leurs politiques extérieures.

Cependant, la personnalité du leader joue également un rôle clé dans cette dynamique. La culture politique, l'idéologie et la vision du monde d'un dirigeant influencent profondément la manière dont il ou elle interprète et réagit aux événements internationaux. Deux chefs d'État, face à une même situation, peuvent adopter des approches radicalement différentes en raison de leurs convictions personnelles et de leurs expériences politiques. Par exemple, un leader doté d'une approche plus militariste peut privilégier des solutions coercitives ou de dissuasion, tandis qu'un autre, plus diplomatique, pourrait rechercher des voies de négociation. Le leadership d'un pays, de par sa nature subjective, ajoute une dimension complexe et souvent imprévisible à la prise de décision en matière de politique étrangère.

Les institutions étatiques, pour leur part, ne sont pas statiques. Elles évoluent en fonction des individus qui les composent, de l'époque et des pressions qu'elles subissent. Leur poids dans le champ décisionnel reste néanmoins constant, même si leur rôle peut être modifié en fonction des priorités du gouvernement en place. Par exemple, sous certaines administrations, les institutions militaires peuvent voir leur influence renforcée, tandis que sous d'autres, les départements en charge des affaires diplomatiques et économiques peuvent jouer un rôle plus déterminant. Les institutions fournissent une structure et une continuité à la politique étrangère, mais leur orientation dépend en grande partie de la composition politique du moment et des tendances dominantes dans l'administration en place.

Enfin, l'opinion publique constitue un autre facteur déterminant. Influencée par des événements internationaux, des crises économiques, les

médias, et les préoccupations internes, elle façonne les priorités des décideurs politiques. Les responsables élus, conscients de la nécessité de rester en phase avec leurs électeurs, adaptent parfois leurs décisions aux attentes populaires. Si une partie de l'opinion publique est favorable à une posture plus sécuritaire, cela peut se traduire par une augmentation des dépenses militaires ou par un engagement plus prononcé dans des alliances stratégiques. À l'inverse, une demande croissante pour des initiatives pacifistes peut pousser les gouvernements à privilégier des négociations diplomatiques ou à réduire leur participation à des conflits internationaux.

La politique étrangère des États-Unis en Corée du Sud depuis la fin des années 2000 illustre clairement comment les décisions politiques sont influencées par une combinaison complexe de facteurs systémiques, intermédiaires et internes. Les administrations successives ont dû jongler avec la pression exercée par le système international, les orientations personnelles des dirigeants, l'évolution des institutions étatiques et les attentes de l'opinion publique. Chaque président a adapté sa politique en réponse aux défis régionaux et mondiaux tout en prenant en compte les priorités nationales spécifiques et les dynamiques internes.

L'hypothèse selon laquelle les politiques américaines en Corée du Sud sont façonnées par l'interaction dynamique entre les variables systémiques, intermédiaires et internes est confirmée. L'analyse montre que chaque administration a modifié ses approches en réponse aux transformations dans le système international, aux préférences personnelles des dirigeants, aux pressions exercées par les institutions et aux attentes de l'opinion publique. Les politiques de vente d'armes, les exercices militaires conjoints et les efforts de démilitarisation ont tous été influencés par cette interaction complexe, soulignant la validité de l'hypothèse et illustrant l'importance de considérer ces facteurs de manière intégrée pour comprendre la politique étrangère des États-Unis en Corée du Sud.

Ce cadre d'analyse que je propose, intégrant la pression systémique, la personnalité du leader, le rôle des institutions et l'opinion publique, apporte une perspective nouvelle à la production scientifique actuelle. En effet, ces interactions complexes sont souvent étudiées de manière isolée dans la

littérature, alors que mon approche les envisage de manière interconnectée. Cette analyse multidimensionnelle, qui souligne la fluidité entre ces variables, permet de mieux comprendre les processus de décision des États dans des contextes internationaux en évolution rapide.

Toutefois, certains aspects mériteraient une exploration plus approfondie, offrant ainsi des pistes pour de futures recherches. Par exemple, les chercheurs pourraient examiner davantage la manière dont des institutions spécifiques, comme les groupes de réflexion ou les conseillers privés, influencent discrètement les décisions de politique étrangère dans un contexte de leadership fort. Cette piste non abordée pourrait enrichir encore davantage la compréhension des dynamiques internationales actuelles.

Bibliographie

1. MONOGRAPHIES

ALTER, J. (2010). *The promise: President Obama, year one*. Simon and Schuster.

ARON, R. (2004). *Paix et guerre entre les nations*. Calmann-lévy.

BATTISTELLA, D. (2015). *Théories des relations internationales*.

CAMPBELL, K. (2016). *The pivot: The future of American statecraft in Asia*. Hachette UK

COURMONT, B. (2009). *États-Unis, les défis d'Obama: vers un nouveau leadership américain?*. Editions du Félin.

DAVID, C. P. (2011). De Bush à Obama: l'effet 11 septembre sur la prise de décision à la Maison-Blanche. *Politique étrangère*, (03), 521-533

DESPORTES, V. (2023). Culture stratégique américaine. Éditions EMS.

GIUDICELLI, J. (2012). Relations internationales.

GREENSTEIN, F. I. (2009). The presidential difference: Leadership style from FDR to Barack Obama. Princeton University Press.

GUZZINI, S., & RYNNING, S. (2002). Réalisme et analyse de la politique étrangère.

KAUPPI, M. V., & VIOTTI, P. R. (2023). International relations theory. Rowman & Littlefield.

MEARSHEIMER, J. J. (2001). The tragedy of great power politics. WW Norton & Company.

MORGENTHAU, H. (1988), *Politics Among Nations*, op. cit..

NAU, H. R., (2018) Perspectives on international relations 6e edition.

OBAMA, B. (2008). The audacity of hope: Thoughts on reclaiming the American dream. Canongate Books.

ROSE, G. (1998). Neoclassical realism and theories of foreign policy. *World politics*, 51(1), 144-172.

SUTTER, R. G., Brown, M. E., Adamson, T. J., Mochizuki, M. M., & Ollapally, D. (2013). *Balancing acts: The US rebalance and Asia-Pacific stability* (pp. 11-16). Washington, DC: Sigur Center for Asian Studies.

WALTZ, K. (1979) *Theory of International Politics*.

2. CHAPITRES DE LIVRE

ARON, R. (1953), « En quête d'une philosophie de la politique étrangère », *Revue française de science politique*, vol. 3, no 1 p. 82.

BATTISTELLA, D., CORNUT, J., & BARANETS, É. (2003). *Théories des relations internationales*. https://www.researchgate.net/profile/Dany-Deschenes-2/publication/231905801_Theories_des_relations_internationales/links/02e7e53bd939f37b64000000/Theories-des-relations-internationales.pdf

BRAILLARD, P., & DJALILI, M. R. (2012). *Les relations internationales*. Chapitre 1 Les grandes conceptions des relations internationales, p. 9 à 29.

CUMINGS, B. (2020). Obama, Trump and North Korea. In *The United States in the Indo-Pacific* (pp. 79-93). Manchester University Press.

HERZ, J. H. (Janvier 1950) "Idealist Institutionnalism and the Security Dilemma", *World Politics*, vol. 2, n° 1, p. 157-180.

JEANGÈNE VILMER, J. (2020). Chapitre II. Le réalisme. Jean-Baptiste Jeangène Vilmer éd., *Théories des relations internationales*, p. 23-42.

JERVIS, R. (2017). Perception and misperception in international politics: New edition. Princeton University Press.

KAPLAN, M. (1957), System and Process in international politics, John Wiley & Sons Inc, p. 283

MARTIN, C. H. (2016). US policy toward North Korea under George W. Bush: A critical appraisal. In North Korea's Second Nuclear Crisis and Northeast Asian Security (pp. 65- 94). Routledge.

RAVENHILL, J. (Avril 2003) « The New Bilateralism in the Asia Pacific », The Third World Quarterly, vol. 24, n° 2 ; E. NEWMAN, R. THAKUR et J. TIMAN, OP. CIT. ; S. TOUVAL ET W. ZARTMAN, OP. CIT.

RUGGIE, J.G., (été 1992) « Multilateralism: The Anatomy of an Institution », International Organization, vol. 46, n° 3, p. 571.

SAGAUT, P. (2008), Introduction à la pensée scientifique moderne, Institut Jean Le Rond d'Alembert, Université Paris 6, pp. 114-115.

SCHWELLER, R. L. (1994). Bandwagoning for profit: Bringing the revisionist state back in. International security, 19(1), 72-107.

SINGH, D. (2023). Main International Relations Theories. In *The Tripartite Realist War: Analysing Russia's Invasion of Ukraine* (pp. 7-65). Cham: Springer Nature Switzerland. https://doi.org/10.1007/978-3-031-34163-2_2

WALTZ, K. N. (1988). The Origins of War in Neorealist Theory Like. *Journal of Interdisciplinary History*, 18(4), 615-628.

3. ARTICLES SCIENTIFIQUES

ALBESSARD, T. (2022) La latente nucléaire, D. J. (2022). ÉTUDE–n.

ALLARD, P. (2019). La politique commercial de Trump: faire reculer la Chine. *Notes de l'IFRI, Potomac Paper*, 38.

ANDRIEU, P. (2023). Géopolitique des relations russo-chinoises. Puf.

BADER, J. A. (2012). Obama and China's rise: An insider's account of America's Asia strategy. Brookings Institution Press

BATTISTELLA, D. (2004). Introduction: Le réalisme réfuté 1?. *Études internationales*, 35(4), 613-622.

BIAD, A. (2023). La Chine, le désarmement et la maîtrise des armements. In *Annuaire français de relations internationales* (pp. 481-491). Éditions Panthéon-Assas.

- BLANC, F., LOISEL, S., & SCHERRER, A. (2005). Politique étrangère et opinions publiques: les stratégies gouvernementales d'influence et de contrôle de l'opinion publique à l'épreuve de son internationalisation. *Raisons politiques*, (3), 119-141.
- BLEIKER, R. (2010). Négocier avec la Corée du Nord?. *Critique internationale*, 4(49).
- BOISSEAU, S., (2016). *Obama et l'Asie : un bilan mitigé - Politique Internationale*, (152). <https://politiqueinternationale.com/revue/n152/article/obama-et-lasie-un-bilan-mitige>
- BONDAZ, A. (2017). Corée du Nord/États-Unis: jusqu'où ira la confrontation?. *Politique étrangère*, (44), 103-114.
- BRAILLARD, P., & DJALILI, M. R. (2020). *Les relations internationales*. Que sais-je.
- BRUSTLEIN, C. (2009). Clausewitz et l'équilibre de l'offensive et de la défensive. *Stratégique*, (5), 95-122.
- BURDY, J. P. (2024). Taïwan, le Japon et la Chine face à l'hypothèse d'une deuxième présidence Trump. *Diplomatie*, (126), 65-69.

- CARTIGNY, C. (2004). La non-prolifération nucléaire en question. *Recherches Internationales*, 74(4), 9-19.
- CHA, V. D., LEE, N. Y., & LIM, A. (2016). DPRK provocations and US-ROK military exercises. *Center for Strategic International Studies*.
- CHAOUAD, R. (2017). Le paradoxe de l'intérêt national. *Revue internationale et stratégique*, (1), 57-76.
- CHOBANOVA, Y. (2018). Les diplomates, entre évolutions technologiques et multiplication des acteurs. *Hermès*, (2), 61-63.
- CHRISTENSEN, T. J. (1997). Perceptions and alliances in Europe, 1865–1940. *International Organization*, Cambridge university press 51(1), 65-97.
<https://doi.org/10.1162/002081897550302>
- CHRISTENSEN, T. J. (2015). Obama and Asia. *Foreign Aff.*, 94, 28.
- CHUN, K. H. (2012). Approches multiniveaux du dilemme de la question nucléaire en Corée du Nord et de la sécurité en Asie du Nord-Est. *Revue internationale de politique comparée*, 19(3), 169-191.
- CHUNG, S. M. (2017). Ways to apply the Strategic Communications to the ROK Navy. *Strategy* 21, 294-332

COLONOMOS, A. (2009). Le pari de la guerre: guerre préventive, guerre juste?.
Éditions Denoël. 368.

COURMONT, B. (2020). Guerre et paix en Asie: entre conflictualités et pragmatisme. *Revue internationale et stratégique*, (3), 20-30.

COURMONT, B. (2005). La Stratégie du flou de Pyongyang. *La Revue internationale et stratégique*, 9-18.

COURMONT, B. (2016). La stratégie du pivot vers l'Asie d'Obama en question.
Recherches Internationales, 106, 75-91.

COURMONT, B. (2012). La politique étrangère d'Obama. *Diplomatie*, (59), 44-48.

COURMONT, B. (2011). Le difficile défi nord-coréen de Washington. *La Revue internationale et stratégique*, 18-29.

CUMINGS, B. (2020). Obama, Trump and North Korea. In *The United States in the Indo-Pacific* (pp. 79-93). *Manchester University Press*.

DAVENPORT, K. (2016). Trump Reassures South Korea on Security. *Arms Control Today*, 46(10), 30.

DAVID, F. (2022). Joe Biden, le dernier wilsonien. In *Annuaire français de relations internationales* (pp. 809-822). Éditions Panthéon-Assas.

- DE MONTBRIAL, T. (1999). Réflexions sur la théorie des relations internationales. *Politique Étrangère*, 64(3), 467-490. <https://doi.org/10.3406/polit.1999.4876>
- DELARUE, Q. (2016). Le pivot vers l'Asie. L'hégémonie américaine en jeu. *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, 4, 2-16.
- DELURY, J. (2017). Trump and North Korea: Reviving the art of the deal. *Foreign Aff.*, 96, 46.
- DESMAELE, L. (2020). Biden, Trump and Moon: Prospects for the US-South Korea Relationship post-2020.
- DEVAUX, Y. (2021) Covid-19 et réalisme néoclassique : la Chine contre les États-Unis dans la courses aux gains relatifs par l'instrumentalisation du soft power. *CQEG*. Université de Laval
- DEVIN, G., & LOUIS, M. (2023). I/L'identification des acteurs. *Reperes*, 5, 9-30.
- DUBOIS PRISQUE, E., & HEURTEBISE, J. Y. (2016). Éditorial. Trump, la Chine et ses voisins. *Monde chinois*, (4), 3-5.
- DUCHÂTEL, M. (2013). La politique étrangère de la Chine sous Xi Jinping. *Hérodote*, (3), 172-190.

- DUCHÂTEL, M. (2018). L'industrie d'armement de la Chine: du rattrapage à l'innovation. *Revue Défense Nationale*, (6), 27-33.
- DUECK, C. (2015). The Obama doctrine: American grand strategy today. Oxford University Press.
- EASLEY, L. E. (2017). From strategic patience to strategic uncertainty: Trump, North Korea, and South Korea's new president. *World Affairs*, 180(2), 7-31.
- ÉTIENNE, P. (2023). Rester la première puissance mondiale: les États-Unis face à la Chine. *Revue Défense Nationale*, (1), 130-138.
- FARAGO , N., & AMELOT, L. (traduction) (2014). La politique nucléaire sud-coréenne au regard de la menace nord-coréenne. *Outre-Terre*, 209-223.
- FOCSANEANU, L. (1956). Les «cinq principes» de coexistence et le droit international. *Annuaire français de droit international*, 2(1), 150-180.
- FONTANEL, J., & GUILHAUDIS, J. F. (2017). Donald Trump, président des États-Unis et la sécurité internationale: Le grand perturbateur. *Paix et sécurité européenne et internationale*, (6).
- GELÉZEAU, V. (2010). Espoirs et désillusions de la décennie du «rayon de soleil». *Critique internationale*, 9-20.

- GLASER, B., & SZERLIP, D. (2011). Les réponses des alliés des États-Unis à la modernisation de l'APL. Les réactions du Japon, de l'Australie et de la Corée du Sud. *Perspectives chinoises*, 2011(2011/4), 17-31.
- GODEMENT, F. (2018). Kim et Trump: nouveaux calculs stratégiques. *Pouvoirs*, (4), 45-54.
- GRAY, C. S. (1999). Strategic culture as context: the first generation of theory strikes back. *Review of international studies*, 25(1), 49-69.
- GUILHAUDIS, J. F. (2019). Des «pics» dans les crises du désarmement. *Paix et sécurité européenne et internationale*, (11), 92-106.
- HAN, Y. S., & LEVIN, N. D. (2002). The South Korean Debate over Policies toward North Korea: Internal Dynamics.
- HARTUNG, W. (2018). Trends in major US arms sales in 2017. *Security Assistance Monitor*.
- HÉMEZ, R. (2018). Corée du Sud: une puissance militaire entravée. *Monde chinois*, (1), 41-49.
- HÉMEZ, R. (2015). États-Unis/Corée du Sud, l'alliance militaire en question. *Politique étrangère*, (01), 129-141.

HÉMEZ, R. (2022). L'alliance militaire entre la Corée du Sud et les États-Unis sous Moon Jae- in, 2017-2022. *Revue Défense Nationale*, (5), 98-102.

HÉMEZ, R. (2015). La Corée du Nord disposerait de l'arme nucléaire, et après ? *Revue Défense Nationale*. 782(7), 102-107.

HEO, M., & PARK, J. (2016). Presidential rhetoric of South Korea and the United States: the case of Lee and Obama. *Asian Journal of Communication*, 26, 301-318.

HONG, S. H. (2017). Trump is the right leader to achieve peace with North Korea. *New Persp. Q.*, 34, 13.

HUGHES, C. W. (2007). North Korea's nuclear weapons: implications for the nuclear ambitions of Japan, South Korea, and Taiwan. *asia policy*, 75-104.

HUYNH, T. S. (2023). Bolstering middle power standing: South Korea's response to US Indo- Pacific strategy from Trump to Biden. *The Pacific Review*, 36, 32-60.

JEAN, S. (2019). Désaccords commerciaux internationaux: au-delà de Trump. *Politique étrangère*, (1), 57-69.

- JENTLESON, B. W. (2014). Strategic recalibration: Framework for a 21st-century national security strategy. *The Washington Quarterly*, 37(1), 115-136.
- KIM, H. N. (2010). US-North Korea Relations under the Obama Administration: Problems and Prospects. *North Korean Review*, 6, 20-36.
- KIM, I. (2010). A Game-Theoretic Approach to Derivation of President Barack Obama's North Korea Policy. *North Korean Review*, 12-23
- KIM, T. (2019). Can Donald Trump save South Korea-Japan relations?. *KF-VUB Korea Chair Policy Brief*, 4.
- KITCHEN, N. (2010). Systemic pressures and domestic ideas: a neoclassical realist model of grand strategy formation. *Review of international studies*, 36(1), 117-143.
- KRISTENSEN, H. M., & NORRIS, R. S. (2017). A history of US nuclear weapons in South Korea. *Bulletin of the Atomic Scientists*, 73, 349-357.
- KORANY, B. (1984). Futur des relations internationales ou relations internationales du futur?. *Études internationales*, 15(4), 879-884.
- LACOSTE, Y. (1985). Géographie, géopolitique et relations internationales. *Relations internationales*, 39-58.

LAFEBER, W. (2002). The Bush Doctrine. *Diplomatic History*, 26(4), 543-558.

LAMENTOWICZ, W., & CHAMBA, N. (2023). Coopération, compétition turbulente ou Guerre froide: le grand jeu stratégique entre la Chine et les USA 2022-2049. *NAQD*, (1), 440-461.

LE BRETON, D. (2012). 2. Les grands axes théoriques de l'interactionnisme. *L'interactionnisme symbolique*, 45-98.

LEE, C. M. (2021). Is South Korea going global? New possibilities together with the Biden administration.

LEE, S. K. (2011). La crise nucléaire nord-coréenne: le bilan et la résolution. *Hérodote*, (1), 34-46.

LEFFLER, M. P. (2011). 9/11 in retrospect: George W. Bush's grand strategy, reconsidered. *Foreign Affairs*, 33-44.

LEVEAU, A. (2013). Corée du Sud-États-Unis. Une relation sous influence. *Outre-Terre*, (3), 327-342.

LEVIVIER, M. (2022). Le spectre du nucléaire en Asie de l'Est. *Le Regard Libre*, (9), 34-37.

LHERBETTE, L., & D'ABOVILLE, B. (2022). La contribution de l'Armée de l'air et de l'espace à la mise en œuvre de la stratégie pour l'Indopacifique. *Revue Défense Nationale*, (1), 46-63.

LOBELL, S. E., RIPSAN, N. M., & TALIAFERRO, J. W. (Eds.). (2009). *Neoclassical realism, the state, and foreign policy*. Cambridge University Press.

LUTHRINGER, E. (2019). Comprendre le revirement diplomatique nord-coréen. *Revue Possibles*, 43(1), 283-295.

MADUZ, L., & SCHEPERS, N. (2022). Séoul renforce ses ambitions en matière de défense. *Politique de sécurité: analyses du CSS*, 311.

MANICOM, J., & HARDY-CHARTRAND, B. (2014). La politique américaine en Asie: pivot sous haute tension. *Monde chinois*, 40, 49-53.

MANYIN, M. E., CHANLETT-AVERY, E., RINEHART, I. E., NIKITIN, M. B., & COOPER, W. H. (2014). *US-South Korea Relations* (Vol. 41481). Washington DC: Congressional Research Service.

MARTIN, C. H. (2010). Barack Obama and North Korea: A Study in Presidential Transition. *Pacific Focus*, 25, 181-210.

MAULNY, J. P., & Schnitzler, G. (2020). Puissance militaire: la Chine, ennemi public numéro un des États-Unis?. *Revue internationale et stratégique*, (4), 21-26.

NOSSAL, K. R., ROUSSEL, S., & PAQUIN, S. (2007). Politique internationale et défense au Canada et au Québec. <https://doi.org/10.4000/books.pum.10161>

NYE, J. S. (2013). L'équilibre des puissances au XXI e siècle. *Géoéconomie*, (2), 19-29.

ORYU, Y. (2022). Le Japon dans l'Indo-Pacifique. *Après-demain*, (4), 18-25.

OVERBY, T., SNYDER, S. A., STANGARONE, T., & SWICORD, E. (2020). Stabilizing the US-Korea trade agenda under Trump and Moon. *Council on Foreign Relations*.

PANNIER, A. (2015). Le «minilatéralisme»: une nouvelle forme de coopération de défense. *Politique étrangère*, (01), 37-48.

PARK, H., & YANG, C. H. (2021). South Korea's Strategic Options amid the US-China Strategic Competition Under the Biden Administration. *East Asian Policy*, 13(02), 49-66.

PÉRON-DOISE, M. (2022). Les États-Unis et leurs alliances à la lumière de la dissuasion intégrée. *Revue Défense Nationale*, (7), 101-105.

PIETREWICZ, O. (2020). Prospects for the US-South Korea Alliance during the Biden Administration.

POLLACK, J. D. (2017, February). Donald Trump and the future of US leadership: Some observations on international order, East Asia, and the Korean Peninsula. In 제 5 회 한국국가전략연구원-브루킹스연구소 국제회의.

POLLACK, J. D. (2020). First Things First: US Korea Policy in the Biden Administration. EAI 워킹페이퍼, 1-9.

PONCHON, P. (2019). Thucydide, Héraclite et l'archéologie du réalisme politique 1. *Dialogues d'histoire ancienne*, 113-145.

POWELL, R. (2002). Bargaining theory and international conflict. *Annual Review of Political Science*, 5(1), 1-30.

QUINONES, C. K. (2003). Dualism in the Bush Administration's North Korea Policy. *Asian Perspective*, 27(1), 197-224.

RATHBUN, B. (2008). A rose by any other name: Neoclassical realism as the logical and necessary extension of structural realism. *Security studies*, 17(2), 294-321.

SAINT-ÉTIENNE, C. (2018). Trump et Xi Jinping: les apprentis sorciers. Éditions de l'Observatoire.

ŞİMŞİR, S. Une analyse du réalisme classique de Hans Morgenthau.

STRUYE DE SWIELANDE, T. (2012). Le repositionnement géostratégique américain en Asie- Pacifique. *Diplomatie*, (55), 78-85.

STRUYE DE SWIELANDE, T. (2021). The Biden Administration: An opportunity to affirm a flexible and adaptive American world leadership. *World Affairs*, 184(2), 130-150.

STUART, D. (2016). The Pivot to Asia: Can it serve as the foundation for American grand strategy in the 21st century.

SUTTER, R. (2009). The Obama administration and US policy in Asia. *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International and Strategic Affairs*, 31(2), 189-216.

SCHWELLER, R. L. (1994). Bandwagoning for profit: Bringing the revisionist state back in. *International security*, 19(1), 72-107.

TELBAMI, S. (2002). Kenneth Waltz, neorealism, and foreign policy. *Security Studies*, 11(3), 158-170.

TEO, S. (2012). Dividing the Korean Peninsula: the rhetoric of the George W. Bush administration.

- TIERNY, H. (2022). Le déni d'accès chinois face à Taïwan: une recherche de profondeur stratégique hors-limites (1949-2020). *Strategie*, 129(2), 243-265.
- TOURNIER, J. (2019). Des alliances par temps de turbulences. *Inflexions*, (2), 77-86. N°41.
- ÜÇBAŞ, Ü. (2014). Neoclassical Realism in Analysing Crisis Management: The Case of Turkish Foreign Policy Crises. In *8th ECPR General Conference University of Glasgow*, 3-6 Eylül.
- VELLIET, M., SEAMAN, J., (S. d.) *Rivalité Chine-Etats-Unis : « L'objectif américain est d'endiguer les progrès technologiques chinois dans tous les secteurs-clés »*. IFRI - Institut Français des Relations Internationales. <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/rivalite-chine-etats-unis-lobjectif-americain-dendiguer-progres>
- VELUT, J. B. (2021). Le «choc de Trump» et la Chine: leçons du protectionnisme trumpien. *Politique américaine*, (2), 111-132.
- VERCAUTEREN, P. (1999). Quelle place pour l'État dans les théories des relations internationales ?. *Studia Diplomatica*, 15-39.
- VERMANDER, B. (2003). La Chine et les Etats-Unis, partenaires et concurrents. *Études*. 399(11), 453-462.

VILBOUX, N. Le «partage du fardeau» vu par les États-Unis: concepts, formes et objectifs.

WALT, S. M. (2000). Alliances: balancing and bandwagoning. *International politics: enduring concepts and contemporary issues*, 96-103.

YEO, A. (2023). Can South Korea Trust the United States?. *The Washington Quarterly*, 46(2), 109-125.

YEONG, H. J. (2011). La Corée et les États-Unis: une relation particulière. *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, (2), 113-124.

4. MÉMOIRE

FAECHAKH, A. (2015) Charles de Gaulle, Jacques Chirac et Nicholas Sarkozy, Analyse de l'évolution du gaullisme en politique étrangère française à travers la théorie du réalisme néoclassique en relations internationales, mémoire

RAZAVI, S. (2009). La politique étrangère iranienne vis-à-vis des arabes chiites: une analyse réaliste néoclassique (Doctoral dissertation, Université du Québec à Montréal).

WILLEMOT, A. (2017) La relation sino-américaine, entre « rêve chinois » et « pivot asiatique ». (Université catholique de Louvain).

5. INTERVIEW

COURMONT, B., (2024, 27 Juin) *Rapprochement entre la Russie et la Corée du Nord : une menace sécuritaire en péninsule coréenne ?* IRIS. <https://www.iris-france.org/187403-rapprochement-entre-la-russie-et-la-coree-du-nord-une-menace-securitaire-en-peninsule-coreenne/>

6. ARTICLES DE PRESS

AFP. (2022, 22 mai). Biden se dit « préparé » à un essai nucléaire nord-coréen et lance un message à Kim. *La Libre.be*. <https://www.lalibre.be/international/asie/2022/05/22/biden-au-japon-la-menace-nord-coreenne-continue-a-preoccuper-TON44L3SLJE6BLFXGDZ2ZFLKOM/>

AFP. (2020, 9 juin). Corée du Nord : la pandémie a accru l'insécurité alimentaire, des gens « affamés » selon un expert de l'ONU. *Le Nouvel Obs*. <https://www.nouvelobs.com/monde/20200609.OBS29887/coree-du-nord-la-pandemie-a-accru-l-insecurite-alimentaire-des-gens-affames-selon-un-expert-de-l-onu.html>.

ATS. (2017, 11 novembre). Un exercice avec trois porte-avions américains. *Tribune de Genève*. <https://www.tdg.ch/un-exercice-avec-trois-porte-avions-americaains-742505752431>.

GAURON, R. (2018, 11 juin). *Les précédents accords sans lendemain entre Washington et Pyongyang*. *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/international/2018/06/11/01003-20180611ARTFIG00017-les-precedents-accords-sans-lendemain-entre-washington-et-pyongyang.php>.

GEOFFROY, R., & BRETEAU, P. (2024, 16 janvier). Corée du Nord : un nombre record de tirs de missiles depuis deux ans. *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/01/15/coree-du-nord-un-nombre-record-de-tirs-de-missiles-depuis-deux-ans_6150918_4355771.html#:~:text=Les%20relations%20entre%20les%20deux,2022%20et%2041%20en%202023.

KAKAN, A. A. (Mars, 2017). *Les Etats-Unis déploient le système antimissile THAAD en Corée du Sud*. <https://www.aa.com.tr/fr/monde/les-etats-unis-d%C3%A9ploient-le-syst%C3%A8me-antimissile-thaad-en-cor%C3%A9e-du-sud/765451>.

LA CROIX. (2024, 18 mars). Corée du Nord : lors de la visite de Blinken à Séoul, Pyongyang tire plusieurs missiles balistiques. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/pyongyang-tire-un-missile-balistique-pendant-la-visite-de-blinken-a-seoul-20240318>.

LANDLER, M. (2018). Trump orders Pentagon to consider reducing US forces in South Korea. *New York Times*, 3.

Les échanges commerciaux entre la Corée du Nord et la Chine ont repris. (2023, 25 mai). *Courrier International*. <https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-japon-les-echanges-commerciaux-entre-la-coree-du-nord-et-la-chine-ont-repris>

SAILLOFEST, M. (2022, 6 décembre). *La part croissante de la Chine dans les ventes d'armes mondiales* | *Le Grand Continent*. Le Grand Continent. <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/12/06/la-part-croissante-de-la-chine-dans-les-ventes-darmes-mondiales/>

STOLBERG, S. G (2006, 12 octobre) « For Bush, Many Questions on Iraq and North Korea », *New York Times*,

TF1info. (2017, 19 septembre). VIDÉO - A l'ONU, Trump menace de « détruire complètement la Corée du Nord » . *TF1 INFO*. <https://www.tf1info.fr/international/video-a-l-onu-trump-menace-de-detruire-completement-la-coree-du-nord-kim-jong-un-2064901.html>

THIBAUT, H. (2024, 19 mars). « La Chine deviendra-t-elle vraiment la première puissance économique mondiale ? » *Le Monde.fr*. https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/03/19/la-chine-deviendra-t-elle-vraiment-la-premiere-puissance-economique-mondiale_6222837_3232.html

7. SITES INTERNET

AMBASSADE DE CHINE AU SENEGAL, (s. d.) *Politique extérieure de la Chine*. <http://sn.china-embassy.gov.cn/fra/gzzg/zgdwzc/>

DONNET, P. (2024, 9 mars). *Chine : le budget militaire en hausse de 7,2 % en 2024 sur fond de crise*. *Asialyst*. <https://asialyst.com/fr/2024/03/09/chine-budget-militaire-hausse-2024-crise/>

#::~text=La%20Chine%20est%20rest%C3%A9%20le,et%20strat%C3%A9gique%20de%20l%27APL.

GAUDIAUT, T. (2023). La Chine est devenue le leader incontesté des voitures électriques. *Statista Daily Data*. <https://fr.statista.com/infographie/30471/plus-grands-marches-ventes-voitures-electriques-par-pays-evolution-2012-2022/>

GLOBAL PUBLIC AFFAIRS. (2020, 20 mai). *L'approche stratégique des États-Unis envers la République populaire de Chine – Traductions*. <https://2017-2021-translations.state.gov/2020/05/20/lapproche-strategique-des-etats-unis-envers-la-republique-populaire-de-chine/>

PINA, C. (2024). La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) À l'étranger quelles conséquences sur le dilemme de sécurité. IRSEM - Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire. <https://www.irsem.fr/media/etude-irsem-115-pina-omag.pdf>

RAYMOND, C. (2022, 21 avril). Le pivot stratégique américain dans l'espace indopacifique. *Réseau D'analyse Stratégique (RAS)*. <https://ras-nsa.ca/fr/le-pivot-strategique-americain-dans-lespace-indopacifique/>

WHITE HOUSE (2009). Joint Vision for the Alliance of the United States of America and the Republic of Korea. *White House, Office of the Press Secretary*, 16.

WORLD BANK OPEN DATA. (s. d.). World Bank Open Data. <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.TOTL.P1?end=2018&locations=US&start=2008>

8. VIDÉOS D'ARCHIVE

2002 : L' « Axe du mal » de George W. Bush - Vidéo Dailymotion. (s.d.). Dailymotion. <https://www.dailymotion.com/video/x2f4epm> ; unique site où se trouvait l'extrait du discours de GEORGE W. Bush du 29 Janvier 2002 s'exprimant sur les « États voyous ».

AFP. (2014, 26 avril). *Obama qualifie la Corée du Nord d'"Etat paria" faible* [Vidéo]. YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=vYtQ9twkM7E>

9. CITATIONS

STRUYE DE SWIELANDE, T., (2024) cours de FPA sur la stratégie de la double protection des États d'Asie.

10. TABLEAUX STATISTIQUES

STATISTA. (2024, mai 22). *Dépenses publiques de la défense en Chine 2008-2022*. <https://fr.statista.com/statistiques/1380870/defense-budget-chine/>

STATISTA. (2024a, mai 21). *Pays avec les dépenses militaires les plus élevées en 2023*. <https://fr.statista.com/statistiques/564916/pays-avec-les-depenses-militaires-les-plus-elevees-en/>

Résumé

Depuis la fin des années 2000, la politique étrangère des États-Unis envers la Corée du Sud a évolué en réponse à diverses dynamiques. Sous l'administration de Barack Obama, la politique américaine a été profondément influencée par des variables systémiques telles que les tensions croissantes en Asie-Pacifique et les ambitions nucléaires de la Corée du Nord. L'administration Obama a adopté une approche de « pivot vers l'Asie », renforçant ainsi les relations avec la Corée du Sud et mettant en place des politiques de vente d'armes et des exercices militaires conjoints pour améliorer les capacités de défense de l'allié régional. Ces politiques ont été façonnées par des variables intermédiaires, notamment les dynamiques de sécurité régionales et les relations diplomatiques bilatérales. La personnalité d'Obama, son idéologie orientée vers la coopération multilatérale et ses expériences ont joué un rôle clé dans cette approche, qui visait à équilibrer la sécurité régionale avec des efforts diplomatiques pour la non-prolifération. La politique de désarmement et les négociations avec la Corée du Nord ont été des aspects centraux de cette stratégie, reflétant la pression systémique internationale pour la stabilité et la paix en Asie-Pacifique.

Sous l'administration de Donald Trump, la politique étrangère américaine a marqué un tournant significatif. Les variables systémiques ont été dominées par une approche de pression maximale contre la Corée du Nord, avec des sanctions économiques sévères et une posture militaire plus agressive. Trump a réorienté les relations avec la Corée du Sud en négociant des accords sur le partage des coûts des forces américaines, augmentant les demandes financières de l'allié. Les exercices militaires conjoints ont été modifiés ou suspendus en fonction des négociations avec la Corée du Nord, illustrant une flexibilité stratégique et une approche souvent conflictuelle. Les variables intermédiaires, telles que les tensions régionales et les objectifs de désarmement, ont été influencées par la personnalité de Trump et ses priorités politiques. Sa préférence pour les confrontations directes et les négociations unilatérales a marqué cette période, impactant les dynamiques régionales et les relations bilatérales de manière significative.

Sous l'administration de Joe Biden, la politique étrangère des États-Unis envers la Corée du Sud a retrouvé une approche plus traditionnelle et

équilibrée. Biden a réaffirmé l'engagement américain envers ses alliances, mettant en avant le réengagement multilatéral en Asie-Pacifique comme une priorité. Les politiques de Biden ont cherché à stabiliser la région en rétablissant les exercices militaires conjoints et en poursuivant les ventes d'armes, tout en maintenant un dialogue ouvert avec la Corée du Nord pour avancer vers le désarmement et réduire les tensions. Les variables internes, telles que les changements dans les priorités de l'administration et les influences politiques internes, ont guidé cette approche. La personnalité de Biden, son expérience en politique étrangère et son orientation vers la diplomatie multilatérale ont façonné cette politique, intégrant les préoccupations de sécurité régionale avec un engagement soutenu envers la coopération internationale. Cette période reflète un retour à des stratégies plus coopératives et équilibrées, en réponse aux défis complexes de la région.

ANNEXE 1:

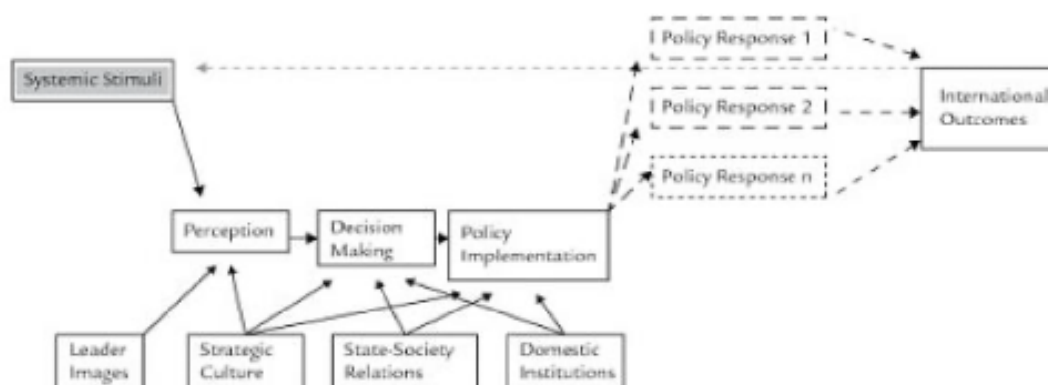
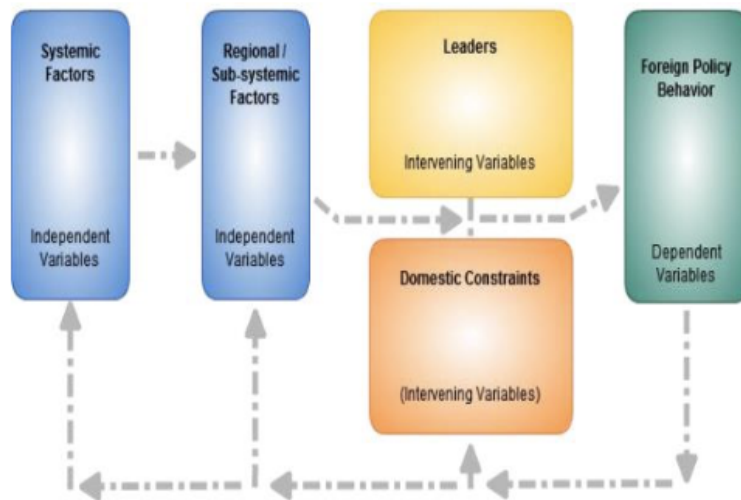


Figure 2.1
Type III Neoclassical Realist Model

ANNEXE 2 :

Decision Making - Crisis Behavior Variables in Neoclassical Realist Model



Source: Created by author using diagram in Gideon Rose, "Neoclassical Realism and Theories of Foreign Policy", *World Politics*, Vol 51, N. 1, October 1998, p.154

